

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE
ET LE
DROIT DE LA GUERRE CONTINENTALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Lundi 10 Juin 1901, à 10 heures

PAR

Jules BASDEVANT

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS (4 PRIX, 2 MENTIONS)
ET DU CONCOURS GÉNÉRAL (PREMIER PRIX 1897)
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. RENAULT, *professeur.*
Suffragants { MM. LESEUR, *professeur.*
 PILLET, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, rue Soufflot (5^e arrond.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE
ET LE
DROIT DE LA GUERRE CONTINENTALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Lundi 10 Juin 1901, à 10 heures

PAR

Jules BASDEVANT

DOCTEUR ÈS SCIENCES JURIDIQUES
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS (4 PRIX, 2 MENTIONS)
ET DU CONCOURS GÉNÉRAL (PREMIER PRIX 1897)
AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. RENAULT, professeur.
Suffragants { MM. LESEUR, professeur.
PILLET, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot (5^e arrond^e.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

—
1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Les hommes de la Révolution furent, dès le début, animés de l'esprit cosmopolite qui avait inspiré les philosophes du XVIII^e siècle. Ils entendent fonder les institutions françaises sur la raison et, la raison étant universelle, les principes qu'ils posent ont une portée absolue. Ils ne font pas une Déclaration des droits du Français, mais une Déclaration des droits de l'homme. Par suite, les règles ainsi établies auront une portée non pas seulement nationale, mais internationale (1). Les Droits de l'homme sont partout les mêmes et la souveraineté nationale doit partout être respectée : la France qui les a établis doit s'efforcer de les répandre à l'étranger : ainsi se continuera, pour la propagation des principes nouveaux, cette « magistrature » qu'avaient exercée ses philosophes et ses penseurs. La France, où règne la raison, offre un asile à tous ceux qu'oppriment les tyrans ; elle est la patrie de l'homme libre et ses représentants écoutent avec complaisance les harangues d'Anacharsis Cloots, orateur du genre humain.

La France est la patrie de l'homme libre parce qu'elle a, la première, conformé ses institutions à la raison. Mais la Révolution a une portée plus large ; elle s'appliquera à tous

1. Au sujet de l'influence de la Révolution sur le droit des gens, voy. Leseur, *Introduction à un cours de droit international public*, p. 85, 88.

les peuples et le patriote sera alors citoyen de l'humanité (1). Que les nations suivent les principes de liberté et d'égalité et elles agiront avec justice. Alors les guerres causées par l'ambition des rois disparaîtront. Mais si la paix perpétuelle, à laquelle on songe, n'est réalisable qu'après l'accomplissement de ces progrès, du moins la France peut dès maintenant donner un exemple. Elle s'engage envers les autres peuples à ne rien faire de contraire à la justice. L'Assemblée constituante se fit l'interprète de cette promesse en décrétant le 22 mai 1790 comme article constitutionnel la disposition suivante : « La nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans la vue de faire des conquêtes, et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

Dans la discussion, on avait fait grand étalage de cosmopolitisme et de généreuses illusions. Mais déjà les difficultés avec les puissances étrangères augmentaient : deux ans plus tard la guerre devait éclater. Alors les traditions nationales reprirent le dessus pour inspirer aux hommes de la Révolution la continuation de la politique étrangère de l'ancien régime (2). Cette opposition entre les aspirations premières et les faits qui suivirent, nous la retrouverons çà et là pour les règles du droit de la guerre sur terre. Avant les hostilités ou au début de celles-ci, on posait des règles fort généreuses et, parfois, on revenait, dans la suite, aux pratiques des anciennes guerres.

Heffter, se plaçant à un point de vue général, parle du

1. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. I, p. 537 et s., t. II, p. 105 et s.

2. Voy. Sorel, *op. cit.*, *passim*.

torrent de la Révolution sous lequel disparurent le droit public et l'équilibre européen pour faire place à l'Empire et à son génie de conquête. Mais Geffcken fait remarquer que les hommes de la Révolution s'approprièrent la politique de l'ancien régime (1). Cette dernière idée a été parfaitement établie par M. Sorel qui a montré combien fut profonde l'influence de la tradition. Pour le droit de la guerre, nous relèverons certains caractères propres à la Révolution. Les philosophes du XVIII^e siècle, spécialement Montesquieu et Rousseau, sans étudier d'une façon spéciale et distincte le droit de la guerre, avaient posé quelques principes essentiels que la doctrine moderne a fait triompher (2). Les idées de ces philosophes et la Déclaration des droits de l'homme ont inspiré les pratiques nouvelles de la période révolutionnaire. Mais on abandonna bientôt et dans une large mesure les innovations pour revenir aux usages antérieurs. Pour suivre ceux-ci, on n'avait qu'à se souvenir des guerres du XVIII^e siècle. On en invoqua les précédents les plus rigoureux. On ne cita pas l'opinion de Vattel ou d'autres jurisconsultes ; on s'en référa aux actes de Frédéric II. Ces deux éléments furent à la base du droit de la guerre pen-

1. Heffter, *Le droit international de l'Europe*, annoté par Geffcken, trad. Bergson, § 6, p. 20.

2. Rousseau avait eu l'intention d'écrire un ouvrage spécial sur les principes du droit de la guerre. Un manuscrit de la bibliothèque de Neuchâtel paraît avoir été destiné à faire partie de cette étude : il se trouve reproduit dans l'édition du *Contrat social* de Dreyfus-Brisac, Paris, 1896, p. 303 et s. Voy. Windenberger, *Essai sur le système de politique étrangère de J. J. Rousseau. La république confédérative des petits Etats*, p. 110. Voy. aussi dans ce dernier ouvrage, p. 110-144, un exposé des idées de Rousseau sur le droit de la guerre.

dant la Révolution ; ils se succédèrent plutôt qu'ils ne se combinèrent. Il resta cependant une influence générale des idées nouvelles sur les anciens errements. Cette influence s'est plus tard affermie et est devenue triomphante dans la doctrine moderne. Ces idées nouvelles ont bien été un élément de changement, mais non de perturbation, dans le droit de la guerre. Nous aurons l'occasion de voir que la France ne se montra jamais si rigoureuse que lorsqu'elle s'inspira des pratiques anciennes.

Notre étude sera divisée en trois parties qui correspondent à une division tripartite du droit de la guerre continentale. Les règles posées par celui-ci sont applicables à la guerre qui est une lutte entre *Etats indépendants*. C'est l'indépendance de chacun des adversaires qui permet de déterminer quand il y a vraiment guerre. Ainsi il n'y a pas guerre proprement dite au cas de révolte dans une portion de l'Etat. Aussi ne parlerons-nous pas de cette hypothèse, à laquelle le droit de la guerre ne peut être complètement appliqué et pour laquelle on a laissé bien souvent libre cours à l'arbitraire.

Une action militaire peut être exercée par un Etat sur le territoire d'un autre sans intention hostile contre ce dernier, mais afin de lui permettre de remplir certaines de ses fonctions. Il y a alors intervention armée. Celle-ci peut avoir pour but de châtier des sujets rebelles. Les hostilités conduites contre ceux-ci ne seront pas régies par le droit de la guerre. Il est particulièrement intéressant de faire cette distinction à l'époque qui nous occupe parce que guerres et interventions armées se produisirent. Nous verrons, de plus, la prétention émise au début des opérations

militaires contre la France, de ne pas les considérer comme des actes de guerre. Notre première partie sera consacrée à faire cette distinction.

L'idée d'indépendance des Etats en lutte, qui détermine le domaine du droit de la guerre, le domine tout entier. Elle entraîne cette conséquence que les deux adversaires doivent avoir le droit d'user des mêmes moyens. Il en résulte que celui qui fait une guerre juste n'a pas plus de droits que son ennemi dans l'attaque et dans la défense. C'est qu'un Etat n'a pas qualité pour se faire juge de la cause de son adversaire et de la sienne et se permettre, en conséquence, d'user de moyens particulièrement rigoureux. Ce qui est vrai, c'est que l'Etat qui entreprend une guerre injuste viole le droit des gens. Mais cela n'est d'aucun intérêt, juridiquement, pour la conduite des hostilités. La guerre, une fois engagée, doit être considérée en soi, d'une façon abstraite, pour la détermination des droits de chacun. Il n'y a pas seulement là une vue théorique, conséquence de l'indépendance des Etats. C'est aussi une condition du développement du droit de la guerre. Si certains moyens particulièrement rigoureux ne sont permis qu'au belligérant donc la cause est juste, chacun en usera, car chacun prétendra qu'il a le bon droit pour lui : et ainsi chacun affirmera que ses prétentions sont justes en commettant les pires excès. Nous trouverons des applications de cette idée pendant la Révolution. Parfois on invoqua les justes motifs de la guerre pour faire admettre des rigueurs que la conscience juridique moderne réprouve.

Ayant étudié l'étendue d'application du droit de la guerre par la détermination des guerres proprement dites de l'épo-

que révolutionnaire, nous verrons, dans une seconde partie, la portée donnée aux règles fondées sur le désir de diminuer les maux de la guerre. La raison d'être de celles-ci est dans cette considération que l'adversaire est un homme et que, même dans la guerre, on ne peut pas tout faire contre un homme. Ces règles sont fondées sur le respect de la personne humaine. Les considérations d'humanité sur lesquelles on les établit étaient familières aux philosophes du XVIII^e siècle. Mais la pratique militaire ne s'y conformait guère et les juristes admettaient des règles plus rigoureuses que les philosophes, montrant ainsi qu'ils tenaient compte des usages. Nous verrons dans quelle mesure la Révolution s'inspira, sur ce point, des doctrines et des traditions.

Les règles du droit de la guerre, fondées sur le respect de la personne humaine avaient reçu de Montesquieu une formule générale. Il avait dit que les nations doivent se faire « dans la guerre, le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs propres intérêts » (1). On attribue souvent cette formule à Talleyrand qui, en 1806, l'énonça en supprimant la restriction finale : « sans nuire à leurs propres intérêts ». Sous cette nouvelle forme, elle peut être critiquée comme contraire à la nature même de la guerre. La vérité est que cette règle, énoncée par Montesquieu, devint bientôt un adage courant (2). Dans sa forme primitive, elle peut éviter

1. *Esprit des lois*, l. I, chap. III.

2. Elle est citée par Blakstone, *Commentaires sur les lois anglaises*, trad. fr., Bruxelles, 1776, l. IV, chap. V, t. V, p. 415, 416, par lord Stanhope à la Chambre des lords, le 4 avril 1794, *Moniteur*, 5 prairial an II. L'abbé Grégoire dans son projet de Déclaration du droit des gens présenté à la Convention le 4 floréal an III (23 avril 1795) la donne sous la forme reprise plus tard par Talleyrand, *Moniteur*, 7 floréal an III.

les critiques dirigées contre la phrase de Talleyrand puisque par les mots « sans nuire à leurs propres intérêts » elle réserve les nécessités militaires. On peut la considérer alors comme prohibant les maux inutiles.

Si l'on veut arriver à plus de précision, on voit que les règles du droit de la guerre fondées sur les égards dus à la personne humaine se ramènent à deux chefs. Le premier est celui dont le domaine est le moins étendu : il vise ceux contre lesquels s'exercent directement les mesures violentes, les ennemis actifs. A leur encontre tout n'est pas permis. Certains moyens de nuire sont réprouvés comme barbares ou perfides. La lutte doit s'engager et se poursuivre avec loyauté. De là vient la nécessité de faire connaître son intention de recourir aux armes ; de là aussi l'obligation d'exécuter les conventions militaires. On doit accueillir et respecter les parlementaires dont le but est toujours de diminuer les maux de la guerre. On doit enfin, comme le disait le projet de Déclaration du droit des gens de l'abbé Grégoire, « laisser un libre cours aux négociations propres à amener la paix ».

Il y a plus ; certaines personnes resteront étrangères aux hostilités. On ne peut diriger les mesures violentes contre les sujets paisibles de l'ennemi. La doctrine du XVIII^e siècle avait consacré des applications de cette règle adoptées par le traité entre la Prusse et les Etats-Unis de 1785 (art. 23). Le principe fut posé par Rousseau qui montra que la guerre est une relation d'Etat à Etat dans laquelle les individus ne sont ennemis que comme soldats (1).

1. *Contrat social*, l. I, chap. IV. On a pendant longtemps attribué

La troisième partie de notre étude sera consacrée aux règles du droit de la guerre fondées sur le respect de la souveraineté des Etats. La guerre, en effet, ne réduit pas à néant ce respect. Elle est un moyen pour contraindre un Etat à faire certains actes, par exemple à céder un territoire. C'est une action exercée sur la volonté de cet Etat. Mais, en mettant à part le cas de soumission complète, de subjugation, la souveraineté sur une portion de territoire sera transportée d'un Etat à l'autre par un traité et non par le seul fait de l'occupation militaire (1). Ce respect s'impose entre belligérants et c'est sur lui que sont fondées les règles restrictives du droit de l'occupant et l'idée que la possession d'une province ennemie malgré la résistance de l'adversaire ne transfère pas, par elle seule, la souveraineté. C'est sur le respect des Etats que sont fondés les droits et devoirs des neutres.

Cette question du respect de la souveraineté des Etats dans le droit de la guerre présente un intérêt spécial pendant la Révolution. C'est qu'alors la France a posé en

cette formule à Portalis qui l'énonça lors de l'inauguration du Conseil des prises, le 14 floréal an VIII. Mais cette erreur, analogue à celle que nous avons indiquée pour Montesquieu et Talleyrand, est aujourd'hui reconnue.

1. « La guerre elle-même, telle qu'elle est comprise et pratiquée depuis des siècles, nous offre une application curieuse de l'idée de respect. Elle ne tend pas, en effet, dans nos usages modernes, à substituer la souveraineté du vainqueur à celle du vaincu sur le territoire de celui-ci, elle respecte l'existence de ce dernier et ses fonctions, elle se propose seulement de le mettre dans une situation telle qu'il soit obligé de donner suite aux revendications que l'on a élevées contre lui ». Pillet, *Les droits fondamentaux des Etats*, dans la *Revue générale de droit international public*, 1899, p. 528.

règle absolue la souveraineté nationale à la place de la souveraineté monarchique. Elle ne veut respecter que la volonté du peuple, sans tenir compte du lien d'allégeance entre les sujets et le prince. De là ses principes sur la propagande et les annexions qui étaient en opposition irréductible avec l'ancien droit public.

Ajoutons que, par ailleurs, l'étude des règles de cet ordre nous montrera que les guerres de la Révolution ont été le point de départ d'une précision plus grande de la théorie de la neutralité : ce progrès a été réalisé grâce aux événements politiques de cette époque et à ceux du XIX^e siècle.

PREMIÈRE PARTIE

NATURE DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LES GUERRES PROPREMENT DITES

Nous avons indiqué la différence qui existe entre la guerre proprement dite et l'intervention armée. La première est une lutte entre deux Etats indépendants, l'un d'eux cherchant à faire accepter sa volonté par l'autre. L'intervention armée est l'action exercée par l'autorité militaire d'un Etat sur le territoire d'un autre en vue de lui donner les moyens matériels d'exercer une de ses fonctions. Quelle est, de ces deux notions, celle qui doit s'appliquer aux conflits armés de l'époque révolutionnaire ? Nous verrons qu'une réponse unique ne peut pas être donnée à cette question. Nous indiquerons d'abord les cas dans lesquels le caractère de guerre proprement dite apparaît, sinon dès le début, du moins d'assez bonne heure. Nous déterminerons ensuite quelles furent les principales interventions armées.

L'Assemblée nationale législative ayant, le 20 septembre 1792, déclaré la guerre au roi de Hongrie et de Bohême, celui-ci, ainsi que son allié le roi de Prusse Frédéric-Guil-

laume II se rapprochèrent aussitôt des émigrés. Depuis longtemps déjà, ceux-ci sollicitaient les souverains et en particulier l'Empereur de raffermir l'autorité ébranlée de Louis XVI (1). Mais les alliés, qui les avaient fait longtemps attendre, ne prirent pas, même alors, vis-à-vis des émigrés, d'engagements positifs. Ils affectèrent de ne les considérer que comme des auxiliaires de second ordre dont ils ne partageaient ni les prétentions ni les rancunes. Cependant ils donnèrent satisfaction à leurs demandes et à celles des agents venus des Tuileries en annonçant que le but de leur invasion en France était d'y établir l'autorité de Louis XVI.

En invoquant ce prétexte, les alliés agissaient aussi dans leur propre intérêt. Ils pouvaient espérer obtenir ainsi le concours des Français dévoués au roi. Ils avaient lieu de compter aussi sur la force morale que donne, aux yeux des puissances tierces, la poursuite d'un but en apparence désintéressé.

Ce but et les moyens d'y parvenir furent indiqués dans un manifeste rédigé par un émigré, M. de Limon, et qui, après avoir reçu l'approbation des deux souverains alliés, fut revêtu de la signature du duc de Brunswick (2). Ce manifeste, du 25 juillet 1792, indiquait sommairement le désir de défendre les droits des princes allemands possessionnés en France. Il s'attachait bien plus à montrer que le but des alliés était de rétablir l'autorité du roi. L'Empereur et le roi de Prusse ne voulaient donc pas faire la

1. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. II, p. 135 et s., 165 et s., 219 et s., 231 et s., 277 et s. — De Sybel, *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, trad. Dosquet, t. I, p. 297, 311.

2. De Sybel, *op. cit.*, t. I, p. 480. — Sorel, *op. cit.*, t. II, p. 309.

guerre à la France. Ils voulaient y rétablir le gouvernement légitime et faire cesser l'anarchie. Ils se présentaient comme les défenseurs du pouvoir royal méconnu en France (1).

Aussi bien se conduisent-ils en conséquence. Le 31 août 1792, le duc de Brunswick somme la place de Verdun de se rendre et ajoute qu'en cas de refus « les opérations militaires seront poussées avec toute la vigueur nécessaire pour réduire cette place sous l'obéissance de S. M. Très-Chrétienne, légitime souveraine du royaume de France » (2). L'armée d'invasion en échange des objets par elle requis remettait des bons payables par le roi de France. Elle forçait les autorités locales à faire leurs actes au nom du roi Très-Chrétien (3).

Les alliés, se présentant comme les soutiens du gouver-

1. *Moniteur* du 3 août 1792. — *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 372-373.

2. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 192. Il est vrai que dans la capitulation signée le 4 septembre il n'est plus question d'une prise de possession de Verdun au nom de Louis XVI ; *op. cit.*, t. XLIX, p. 420. — Voy. aussi la sommation de rendre Longwy ; Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 179. — Sommation de rendre Thionville du 4 septembre 1792 ; Chuquet, *La retraite de Brunswick*, p. 257.

3. Gœthe, *Campagne de France*, 28-29 août. — Lettre de Dumouriez au ministre de la guerre du 2 octobre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LII ; p. 315. — Les commissaires à Châlons à la Convention, 2 octobre 1793 ; Aulard, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. I, p. 88-89. — Lettre des administrateurs du département de la Meuse à la Convention, 3 novembre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 128. — Les émigrés, d'une part, Breteuil, représentant de Louis XVI, d'autre part s'immisçaient dans l'administration des pays occupés. Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 284 et s.

nement légitime en France, prétendaient aussi exercer les droits de celui-ci. Ils ne voyaient dans leurs adversaires que des rebelles qu'il s'agissait de punir. Juridiquement, rien ne les en empêchait. En effet, si un belligérant ne peut punir ceux qui le combattent, c'est que la guerre est une lutte entre Etats indépendants. Cette indépendance empêche qu'un Etat puisse se faire juge des prétentions de l'autre et considérer comme des malfaiteurs ceux qui prêtent leur concours à la cause injuste de son adversaire. Dans une intervention comme celle de 1792, il en est autrement. Les alliés considéraient, ou affectaient de proclamer qu'il n'y avait en France qu'un gouvernement légitime, celui du roi libre. Ils disaient que Louis XVI n'était pas libre, que ses ministres et l'Assemblée étaient des rebelles. Le gouvernement légitime avait le droit de punir ceux-ci, mais était dans l'impossibilité de le faire ; les alliés lui apportaient la force qui lui faisait défaut. Les alliés se prétendaient donc les instruments de l'autorité royale. L'obstacle au droit de punir qu'on rencontre dans la guerre ne se présentait plus, puisque les alliés voulaient exercer non un droit propre, mais le droit du roi de France.

Le manifeste du duc de Brunswick énonçait la prétention d'user de ce droit. Il contenait défense aux gardes nationaux de combattre contre les troupes alliées sous peine d'être « punis comme rebelles à leur roi et comme perturbateurs du repos public ». Les officiers et soldats des troupes de ligne étaient sommés « de se soumettre sur-le-champ au roi, leur légitime souverain ». Le manifeste rendait « personnellement responsables de tous les événements, sur leur tête, pour être jugés militairement, sans espoir de pardon, tous

les membres de l'Assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité et de la garde nationale de Paris, les juges de paix et tous autres qu'il appartiendra ». Enfin, en cas d'insulte à la famille royale, la ville de Paris était menacée d'exécution militaire et de subversion totale.

Les alliés proclamaient ainsi leur droit de punir ceux qu'ils considéraient comme des rebelles. Ils voulaient l'appliquer dans toute sa rigueur et soumettre leurs adversaires par le régime de la terreur. Ils menaçaient Paris du sort que la Convention devait plus tard décréter pour Lyon. Ces violences n'étaient le propre ni d'un parti, ni d'un peuple. Mises en œuvre par la Convention pour se défendre, elles avaient été conseillées, pour l'attaque, par les émigrés et par les ministres autrichiens et russes (1).

Les armées françaises pouvaient-elles prétendre aussi au droit de punir leurs adversaires ? La réponse négative ne peut être douteuse, car, à leur point de vue, la lutte avait le caractère d'une guerre proprement dite (2). Le gouvernement français ne prétendait pas intervenir dans les affaires des alliés. Il avait indiqué ses motifs de recourir aux armes dans la déclaration de guerre du 20 avril. Il avait tiré prétexte de l'appui fourni par le roi de Hongrie et de Bohême aux réclamations des princes allemands possessionnés en France, de la protection par lui accordée aux émigrés, de ses armements. Des raisons de ce genre étaient

1. Voy. Sorel, *L'Europe et la Revolution*, t. III, p. 3, 333-335, 480.

2. Le gouvernement français ne pouvait exercer le droit de punir qu'à l'encontre des émigrés qui étaient des Français armés contre leur patrie.

de nature à motiver une guerre proprement dite. Aussi la déclaration du 20 avril visait-elle bien la guerre.

De plus, c'était le gouvernement français tout entier, c'est-à-dire le Roi et l'Assemblée, qui faisait la guerre. Il repoussait la distinction que les alliés voulaient établir entre Louis XVI et les hommes de la Révolution. Il pouvait bien considérer comme rebelles et punir les émigrés qui avaient pris les armes contre leur patrie. Il ne pouvait agir de même vis-à-vis des soldats autrichiens et prussiens qui, en envahissant le territoire français, exécutaient les ordres donnés par des Etats indépendants.

Le gouvernement français, écartant la conception de la lutte adoptée par les alliés, devait être amené à nier le droit pour ceux-ci de considérer ses soldats comme des rebelles et de les punir. Par suite, si l'envahisseur avait mis à exécution les menaces du manifeste, les troupes françaises auraient pu user de représailles.

Le sort des combats ne permit pas l'application de ces rigueurs (1). Après Valmy, les alliés songèrent moins à

1. Les Prussiens firent cependant quelques exécutions militaires. Voy. Chuquet. *La première invasion prussienne*, p. 162. — Ils arrêtaient le maire de Varennes, Georges : celui-ci avait présenté à la Constituante les gardes nationaux qui avaient arrêté la berline royale le 21 juin 1791. Retenu prisonnier dans la citadelle de Verdun, Georges fut échangé le 23 septembre contre le secrétaire du roi de Prusse, Lombard, fait prisonnier à Valmy. Les Prussiens avaient cherché aussi, mais inutilement, à s'emparer de Sauce qui avait participé à l'arrestation de Louis XVI. Chuquet, *op. cit.*, p. 261-265. Breteuil demanda sans succès aux Prussiens de châtier Varennes. Chuquet, *op. cit.*, p. 290. L'Espagne, en 1793, prétendit aussi nous faire une guerre de principes. Dans un manifeste daté de Céret le 5 mai 1793, le général Ricardos disait : « Tous ceux qui persisteront follement

châtier les Français qu'à se défendre contre eux. La proclamation de la République vint coupercourt aux négociations dans lesquelles le roi de Prusse demandait le rétablissement de l'autorité de Louis XVI (1). Dès lors les alliés ne s'occupent plus de l'autorité du roi en France que dans des actes destinés à la publicité. Au fond, ils songent encore un peu à sauver sa personne : mais leur principale préoccupation est dans la sauvegarde de leurs intérêts. Dès la fin d'octobre 1792, leurs idées sont bien arrêtées à cet égard. Ils veulent d'abord conserver ce qu'ils ont et acquérir de nouveaux territoires (2). C'est la question de « l'indemnisation » qui se pose dans toute sa force, question que déjà ils avaient envisagée avant d'entrer en campagne, mais qu'ils n'avaient pu résoudre (3). Le manifeste du duc de Brunswick avait annoncé qu'on ne voulait pas faire de conquêtes. Maintenant on hésite à faire de telles déclara-

dans leur union avec la prétendue Convention nationale, ou qui, directement ou indirectement, agiront hostilement, soit les armes à la main, ou par des avis, ou enfin de quelque manière que ce soit, contre la bonne cause, seront traités avec la rigueur la plus sévère et la plus exemplaire, et considérés en outre comme rebelles à leur religion, à leur souverain et à leur patrie ». Aulard, *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 256, 257.

1. De Sybel, *op. cit.*, t. I, p. 559.

2. Voy. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 130-132. Chuquet, *La retraite de Brunswick*, p. 263-264.

3. On s'était alors borné à admettre qu'on ne toucherait pas au territoire français « à cause des difficultés politiques et militaires, auxquelles sont assujetties des acquisitions de ce genre ». Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 134 136. — Sorel, *op. cit.*, t. II, p. 498-502.

tions. Aussi, ne se réclame-t-on plus de l'idée d'intervention. On ne prétend plus rétablir l'ordre en France et châtier les rebelles. Les émigrés perdent le peu de crédit qu'ils avaient pu acquérir au début de la guerre. On expulse ceux qui se trouvent sans domicile dans les Pays-Bas. Bientôt on verra l'Autriche refuser de reconnaître Louis XVII comme roi et le comte de Provence comme régent.

C'est bien une guerre proprement dite que font désormais la Prusse et l'Autriche (1). Il en est de même des nouveaux venus à la coalition et particulièrement de la nation qui, pendant vingt-deux ans, allait alimenter de ses soldats et surtout de son or la lutte contre la France, l'Angleterre. Pour elle, la mort de Louis XVI n'a pas été la cause, mais tout au plus l'occasion de la guerre. C'est par la France que la guerre a été déclarée, mais celle-ci était inévitable. Le décret du 19 novembre 1792 sur la guerre de propagande n'a été qu'un prétexte aux réclamations anglaises. La cause du conflit est dans ce que l'Angleterre ne voulait souffrir ni la présence des Français à Anvers, ni la libre navigation de l'Escaut. Les hostilités une fois ouvertes, l'Angleterre ne

1. Il convient de remarquer qu'en 1792 ce fut surtout le gouvernement prussien qui se fit le champion de la restauration monarchique. Aussi bien avait-il intérêt à ce que la France restât forte pour s'opposer, le cas échéant, aux ambitions de l'Autriche. Après les premiers échecs, la Prusse vit ses intérêts engagés surtout dans les affaires de Pologne. Aussi prit-elle une part moins active à la guerre contre la France et fut-elle la première à signer la paix. Le cabinet de Vienne, au contraire, invoquait moins les principes ; il ne voulait pas rendre au roi de France son ancien prestige, croyant trouver dans la Révolution une cause de faiblesse pour sa rivale. Cpr. Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 132 et s.

cherche pas à détruire la République, malgré les déclamations de Burke : elle cherche à faire des conquêtes. Lord Auckland, qui représentait cette puissance à la conférence qui eut lieu à Anvers le 8 avril 1793 entre les coalisés, ne le dissimula pas. Cobourg, qui avait déclaré à Dumouriez qu'on ne voulait pas faire de conquêtes vit bien, à cette conférence, que tel n'était pas le vœu des puissances, mais « que chacun ne pensait qu'à soi et qu'on avait beaucoup moins en vue l'intérêt général que des intérêts particuliers » (1).

Le but des alliés étant de faire des conquêtes aux dépens de la France, ils cessent de se présenter comme voulant y rétablir le gouvernement légitime et punir les révolutionnaires. La cour de Russie fit observer à celle de Vienne que de tels scrupules lui paraissaient exagérés. Selon Markof, ministre de la tsarine, il aurait fallu proclamer qu'on ne voulait pas faire de conquêtes, qu'on agissait contre les scélérats de France. Il convenait de prendre possession des places et provinces au nom du roi, de n'entretenir aucune correspondance avec les généraux français et de traiter avec la dernière rigueur les révoltés qui seraient tombés entre les mains des alliés. Markof ajoutait que la Russie avait agi ainsi à l'égard de la Pologne, sans se soucier du sort des prisonniers russes qui se trouvaient à Varsovie. Il pensait que rien n'empêcherait ensuite l'Autriche et les

1. Voy. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 366, 367. — Aulard. *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 235, 236, 336. Sur les dispositions des puissances en juin 1793, voy. Thiers, *Histoire de la Révolution française*, 13^e édit., t. IV, p. 233, 234.

autres puissances de la coalition d'exiger du roi remis sur le trône les dédommagements qui leur conviendraient (1).

Mais les alliés abandonnaient la défense du principe monarchique pour la sauvegarde de leurs intérêts. Ils y conformaient de plus en plus leur conduite. Lors de la trahison de Dumouriez, les ministres d'Angleterre et d'Autriche à la Haye parlèrent bien de livrer à la justice les conventionnels et le ministre de la guerre qui venaient d'être arrêtés. Mais cette prétention, contre laquelle Sheridan s'éleva, ne reçut pas l'entière approbation de Pitt (2). Aussi bien furent-ils traités comme des prisonniers de guerre.

L'intention des puissances s'affirmait mieux encore quand elles prenaient possession d'un territoire français. Dès 1793, les Autrichiens, malgré les protestations du comte de Provence, s'emparèrent, au nom de l'Empereur, des places du nord de la France et de l'Alsace (3). Il est vrai que les Anglais s'étaient emparés de Toulon au nom de Louis XVII; mais ils avaient agi ainsi à raison de circonstances particulières. La ville leur avait été livrée par les sections royalistes. Pour conserver leur confiance, l'amiral Howe avait dû se présenter comme voulant écraser les factieux et rétablir la tranquillité (4).

1. Voy. Sorel, *op. cit.*, t. IV, 189, 418, 419.

2. Aulard, *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans *la Révolution française*, t. XVIII, p. 158, 159.

3. Voy. la proclamation de Cobourg du 13 juillet 1793, à l'occasion de la prise de Condé; Aulard, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. V, p. 366, note. Pour la prise de possession au nom de l'Empereur de Lauterbourg et de Wissembourg, voy. lettre des représentants à l'armée du Rhin au Comité de salut public, 21 octobre 1793; Aulard, *op. cit.*, t. VII, p. 556.

4. Voy. une proclamation de l'amiral Howe et une lettre des

Ainsi dès 1793, l'action des puissances vis-à-vis de la France a perdu le caractère d'une intervention. C'est bien une guerre qui se poursuit et le droit de la guerre doit s'y appliquer. Sans doute cette lutte a des caractères particuliers. Nous verrons qu'à raison des idées nouvelles, la France cherchera l'appui des peuples envahis, qu'elle prendra des mesures de rigueur à l'égard des nobles et des prêtres. Il en résulte des dérogations aux lois habituelles de la guerre. D'autre part, les puissances songeront encore à la restauration de la monarchie en France, pensant que seul ce gouvernement peut leur donner des garanties suffisantes lors de la signature de la paix. Mais ce n'est pas là le but essentiel des opérations militaires qu'elles conduisent. Elles ne se présentent donc plus comme voulant punir les factieux de France. Aussi arrive-t-il un moment où elles signent la paix avec la République. Lorsque les hostilités éclatent de nouveau en 1798 et 1799, il est certain qu'on est en présence de guerres véritables.

commissaires dans le département des Bouches-du-Rhône, lues à la Convention le 4 septembre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 158-161. *Moniteur*, 6 septembre 1793. Les Anglais mirent d'ailleurs dans la suite certaines restrictions à la reconnaissance des droits de Louis XVII et ne permirent pas au comte de Provence de venir à Toulon. Cottin, *Siège de Toulon, l'Angleterre et les princes*, dans la *Révolution française*, t. XXXIII, p. 59-53.

CHAPITRE II

LES INTERVENTIONS ARMÉES

Nous venons de voir que les grands conflits de l'époque révolutionnaire prirent de bonne heure le caractère de guerres proprement dites. Cependant il y eut aussi des interventions armées, surtout de la part de la France. L'intervention armée est une action militaire dans un Etat en vue de donner au gouvernement de celui-ci les moyens de remplir certaines de ses fonctions. Dans la guerre, nous cherchons à diminuer la puissance de l'adversaire afin qu'il se soumette à notre volonté. Ici il n'y a pas d'adversaire à affaiblir. L'intervenant ne cherche pas, en principe du moins, à imposer sa volonté à l'Etat sur le territoire duquel il exerce son action. Il met ses moyens de contrainte à la disposition de celui-ci. Tandis que la guerre suppose une lutte entre deux Etats, ici nous sommes en présence d'une coopération de deux Etats. Cependant, puisque cette intervention armée suppose, ainsi que son nom l'indique, un déploiement de forces militaires, c'est, qu'en fin de compte, il y aura lutte. Mais cette lutte sera soutenue par l'intervenant, pour permettre à l'autre Etat de remplir ses fonctions. L'intervenant aura pour adversaire des sujets rebelles de l'autre Etat : son but sera alors de faire régner l'ordre dans cet Etat, d'assurer l'autorité du souverain. C'est l'idée que

nous avons trouvée inspirant le manifeste du duc de Brunswick. Il pourra aussi avoir pour adversaire un autre Etat : c'est ce qui arrivera lorsqu'il aura fourni des troupes à une puissance amie afin de permettre à celle-ci de faire respecter ses droits internationaux.

La France eut plusieurs fois à intervenir dans d'autres Etats. En 1792, ses troupes occupèrent le territoire de Porrentruy qui faisait partie de l'évêché de Bâle. C'était un appui militaire fourni à l'évêque pour lui permettre de faire respecter sa neutralité par les troupes autrichiennes. On assurait ainsi l'exécution de l'art. 3 du traité du 20 juin 1780 portant que la France et l'évêque de Bâle ne souffriraient pas « que leurs ennemis et adversaires respectifs s'établissent dans leurs terres, pays et seigneuries » et qu'ils ne leur accorderaient aucun passage (1). Les craintes de la France étaient d'autant plus justifiées qu'en 1790 l'évêque de Bâle avait appelé des troupes autrichiennes pour maintenir l'ordre dans ses Etats ; ces troupes se retirèrent à l'approche des Français.

En 1796, ce fut encore sous prétexte d'assurer le respect de la neutralité qu'une division française fut envoyée en Toscane. Les Anglais fréquentaient le port de Livourne et y trouvaient une base pour leurs opérations dans la Méditerranée. Les vaisseaux français dans ce port n'étaient pas à l'abri de leurs insultes. Le grand-duc de Toscane, en réponse aux réclamations françaises, déclara qu'il était dans l'impossibilité de réprimer les Anglais. Aussi Bonaparte

1. Rapport de Brissot à la Convention du 3 octobre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 297-299.

donna-t-il l'ordre au général Vaubois d'occuper Livourne ; en même temps il écrivait au grand-duc pour l'assurer de l'amitié de la République et lui dire que son seul but était de maintenir la neutralité du port de Livourne (1).

Lorsqu'on entreprit l'expédition d'Egypte, on ne voulut pas faire acte d'hostilité vis-à-vis du Sultan qui en était le souverain. Le but proclamé était de faire cesser la domination des Mamelucks qui étaient à la fois rebelles à la Porte et ennemis de la France (2). On prétendait respecter les

1. Bonaparte au grand-duc de Toscane, 5 messidor an IV (23 juin 1796) : « Le pavillon de la République française est constamment insulté dans le port de Livourne ; les propriétés des négociants français y sont violées ; chaque jour y est marqué par un attentat contre la France, aussi contraire aux intérêts de la République qu'au droit des gens. Le Directoire exécutif a porté plusieurs fois ses plaintes au ministre de V. A. R. à Paris, qui a été obligé d'avouer l'impossibilité où se trouvait V. A. R. de réprimer les Anglais et de maintenir la neutralité du port de Livourne. Le Directoire exécutif a senti dès lors qu'il était de son devoir de repousser la force par la force, de faire respecter son commerce, et il m'a ordonné de faire marcher une division de l'armée que je commande pour prendre possession de Livourne. J'ai l'honneur de prévenir V. A. R. que, le 10 de ce mois, une division de l'armée entrera à Livourne. Elle se conduira dans cette ville d'après les principes de neutralité que nous venons maintenir ; le pavillon, la garnison, les propriétés de V. A. R. et de vos peuples seront scrupuleusement respectés. Je suis, en outre, chargé d'assurer V. A. R. du désir qu'a le gouvernement français de voir continuer l'amitié qui unit les deux Etats, de la conviction où il est que V. A. R., témoin chaque jour des excès auxquels se portent les vaisseaux anglais sans pouvoir y porter remède, applaudira aux mesures justes, utiles et nécessaires qu'a prises le Directoire exécutif ». *Correspondance de Napoléon Ier*, t. I, p. 530-531.

2. Sorel, *L'Europe et le Directoire*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1897, 4^e partie, p. 837. — De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 242. — Bonaparte au Pacha d'Egypte, 12 messidor an VI (30 juin 1798) : « Le

droits du Sultan. On ne faisait pas une guerre, puisque l'adversaire n'était pas un Etat indépendant (1).

L'intervention armée est, théoriquement au moins, respectueuse du gouvernement de l'Etat où elle se produit. C'est un secours qu'on lui apporte. Il semblerait dès lors que ce secours ne pût pas lui être imposé, qu'on ne dût pas venir faire la police sur le territoire d'un Etat ou veiller au respect de sa neutralité sans demande de sa part. Il n'en fut pas ainsi dans les cas que nous avons indiqués. L'occupation de Porentruy, celle de la Toscane, l'expédition d'Egypte ne furent pas précédées d'une demande de l'évêque de Bâle, du grand-duc ou du Sultan. En fait, on masqua souvent sous cette forme des atteintes à l'indépendance d'un Etat trop faible pour résister. Ce fut parfois un moyen

Directoire exécutif de la République française s'est adressé plusieurs fois à la Sublime Porte pour demander le châtimant des beys d'Egypte, qui accablaient d'avanies les commerçants français... La Sublime Porte a déclaré... qu'elle leur ôtait sa protection. La République française s'est décidée à envoyer une puissante armée pour mettre fin aux brigandages des beys d'Egypte, ainsi qu'elle a été obligée de le faire plusieurs fois, dans ce siècle, contre les beys de Tunis et d'Alger. Toi, qui devrais être le maître des beys, et que cependant ils tiennent au Caire sans autorité et sans pouvoir, tu dois voir mon arrivée avec plaisir. Tu es sans doute déjà instruit que je ne viens point pour rien faire contre l'Alcoran et contre le Sultan. Tu sais que la nation française est la seule et unique alliée que le Sultan ait en Europe. Viens donc à ma rencontre et maudis avec moi la race impie des beys. » *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. IV, p. 267 ; voyez aussi p. 344.

1. Signalons encore, en 1798, l'entrée des Napolitains sur le territoire romain pour y rétablir l'autorité du Pape. Cette intervention se changea aussitôt en une guerre contre la France. — De Jomini, *Histoire des guerres de la Révolution*, t. III, p. 279, 280.

d'exercer une fonction dont le gouvernement n'aurait pas voulu se prévaloir. On put y avoir aussi recours pour diriger l'exercice d'une fonction dans un sens favorable à l'intervenant.

Ainsi l'intervenant, tout en paraissant prendre fait et cause pour le gouvernement de l'Etat où il exerçait son action ne visait, en réalité, que son propre intérêt. Il le montrait de plus en plus à mesure que l'occupation se prolongeait. L'intervenant n'a pas les droits d'un belligérant, puisqu'il ne cherche pas à nuire à l'Etat sur le territoire duquel il exerce son action. Il ne peut donc s'emparer des caisses publiques. Il ne peut non plus faire usage du droit de réquisition. Il doit respecter les autorités locales. Quand un belligérant intervient pour assurer la neutralité d'un Etat, il doit lui-même respecter cette neutralité et, par suite, ne pas faire du territoire ainsi occupé une base d'opérations. Bonaparte avait manifesté l'intention de se conformer à ces principes dans sa lettre au grand-duc de Toscane (1) et dans les proclamations qui accompagnèrent son entrée en Egypte.

Mais, en fait, pendant la Révolution, l'intervenant ne tarda pas à sortir de son rôle. Dans le pays de Porentruy, la propagande révolutionnaire fut bien vite organisée par l'évêque constitutionnel de Paris, Gobel, ci-devant suffragant de l'évêque de Bâle. Elle aboutit à la constitution de la République de Rauracie qui, réunie ensuite à la France, forma le département du Mont-Terrible. En occupant Livourne, Bonaparte n'avait pas voulu seulement, comme

1. Voy. aussi son ordre au général Vaubois du 11 messidor an IV (29 juin 1796); *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, t. I, p. 549, 550.

il l'annonçait officiellement, garantir la neutralité de ce port ; il voulait aussi retenir les navires anglais qui s'y trouvaient. Sur ce dernier point son but ne fut pas atteint. Mais il fit saisir les marchandises appartenant à nos ennemis qui se trouvaient dans le port (1). C'était une violation flagrante du droit des gens puisque c'était une opération militaire sur territoire neutre. On ne s'en tint pas là. Bonaparte fit partir de Livourne des hommes et des armes à destination de la Corse en vue de combattre les Anglais (2). Ceux-ci, de leur côté, traitèrent comme ennemis les ports de la Toscane occupés par les Français et mirent le blocus devant Livourne. Dès lors la neutralité n'exista plus que de nom et ce malheureux pays fut tour à tour envahi par les troupes de l'un et l'autre parti (3).

En Egypte, la conduite de l'armée française ne fut guère rassurante pour l'autorité du Sultan. Bonaparte ne se bornait pas à châtier les Mamelucks ; il organisait sa conquête de telle façon qu'une restitution à la Porte ne paraissait plus dans ses intentions. Aussi l'Angleterre décida-t-elle

1. Bonaparte au consul de la République à Livourne, 12 messidor an IV (30 juin 1796). *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 559. — De Sybel, *op. cit.*, t. IV, p. 203-204. — De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 372.

2. Bonaparte au Directoire, 18 messidor an IV (6 juillet 1796) ; au général Berthier, 26 messidor an IV (14 juillet 1796) ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 554, 596.

3. Voy. un *Mémoire sur les relations de la France et de la Toscane de 1795 à 1803*, qui se trouve aux Archives du ministère des affaires étrangères, publié par M. Georges Grosjean dans la *Révolution française*, t. XIV, p. 1118-1134.

le Sultan à arriver à une situation nette en nous déclarant la guerre (1).

L'intervenant qui s'en tiendrait rigoureusement à son rôle ne serait qu'un agent dans les mains du gouvernement local. N'ayant pas les droits d'un belligérant, il aurait, par ailleurs, des prérogatives qui n'appartiennent pas à celui-ci. Agent du gouvernement local, il pourrait exercer par délégation certains des droits de celui-ci. A ce titre, il pourrait punir les sujets rebelles du souverain sur le territoire duquel il agit. Le manifeste du duc de Brunswick contenait cette prétention ; les alliés voulaient alors exercer en France les droits de l'autorité légitime ; ils étaient encouragés à agir ainsi par les princes émigrés et par Breteuil, représentant de Louis XVI. En Toscane, les Français se bornaient à faire arrêter le gouverneur de Livourne et à le renvoyer à Florence ; estimant que le grand duc avait assez d'autorité pour le punir, ils lui laissaient ce soin (2).

En Egypte, on s'était présenté comme respectueux des droits du Sultan. Néanmoins, on suivit à l'égard des Mamelucks les règles de la belligérance. Il y avait de cela plusieurs raisons. L'intervention des Français n'avait pas été

1. « La Porte ottomane avait été assez mal avisée pour ne pas croire que la conquête de l'Egypte se faisait dans son intérêt ! Les faits démentaient cette assertion ; on fusillait les chérifs opulents qui refusaient l'argent qu'on leur demandait... On percevait les impôts pour notre compte ; on exigeait de fortes réquisitions pour les vivres. Cela ne prouvait pas au grand Seigneur que nous avions conquis pour lui cette province rebelle. » Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 195.

2. Bonaparte au Directoire, 14 messidor an IV (2 juillet 1796) ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 554.

requis par le Sultan. Il eût été, dès lors, excessif d'exercer son droit de punir qu'il n'avait pas délégué. D'autre part, dans les proclamations du début de l'expédition, les Français avaient dit qu'ils respectaient les droits du Sultan : mais leur but n'était pas de les faire respecter. Ils agissaient pour faire cesser les vexations dont avaient été victimes les citoyens français : ils prétendaient que la Porte les y avait autorisés en retirant sa protection aux Mamelucks. Il y avait donc quelque chose d'analogue à un abandon noxal consenti par le Sultan (1). En réalité, les Français, en réservant les droits de la Porte, avaient fait acte de politique habile bien qu'elle n'atteignît pas son but. Ils avaient voulu écarter les susceptibilités du gouvernement ottoman. Mais, cela fait, ils entendaient se conduire vis-à-vis des Mamelucks comme dans une véritable guerre et ne prétendaient point exercer contre eux le droit de punir.

Il est un cas d'occupation militaire du territoire d'un Etat par l'armée d'un autre Etat dont nous n'avons pas encore parlé. C'est celui où deux alliés font la guerre contre un ennemi commun (2). Les troupes de l'un peuvent occuper le territoire de l'autre. C'est ce qui arriva pour les armées françaises dans les nouvelles Républiques italiennes et dans les Républiques batave et helvétique. Régulièrement, les généraux français n'auraient dû y exercer aucun des droits de la guerre. Les subsistances auraient dû être fournies

1. Voy. Bonaparte au Pacha d'Egypte, 12 messidor an VI (30 juin 1798) ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. IV, p. 267.

2. Il y a encore le cas de violation du territoire d'un Etat neutre, très fréquent pendant les guerres de la Révolution, que nous retrouverons en étudiant la neutralité.

aux troupes d'après un accord entre les gouvernements alliés. Le droit de réquisition aurait dû être exercé par les autorités locales. Mais il n'en fut pas toujours ainsi. Même dans l'ordre civil, on releva des exigences excessives et des abus de la part des commissaires du gouvernement français ; quelques-uns ont laissé une triste réputation (1). Mais c'est un point que nous n'avons pas à étudier ici. Nous tenant aux opérations militaires, nous verrons que parfois les Républiques alliées furent durement traitées. Elles eurent à subvenir aux besoins de nos troupes et parfois nos généraux y levèrent eux-mêmes des contributions comme en pays conquis.

Les opérations militaires que nous avons signalées ne rentrent pas dans la notion de la guerre, puisqu'en les accomplissant on ne prétend rien imposer au gouvernement local. Le droit de la guerre, dans les rigueurs qu'il permet contre l'ennemi, ne s'y applique point. Ces situations doivent être régies par les principes généraux du droit des gens. Mais, en fait, les armées d'occupation se conduisirent souvent comme en pays conquis. Par suite, nous aurons à revenir parfois sur ces interventions armées, notamment en étudiant le régime de la propriété ennemie.

1. Ainsi Rapinat en Suisse. « Porteur d'un autre nom, il eût peut-être laissé en Suisse de moins amers souvenirs, car ses exactions furent discrètes au prix de celles de Masséna » dit M. Rott, *Perrochel et Masséna*, p. 11. Il est vrai que ce n'est pas un grand éloge que d'être préféré, à ce point de vue, à Masséna.

DEUXIÈME PARTIE

RÈGLES DU DROIT DE LA GUERRE FONDÉES SUR LE RESPECT DE LA PERSONNE HUMAINE

CHAPITRE PREMIER

DÉCLARATION DE GUERRE

La déclaration de guerre est la manifestation par un Etat, de son intention d'user de la force à l'encontre d'un autre Etat ; elle marque la séparation entre l'état de paix et l'état de guerre. Elle est une condition de la loyauté de la lutte qui va s'engager et, par suite, elle est exigée à raison de la bonne foi qui doit présider à tous les rapports humains. Elle est aussi une condition du développement des relations pacifiques qui ont besoin de sécurité. Il importe que les individus qui se livrent au commerce international soient avertis du moment où la guerre viendra y mettre des entraves. Si, pendant la paix, ils se sentent à l'abri d'une surprise, ils apporteront plus d'activité à leurs opérations. D'ailleurs, ce qui est désirable à ce point de vue, ce n'est pas l'accomplissement précis de certaines formalités comme on en pratiquait autrefois, mais la manifestation non équivoque de l'intention de recourir aux armes.

La doctrine et la pratique du xviii^e siècle ont hésité sur ce point. Vattel posait en règle l'obligation de déclarer la guerre avant d'entreprendre les hostilités. Mais il admettait une restriction. Il est permis, disait-il, « de faire sa déclaration seulement lorsque l'on est arrivé sur la frontière avec une armée, et même après que l'on y a occupé un poste avantageux, toutefois avant que de commettre aucune hostilité (1) ». Au xix^e siècle, Klüber dit que la déclaration de guerre ne peut être requise qu'en vertu d'un traité (2). Dans la pratique, au xviii^e siècle, les hostilités commencent souvent avant la déclaration de guerre. C'est ainsi que, par exemple, l'Angleterre agit vis-à-vis de la France en 1755 (3).

La Révolution apporta un élément nouveau en cette matière. Elle admit, en effet, que la guerre ne pouvait être décidée que par le pouvoir législatif (4). L'intervention des assemblées peut, dans une certaine mesure, écarter les dangers d'une surprise. Elle ne présente pas, sans doute, les mêmes garanties qu'une notification faite au gouvernement de l'adversaire. Il est possible qu'à raison des distances l'acte législatif décidant la guerre à un Etat soit encore inconnu de celui-ci au moment de l'ouverture des hostilités. Mais, du moins, c'est là un procédé qui donne pleine publi-

1. Vattel, *Droit des gens*, l. III, chap. IV, § 51 et 60.

2. *Droit des gens moderne de l'Europe*, 2^e partie, § 258.

3. Sur la pratique suivie au xviii^e siècle, voy. Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public*, n. 2672, t. VI, p. 601-603.

4. Constitutions de 1791, t. III, chap. III, sect. I, art. 2 ; du 24 juin 1793, art. 54 ; du 5 fructidor an III, art. 326 et 327.

cité à la décision de faire la guerre et qui détermine le commencement de celle-ci. D'ailleurs, le gouvernement français fut parfois dans l'impossibilité, par suite de la rupture antérieure des relations diplomatiques, de notifier à une autre puissance son intention de lui faire la guerre. C'est la situation qui se présentait à l'égard de l'Angleterre, l'agent de la République à Londres ayant, dès le 24 janvier 1793, reçu du gouvernement britannique l'ordre de quitter le royaume (1). Lorsque la notification diplomatique fut possible, il arriva parfois qu'elle eut lieu comme ce fut fait à l'égard de l'Autriche (2). De même, le 1^{er} mai 1792, Schulenburg annonça à Custine, envoyé français à Berlin, que la Prusse entrerait en campagne pour soutenir son allié, le roi de Hongrie et de Bohême ; le 26 juin, Frédéric-Guillaume fit publier un manifeste dans ce sens (3).

Dans les décrets qui décidèrent la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême le 20 avril 1792, contre l'Angleterre et la Hollande le 1^{er} février 1793, contre l'Espagne le 7 mars 1793, une particularité est à noter. Ces actes contiennent d'abord l'indication des griefs relevés contre la partie adverse. Il est dit ensuite que les faits ainsi mentionnés « sont des actes d'hostilité et équivalent à une déclaration de guerre ». En conséquence de ces actes hostiles, l'Assemblée déclare que la France est en guerre

1. Voy. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 274.

2. Voyez Sorel, *op. cit.*, t. II, p. 450.

3. Chuquet. *La première invasion prussienne*, p. 20. — Aulard. *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 234. — De Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, t. VII, p. 512.

avec telle ou telle puissance. On serait tenté, dès lors, de voir dans ces décrets des actes de législation interne tendant simplement à autoriser le pouvoir exécutif à prendre des mesures de guerre contre l'adversaire. Ils sembleraient constituer la reconnaissance d'un état de guerre antérieur, existant sans déclaration. En examinant les griefs allégués par la France, on voit cependant qu'il en est autrement. Les décrets invoquent que la puissance dont on se plaint a fait bon accueil aux émigrés, qu'elle fait des armements menaçants, qu'elle fournit des secours à nos ennemis, qu'elle soumet les Français à des mesures vexatoires, qu'elle refuse de recevoir les agents diplomatiques français. Mais on n'y relève pas un fait positif d'hostilité pouvant autoriser à dire que l'Assemblée avait seulement à constater l'existence de la guerre. La forme suivie par les décrets s'explique par des raisons d'ordre politique. Le gouvernement français s'est efforcé de montrer que la guerre avait été rendue inévitable par les actes de son adversaire. C'est là toute la portée des motifs qui précèdent nos décrets. Mais les décrets eux-mêmes déclarent la guerre, ils ne la constatent pas, puisqu'il n'y avait pas eu d'actes violents commis avant qu'ils ne fussent votés.

Bien différente est la portée de l'acte par lequel les deux Conseils législatifs décidèrent la guerre contre l'Autriche, sur un message du Directoire du 22 ventôse an VII (12 mars 1799). C'était une mesure d'ordre interne qui avait été précédée par le commencement des hostilités. Vers la fin de 1798, la Russie s'était ouvertement déclarée l'ennemie de la France et avait fait pénétrer une armée sur le territoire autrichien. Le gouvernement français, dans une note du

2 janvier 1799 au cabinet de Vienne, avait indiqué qu'il considérerait comme un *casus belli* l'entrée de troupes russes dans l'Empire ; le cabinet de Vienne abandonna à la Diète de Ratisbonne le soin de répondre et celle-ci déclara ne rien savoir. Pour mettre fin à ces atermoiements, les plénipotentiaires français au Congrès de Rastadt remirent, le 31 janvier, au comte Lehrbach, ministre autrichien, un ultimatum portant que si, dans le délai de quinze jours, une réponse satisfaisante à ce sujet n'était pas donnée, ce silence serait regardé comme un acte hostile. Le cabinet de Vienne n'ayant rien répondu, la guerre se trouvait implicitement déclarée. Les hostilités commencèrent dans les premiers jours de mars. L'intervention des Conseils eut donc seulement pour but de satisfaire aux exigences du droit constitutionnel français (1).

Pendant la période révolutionnaire, la France fit parfois la guerre sans décision du Corps législatif. Un décret du 16 juillet 1792 chargeait le roi de « repousser par la force des armes tout ennemi déclaré en état d'hostilités imminentes ou commencées contre la France, et de le faire attaquer et poursuivre partout où il conviendra » (2). Ce décret fut voté sans qu'on eût soulevé contre lui de critiques au point de vue constitutionnel. Après la chute de la royauté, le pouvoir exécutif continua à s'en prévaloir.

Conformément à ce décret, l'invasion de la Savoie et du

1. Voy. le message du Directoire dans le *Moniteur*, 25 ventôse an VII. — De Sybel, *op. cit.*, t. V, p. 390, 391.

2. Rapport de Pozzo-di-Borgo ; *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 510, 511.

comté de Nice se fit sans que le pouvoir législatif eût déclaré la guerre. La cour de Turin avait, sous prétexte d'irrégularités de forme, expulsé Sémonville que la France envoyait comme ministre. Au mois de mai, le chargé d'affaires français avait quitté Turin sans prendre congé de la cour (1). Les relations diplomatiques se trouvant ainsi rompues, la France ne pouvait notifier au gouvernement de Turin son intention de recourir aux armes. Mais la situation politique était telle qu'une attaque de sa part ne pouvait pas être une surprise. Le 7 septembre 1792, le Conseil exécutif donna l'ordre d'entrer en Savoie au général Montesquiou (2). Celui-ci lança le 21 septembre 1792, une proclamation annonçant que la nation française déclarait la guerre au roi de Sardaigne et à ses troupes (3). Il franchit la frontière dans la nuit suivante.

Le décret du 16 juillet avait été fait contre les princes de l'Empire sur le territoire desquels était entrée l'armée austro-prussienne. Custine leur en fit l'application. Ils avaient permis aux troupes alliées de passer ou d'établir des magasins dans leurs Etats. On considéra que, par là, ils avaient commis un acte d'hostilité commençant la guerre et contre lequel la France se défendait (4).

1. Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution*, t. I, p. 15. — Sorel, *op. cit.*, t. II, p. 450, 451.

2. Aulard, *Recueil*, t. I, p. 48. — Discours de Le Brun du 15 septembre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 681, 682. — Aulard, *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 252, 253.

3. *Archives parlementaires*, t. LII, p. 295, 296.

4. De Bourgoing, *Histoire diplomatique de l'Europe pendant la Révolution française*, t. II, p. 222.

Bonaparte agit de même à la suite des massacres dont les Français avaient été victimes sur le territoire de Venise. Il les considéra comme un premier acte d'hostilité et le 13 floréal an V (2 mai 1797), il ordonna au ministre de France à Venise de sortir de cette ville, aux agents vénitiens de quitter le territoire de la Lombardie et aux généraux français de traiter en ennemies les troupes vénitiennes (1).

Dans d'autres cas, des abus se produisirent. En 1798, par exemple, Bonaparte s'empara de Malte sans déclaration de guerre ni manifestation antérieure d'intentions hostiles (2). La même année, le Piémont fut surpris par un manifeste de Joubert équivalant à une déclaration de guerre ; en même temps l'armée française commençait l'invasion et s'emparait par ruse de Novare (3). De même l'expédition d'Egypte se fit sans déclaration de guerre. Mais ceci s'explique, car Bonaparte se prétendait respectueux de la souveraineté du Sultan. Il voulait châtier les Mamelucks, sujets rebelles ; on comprend qu'alors une déclaration de guerre proprement dite ne soit pas intervenue.

Dans les autres cas d'intervention armée, on aurait compris que l'occupation militaire fût précédée de négociations diplomatiques tendant à la provoquer. En fait, il n'en fut pas ainsi. Le grand-duc de Toscane, notamment, ne fut

1. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. III, p. 21-24.

2. Sur le point d'attaquer, Bonaparte fit connaître sa résolution au Grand Maître. De la Jonquière, *L'expédition d'Egypte*, t. 1, p. 577 et s.

3. Gaffarel, *L'annexion du Piémont à la France en 1798*, dans la *Révolution française*, t. XIX, p. 529-531.

prévenu par Bonaparte qu'au moment où la division Vau-
bois entraît dans ses Etats (1).

Lorsque la guerre avait été décidée conformément au
droit interne, elle produisait ses effets immédiatement.
On ne tenait pas compte des inconvénients de cette solu-
tion pour l'Etat ennemi et pour ses sujets qui pouvaient
se trouver surpris. Aussitôt après la décision du pouvoir
législatif on prenait des mesures hostiles (2). Quelquefois
même on trouva expédient de devancer cette décision.
C'est ainsi que le 5 mars 1793, deux jours avant le décret
de déclaration de guerre à l'Espagne, nous voyons le Conseil
exécutif « considérant qu'il est avantageux de pouvoir
agir avant la déclaration de guerre », arrêter « que le
ministre de la guerre donnera sur le champ l'ordre au
général Servan d'entrer avec les troupes qu'il commande
dans la vallée d'Aran et de s'en emparer » (3).

Les auteurs qui admettent que c'est une obligation pour
un Etat de déclarer la guerre avant de la commencer, recon-
naissent cependant qu'en l'absence de cette déclaration il
pourra y avoir guerre par le fait de l'emploi réciproque de
moyens violents. Il en sera ainsi lorsqu'un Etat résistera
par la force aux représailles exercées contre lui. Il peut y

1. De Sybel, *op. cit.*, t. IV, p. 203.

2. Ainsi un arrêté du Conseil exécutif provisoire du 29 janvier
1793 dispose qu'aussitôt que la Convention aura décidé la guerre à
l'Angleterre et à la Hollande, l'embargo sera mis sur les navires
anglais et hollandais se trouvant dans nos ports. Aulard, *Recueil*, t.
II, p. 22. — Lettre de Burges à lord Auckland, du 2 février 1793 ;
Rabbe, *Les papiers de sir James Bland Burges*, dans la *Révolution fran-
çaise*, t. XX, p. 63.

3. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 264.

avoir difficulté pour savoir le moment précis où la guerre commence. Ce que l'on peut dire, c'est que des actes violents exercés réciproquement et continués de part et d'autre, ne sont pas des représailles mais constituent la guerre (1).

La France et la Russie ont été, à cet égard, pendant assez longtemps, dans une situation incertaine. Catherine II n'avait jamais caché son hostilité à la Révolution ni ménagé ses encouragements à ceux qui la combattaient. Dès le mois d'août 1791, elle faisait prévenir Genet, chargé d'affaires de France, de ne plus paraître à sa cour (2). De son côté, le gouvernement français prenait ses dispositions pour se défendre contre une attaque possible de la part de la Russie. Sur la nouvelle qu'une flotte russe devait arriver à Ostende, le Conseil exécutif arrêta, le 19 septembre 1792, que les dispositions nécessaires seraient prises pour faire encombrer ce port (3). On annonça un peu plus tard l'arrivée à Livourne de 5 vaisseaux russes. Le 19 octobre 1792, le Conseil exécutif, se fondant sur « les dispositions connues de la Russie à notre égard », ordonna à l'amiral Truguet de s'emparer de ces vaisseaux. Le 22 octobre, il arrêta qu'il serait donné ordre « aux officiers commandant les vaisseaux de la République de courir sur les vaisseaux et bâtiments russes. » Le 26 octobre, il décida de suspendre ces opérations et d'attendre que les forces navales de la République fussent plus importantes (4). Le 29 janvier 1793, il arrêta de mettre

1. Rivier. *Principes du droit des gens*, § 60, n° 173, t. II, p. 197.

2. Aulard. *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 343, 344.

3. Aulard. *Recueil*, t. I, p. 58,

4. Aulard, *Recueil*, t. I, p. 166, 167, 176, 192, 193.

l'embargo sur les navires russes se trouvant dans les ports français et fit donner ordre aux bâtiments de guerre de la République de courir sur les navires russes (1). De son côté, Catherine II décida, le 8 février 1793, l'expulsion des Français qui ne prèteraient pas un certain serment. Elle ordonna aux consuls français de quitter la Russie et défendit à ses sujets de rester en France. Elle interdit en même temps le commerce avec la France et l'entrée des marchandises françaises ; on retrouve cette dernière prohibition dans un édit du 19 avril 1793 (2). Le 7 mars, elle fit arrêter à Varsovie le chargé d'affaires de France en Pologne, Bonneau. Celui-ci fut enfermé dans la citadelle de Schlüsselbourg et n'en sortit que le 13 décembre 1796. Le Conseil exécutif répondit à cette mesure en ordonnant, le 5 avril, de faire prisonniers de guerre les sujets russes qui se trouveraient sur le territoire de la République. Mais, le 20 avril, le Comité de salut public suspendit l'exécution de cette décision afin de « ne pas rendre les peuples victimes des barbaries de leurs gouvernements » (3). Lors de l'occupation de Livourne en 1796, Bonaparte faisait mettre les scellés sur les magasins appartenant à la Russie, leur appliquant ainsi le même traitement qu'à ceux de l'Angleterre et de l'Empereur (4). Ajoutons que, le 22 janvier 1797, Paul I^{er} confirma l'édit du 8 février 1793 ; il y apporta cependant une restric-

1. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 22.

2. De Martens, *Recueil des traités*, 2^e édit., t. V, p. 408-420.

3. Lettre de Varsovie du 28 mars 1793, dans le *Moniteur* du 19 avril. — Aulard, *Recueil*, t. III, p. 90, 352.

4. Bonaparte au Consul de la République à Livourne, 12 messidor an IV (30 juin 1796) ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 552.

tion en permettant l'entrée de certaines marchandises françaises « sur navires neutres » (1).

On n'arrivait cependant pas à des hostilités ouvertes et bien caractérisées. S'il en fut ainsi, c'est qu'à raison de leur éloignement, la France et la Russie avaient peu de rapports directs et que leurs intérêts respectifs n'attiraient pas leur attention sur les mêmes points. La guerre n'éclata entre elles qu'en octobre 1798.

En somme, la pratique suivie pendant la Révolution au point de vue de la déclaration de guerre ne paraît ni meilleure ni moins bonne que celle de l'époque antérieure. Souvent on procéda régulièrement : les relations entre la France et d'autres Etats prirent un tel caractère que la guerre, en éclatant, ne causa aucune surprise. Les hostilités furent souvent précédées d'actes extérieurs annonçant bien l'intention de recourir aux armes. Mais, à côté de cela, il y eut des agressions inattendues comme l'attaque de Malte. Cependant, nous trouvons alors le germe d'un progrès. Les constitutions françaises ont admis comme règle de droit interne que la guerre serait décidée par le pouvoir législatif. Ce principe, adopté plus tard dans d'autres pays, permet d'éviter les dangers des surprises. Grâce à la publicité des débats des Assemblées politiques, on n'aura plus à craindre l'ouverture subite des hostilités pendant le cours des négociations, suivant la méthode du grand Frédéric. C'est là la source d'un progrès qui s'est effectué au xix^e siècle grâce à la rapidité des communications, mais qui, cependant, n'est pas arrivé à une réalisation complète par suite de l'organisation politique de certains Etats.

1. De Martens, *Recueil des traités*, t. V, p. 421, 422.

CHAPITRE II

LES COMBATTANTS

La guerre n'étant pas une lutte de tous contre tous, mais, suivant l'expression de Rousseau, une relation d'État à État, il en résulte une limitation, quant aux personnes, du droit de prendre part à ses opérations. L'action hostile ne s'exerce que par et contre ceux que l'État a chargés de sa défense. C'est contre les troupes ennemies qu'un belligérant agit par violence pour faire cesser leur résistance et imposer sa volonté à l'adversaire. Mais, une fois obtenue la soumission des soldats ennemis, on ne peut prendre à leur égard que des mesures de précaution pour les empêcher de participer de nouveau à la lutte. On ne peut les punir pour avoir combattu, car ils n'ont fait, en cela, qu'exécuter les ordres de l'État dont ils dépendaient. On exprime ces idées en disant qu'ils ont droit au traitement des prisonniers de guerre. La situation n'est plus la même si, de leur propre mouvement, des personnes étrangères aux armées prennent part aux hostilités, sans agir par ordre de l'un des États belligérants. Les violences qu'elles commettent ne sont pas des actes de guerres, parce qu'il ne peut y avoir guerre entre un individu et un État. Ces violences ne relèvent que du droit pénal et le belligérant qui en souffre peut en punir les auteurs.

Il y a donc grand intérêt à distinguer entre les combattants réguliers et les combattants irréguliers. Mais l'application de cette distinction a donné lieu à des difficultés. Théoriquement, la solution est simple et résulte des explications que nous venons de présenter. Elle dépend du point de savoir si les combattants dont il s'agit ont reçu une commission, expresse ou présumée, du gouvernement pour la défense duquel ils combattent.

Mais, au point de vue pratique, on a trouvé que cette condition, toujours nécessaire, n'était cependant pas suffisante. La question qui nous occupe s'est trouvée combinée avec celle de la protection due aux habitants paisibles. Un belligérant ne consentira à respecter ceux-ci que s'il peut les distinguer aisément de ses ennemis actifs. Ainsi on a été amené à se préoccuper des signes extérieurs qui devaient être exigés pour que des individus eussent droit au traitement de combattants réguliers. Après des discussions sur ce point on est arrivé à une solution conventionnelle dans le règlement adopté par la Conférence de La Haye (art. 1 et 2).

On admet ainsi que ceux-là ont seuls droit au traitement des combattants réguliers qui remplissent certaines conditions. En l'absence de celles-ci, l'adversaire qui les aura capturés ne sera pas tenu de les considérer comme des prisonniers de guerre ; il pourra les traduire en conseil de guerre et les faire fusiller. Ceci posé, on peut se demander si un État serait en droit d'appeler ses sujets à former des corps de volontaires sans remplir les conditions extérieures requises. Manquerait-il, en le faisant, à une règle de droit international ? On l'a dit et, au point de vue juridique, cette solution

paraît, en effet, très soutenable. On comprend qu'on veuille établir une corrélation entre le droit d'un belligérant et celui de son adversaire ; il semble qu'un État ne doive avoir recours qu'à des combattants réguliers et que, d'autre part, ceux-ci, une fois capturés, doivent être traités comme des prisonniers de guerre. Au point de vue purement logique, cette conception nous paraît, en effet, très solide. Mais elle a le défaut d'être trop théorique, de ne pas tenir compte des réalités pour lesquelles est fait le droit des gens. Aussi des auteurs l'écartent-ils pour décider que l'État a le droit de faire appel à tous ses citoyens pour défendre la patrie menacée (1) ; il le peut, même en n'observant pas les conditions qui leur donneraient la qualité de belligérants. Cet acte est trop conforme à la conscience juridique nationale pour être considéré comme interdit. Chacun se refuse à considérer comme un malfaiteur le paysan qui prend les armes pour défendre son pays. S'ils s'expose à être fusillé par l'adversaire au pouvoir duquel il tombe, c'est qu'il est un ennemi particulièrement dangereux contre lequel on se défend non seulement par la force ouverte, mais par la terreur. Ce système, il faut le reconnaître, est moins satisfaisant au point de vue théorique que le précédent ; on peut lui reprocher de renfermer une *inelegantia juris*. Mais on rencontrerait dans d'autres hypothèses la coexistence de deux droits contraires. Sans sortir du droit de la guerre, rappelons les solutions admises en matière d'espionnage. L'espion peut être fusillé et cependant aucun Etat ne renonce à acquérir des renseignements par son intermédiaire et ne considère l'emploi de ce moyen comme illicite.

1. C'est cette seconde opinion qu'enseigne M. Renault à son cours

Cette conception se trouve chez les auteurs du XVIII^e siècle et dans la pratique des guerres de la Révolution. Vattel pose en règle que les troupes seules font la guerre. Les autres sujets d'un belligérant ne peuvent, en principe, y prendre part. Ils n'ont le droit de commettre des hostilités qu'en vertu d'un ordre de leur souverain. Vattel ajoute que, dans certains cas, ils peuvent présumer cet ordre. Mais, ceci posé, les auteurs déclarent que ces individus, pris les armes à la main, n'auront pas droit au traitement des prisonniers de guerre. On les traitera avec beaucoup de rigueur. En le faisant, dit Vattel, « l'ennemi use de son droit, du droit des armes, qui l'autorise à employer jusqu'à un certain point la terreur pour empêcher que les sujets du souverain à qui il fait la guerre ne se hasardent facilement à tenter de ces coups hardis dont le succès pourrait lui devenir funeste » (1).

Pendant les guerres de la Révolution, on suivit les mêmes principes. On vit, d'une part, les divers belligérants considérer seulement comme combattants réguliers les soldats ennemis tandis que, d'autre part, ils appelaient, le cas échéant, tous leurs sujets à la défense du pays envahi. La première prétention était déjà exprimée dans le manifeste du duc de Brunswick. Les officiers et soldats y étaient sommés de revenir à leur ancienne fidélité au roi ; c'était un des points par lesquels l'action des puissances prenait la forme d'une intervention armée. On ajoutait que les habitants qui oseraient résister aux troupes impériales et roya-

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. XV, §§ 226-228. — G. F. de Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, § 271.

les seraient « punis sur-le-champ suivant la rigueur du droit de la guerre, et leurs maisons démolies ou brûlées ». Cette règle visant les habitants pris les armes à la main ne reposait pas, comme la précédente, sur l'idée d'une intervention armée. Elle fut appliquée lors de l'invasion et le prince de Hohenlohe la formulait le 21 août 1792 en disant à Deprez-Crassier que « tout bourgeois qui porte les armes doit périr » (1). De même, le 3 juillet 1793, le général espagnol Ricardos écrivait au commandant des troupes françaises que, conformément aux usages de la guerre, il ferait pendre les paysans ou bourgeois porteurs d'armes, surtout s'ils en faisaient usage contre les troupes espagnoles. Il paraissait bien considérer le port de l'uniforme comme un caractère essentiel des combattants réguliers. Il ajoutait, en effet, qu'il ferait pendre également tout officier qui userait d'autre habit que celui de son uniforme (2). Les généraux français, à l'occasion, se montraient aussi rigoureux vis-à-vis des paysans armés qui s'opposaient à leurs opérations militaires. Nous laissons de côté pour le moment les révoltes en pays occupé que nous retrouverons ultérieurement. Nous ne parlons même pas de ces paysans piémontais qui, sous le nom de Barbets, causèrent de lourdes pertes à nos troupes dans la région des Alpes (3). Nous ne

1. Voy. Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 170, 171.

2. *Moniteur*, 21 juillet 1793.

3. Il y avait deux sortes de Barbets : les uns étaient des troupes légères à la solde de l'ennemi ; les autres étaient des individus qui, sans commission d'un belligérant, attaquaient les convois ou les soldats isolés et les pillaient. Le décret du 20 fructidor an III (6 septembre 1795) fait cette distinction en ordonnant de traduire les seconds devant des commissions militaires. Après l'armistice de Cherasco,

voulons parler que des habitants qui résistaient à l'invasion française. Nos généraux annonçaient l'intention de les faire pendre ou fusiller et de brûler leurs maisons (1).

Chaque parti admettait donc à son profit le droit de traiter avec rigueur les habitants, non militaires, pris les armes à la main. Mais, d'autre part, chaque Etat invitait ses sujets à prendre les armes pour repousser l'adversaire. C'est ce que firent en particulier les Piémontais et les Espagnols (2). Il convient de remarquer que certains de ces appels, ceux notamment émanés du roi de Piémont, tendaient

ces Barbets de la seconde catégorie continuèrent à agir, ainsi que le montrent les réclamations de Bonaparte à la cour de Turin.

1. Le représentant aux armées de la Moselle et des Ardennes au Comité de salut public, 2 floréal an II (21 avril 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XII, p. 729, 730. — Un représentant à l'armée de la Moselle au Comité de salut public, 25 floréal an II (14 mai 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XIII, p. 524. — Bonaparte aux habitants du Tyrol, 13 fructidor an IV (3 août 1796) : « .. Les communes dont les compagnies de Tyroliens ne seraient pas rentrées à notre arrivée seront incendiées... Tout Tyrolien faisant partie de ces compagnies franches, pris les armes à la main, sera sur le champ fusillé. » *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 720. — Arrêté de Bonaparte du 13 pluviôse an V (1^{er} février 1797) au moment de l'entrée sur le territoire du Pape : « Tout village ou ville où, à l'approche de l'armée française, on sonnera le tocsin sera sur le champ brûlé et les municipaux fusillés ». *Op. cit.*, t. III, p. 370, 371.

2. Un représentant à l'armée des Pyrénées-Occidentales au Comité de salut public, 21 ventôse an II (11 mars 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XI, p. 650. — De Jomini, *Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution*, t. II, p. 145. — Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution*, t. I, Pièces justificatives, p. LXXXIII, t. II, p. 115, 116, 138. Le 10 avril 1797, l'Empereur décréta le *landsturm*, c'est-à-dire la levée en masse. Sorel, *Bonaparte et Hoche en 1797*, p. 51. — En 1798, la cour de Naples distribua des armes aux lazzaroni qui défendirent la ville.

à la levée de milices ou de corps de volontaires. Ces individus étaient organisés par ordre de leur gouvernement. De plus, ils devaient former des troupes, ce qui constituait un élément extérieur, de nature à établir leur qualité de belligérants. Il ne semble pas, d'ailleurs, que, dans ce cas, on ait refusé de les traiter comme combattants réguliers.

La France fit aussi appel au patriotisme de tous les citoyens pour repousser l'envahisseur. Mais, pour apprécier ce qui fut fait à cet égard, il ne faut pas oublier qu'alors existait une garde nationale organisée dans chaque commune. Aussi, lorsqu'on parle d'individus habitant près de la frontière qui contribuent à repousser l'ennemi, il faut bien penser que, le plus souvent, c'est la garde nationale, corps régulièrement organisé, qui agit ainsi. Ces individus ont alors droit au traitement des belligérants (1).

De ce que tous les Français pouvaient être appelés à faire partie des armées, on avait voulu conclure que, commettant des hostilités, ils avaient toujours droit à être traités comme des combattants réguliers. En réponse à la lettre du général Ricardos dont nous avons parlé plus haut, le commandant de l'armée des Pyrénées Orientales écrivait que, d'après la loi française (constitution du 24 juin 1793,

1. A l'inverse, on peut leur opposer leur qualité. Aussi nous trouvons justifiée l'arrestation par un officier autrichien d'un habitant de Strasbourg qui s'était rendu à Urloffen pour ses affaires. L'arrestation de cet individu était fondée sur cette raison, « qu'étant inscrit dans la garde nationale, il devait être regardé comme militaire, et, comme tel, fait prisonnier de guerre ». *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 178. — Le 24 mars 1793, le Conseil exécutif décida de même de traiter comme prisonniers de guerre les miliciens sardes qui habitaient le comté de Nice. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 481.

art. 107 et 109) tous les Français étaient soldats. « Le seul uniforme de la liberté et de l'égalité, ajoutait-il, est la cocarde tricolore » (1). La même pensée inspirait un projet présenté le 16 juillet 1792 à l'Assemblée législative et tendant à obtenir que « tout citoyen français fût traité comme un soldat, dans le cas où il serait pris par l'ennemi, les armes à la main ». Cette proposition n'aboutit pas dans cette forme et fut renvoyée à l'examen du comité diplomatique (2).

La prétention française était inadmissible dans sa généralité. C'est bien l'ordre de l'Etat qui, théoriquement, fait de ses sujets des soldats ayant le droit de prendre part aux hostilités. Mais, pratiquement, il faut quelque chose de plus ; il faut des signes extérieurs qui permettent aux armées de chaque parti de distinguer si elles ont devant elles des adversaires ou des individus paisibles. Or, la cocarde tricolore ne pouvait pas constituer un signe distinctif suffisant.

Les prétentions françaises furent mises en pratique lors de l'invasion de 1792. Au mois de septembre, Dumouriez ordonnait aux paysans de chaque paroisse de se réunir pour arrêter la marche de l'ennemi. Ses lieutenants donnaient des ordres analogues. Les paysans de l'Argonne n'hésitèrent pas à se conformer à ces ordres et, après Valmy,

1. *Moniteur*, 21 juillet 1793.

2. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 517. — Mais un décret du 1^{er} août 1792 porta que des représailles seraient exercées contre les officiers ennemis si les gardes nationaux et les volontaires n'étaient pas traités comme des prisonniers de guerre. Cette mesure se justifie par ce que nous venons de dire plus haut.

les Prussiens et surtout les émigrés eurent beaucoup à souffrir de leurs attaques (1). La résistance des habitants à l'invasion paraissait chose si légitime que les commissaires de la Convention firent grief à la municipalité de Longwy d'avoir empêché les citoyens de tirer sur l'ennemi lors de son arrivée (2). Lors du retour offensif des alliés en 1793, les habitants prirent encore les armes en France pour défendre leurs foyers (3).

Dans le Nord et le Nord-Est, notamment, les représentants en mission appelèrent les paysans à repousser l'envahisseur. C'était une levée en masse, mais organisée par une autorité supérieure et visant à unir l'effort des habitants à celui des troupes régulières (4). La Convention, par décret du 16 août 1793, déclara que le peuple français allait se lever tout entier contre ses ennemis. Mais, malgré le mot employé, ce n'était pas là une levée en masse au sens exact. C'était une réquisition de tous les hommes valides pour les faire entrer dans les armées. Le mode d'incorporation fut

1. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 589, 590; t. LII, p. 260. — Chuquet, *Valmy*, p. 96, 253. — Dans une lettre trouvée sur le prince de Ligne après sa mort, il est dit : « Nous avons à combattre des troupes de ligne dont aucune ne déserte, les troupes nationales qui restent, tous les paysans qui sont armés ou tirent contre nous ou nous assassinent quand ils trouvent un homme seul ou endormi dans une maison ». Chuquet, *op. cit.*, p. 120.

2. *Archives parlementaires*, t. LII, p. 659.

3. Un décret du 29 janvier 1793 ordonne de distribuer des armes aux habitants des vallées limitrophes de l'Espagne. — Un des représentants à l'armée des Pyrénées-Orientales au Comité de salut public, 4 juillet 1793. Aulard, *Recueil*, t. V, p. 178. — Général Doppet, *Mémoires*, p. 230.

4. C. Rousset, *Les volontaires*, 4^e édit., p. 233 et s.

réglé par un décret du 27 août 1793. C'était l'organisation de nouvelles troupes, la création de nouvelles forces militaires régulières (1).

Au début des guerres de la Révolution, nous trouvons en France, sous des dénominations diverses, des compagnies franches participant à la défense nationale. Ces corps faisaient partie de l'armée, mais, à raison de leur affectation spéciale, avaient une organisation particulière (2). Ce n'était pas là une innovation. Antérieurement, il y avait déjà des compagnies franches qui remplissaient un service d'exploration ; elles étaient chargées de se renseigner sur les mouvements de l'ennemi et de le harceler (3). Ces compagnies étaient formées de soldats et organisées sur l'ordre du souverain. Il en fut de même pendant la Révolution. Des décrets en autorisent la formation et en fixent la composition : ils déterminent aussi leur uniforme qui, en principe, fut celui des volontaires nationaux (4). Ces compagnies franches faisaient donc partie de l'armée régulière.

1. C. Rousset, *op. cit.*, p. 255 et s.

2. Chassin, *L'armée et la Révolution*, p. 133, 134.

3. Sur le rôle militaire des compagnies franches au XVIII^e siècle, voy. De la Croix, *Traité de la petite guerre*, Paris, 1752.

4. Décrets du 28 mai 1792, art. 16, du 7 juillet 1792, du 19 juillet 1792, du 8 août 1792.

CHAPITRE III

LES MOYENS DE NUIRE A L'ENNEMI

Chaque belligérant essaye d'imposer, par la force, sa volonté à l'autre. Les violences exercées dans ce but ne doivent viser, en principe, que les troupes de l'adversaire : les individus paisibles doivent y échapper. Mais, même à l'égard des soldats ennemis, tous les moyens ne sont pas licites. On prohibe ceux qui sont inhumains ou déloyaux. Au cours du xix^e siècle, on s'est attaché à préciser quelles violences entre combattants devaient être repoussées à raison de leur caractère barbare ou perfide. Cet effort doctrinal, qui avait obtenu déjà antérieurement quelques consécration officielles, a abouti à certaines dispositions du règlement adopté par la Conférence de la Haye en 1899.

Au xviii^e siècle, l'état du droit nous paraît beaucoup plus incertain à cet égard. Bynkershoek déclare licites l'emploi du poison, l'assassinat ou l'incendie (1). Mais Vattel et de Martens disent que ce sont là des moyens défendus (2). Kant va plus loin ; il déclare que « tous les moyens de défense sont permis à un Etat à qui l'on fait la guerre, excepté ceux dont l'emploi rendrait ses sujets indignes du

1. *Quæstiones juris publici*, lib. I, cap. I.

2. Vattel, *Droit des gens*, l. III, chap. VIII, § 155-157. — De Martens, *Précis du droit des gens*, l. VIII, chap. IV, § 275.

rang de citoyens ». Il tire de là des conséquences que la doctrine moderne elle-même n'est pas arrivée à admettre. Il prohibe non seulement l'emploi d'assassins ou d'empoisonneurs mais aussi celui d'espions et le fait de répandre de fausses nouvelles (1).

Pendant la Révolution, on prétendit parfois que les alliés se servaient de poison contre les Français. Ainsi, le 13 septembre 1793, le général Schauenbourg écrivait au Comité de salut public que, d'après un rapport d'espion, les Prussiens et les Autrichiens se trouvant à Kaiserslautern se préparaient à empoisonner les puits pour l'arrivée des Français (2). D'autre part, dans une lettre de Châles, représentant à l'armée du Nord, lue à la Convention le 17 frimaire an II (7 décembre 1793), il est dit que les Autrichiens se servent de balles empoisonnées (3). Il est assez difficile de savoir si ces deux indications étaient bien exactes. En dehors de ces deux cas, il ne semble pas qu'on ait eu recours au poison. Le général Wurmser eut l'occasion de montrer qu'un homme d'honneur ne voulait pas devoir ses succès à un tel moyen. Au moment de la capitulation de Mantoue (2 février 1797), il prévint Bonaparte d'une tenta-

1. Kant, *Eléments métaphysiques de la doctrine du droit*, trad. Barni, Paris, 1855, § 57, p. 225.

2. Charavay, *Correspondance de Carnot*, t. III, p. 144.

3. « Dans la dernière action, un de nos cavaliers a trouvé dans la poche d'un soldat autrichien des cartouches d'un nouveau genre. La balle sabotée est enveloppée d'un linge trempé d'une liqueur dont l'effet est tel que le cavalier l'ayant approchée de ses lèvres, a éprouvé à l'instant une cuisson très vive et une démangeaison insupportable. On ne doit pas être surpris, d'après cela, que beaucoup de nos soldats, légèrement blessés en apparence, éprouvent les accidents les plus graves ». Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 207.

tive d'empoisonnement tramée contre lui dans les Etats de l'Eglise (1).

Dans une guerre qui, comme celles de la Révolution, agite au plus haut degré l'opinion publique et met en question un état social qu'on veut conserver à tout prix, il est naturel qu'on songe à s'en prendre à ceux qui apparaissent comme les ennemis les plus acharnés. C'est le motif qui inspira une proposition présentée par Jean de Bry à la séance de l'Assemblée législative du 26 août 1792 (2). Il fit remarquer que les soldats des puissances alliées ne combattaient contre nous que par ignorance de leurs véritables intérêts : nous ne devons donc diriger nos coups que contre les rois ennemis de la France et contre leurs généraux. C'était là un moyen de prévenir les grands malheurs de la guerre. En conséquence, Jean de Bry proposait de lever un corps de 12.000 hommes qui seraient placés dans les armées et dont la destination serait de s'attaquer corps à corps aux « chefs des armées ennemies et aux rois ligués contre la France. » Le décret proposé indiquait comment ces hommes seraient armés. Ils devaient porter l'uniforme des volontaires nationaux. Jusqu'ici le décret proposé était irréprochable. Il est parfaitement légitime, en effet, de diriger les mesures de guerre contre les généraux ou contre les souverains qui se sont mis à la tête de leurs troupes. Si l'on s'abstient parfois de tirer sur un chef d'Etat, c'est par pure courtoisie et non par application d'une règle de droit. D'autre part, les « tyrannicides » ainsi organisés devaient

1. Gaffarel, *Les campagnes de la première République*, p. 194.

2. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 12, 15.

être revêtus d'un uniforme et porter ostensiblement leurs armes : c'étaient donc des combattants loyaux et non des assassins. Mais le décret proposé ne maintenait pas rigoureusement ces règles : il ajoutait que ces individus pourraient « suivant les circonstances, s'habiller ou s'armer à leur guise ». C'était leur permettre de se dépouiller du caractère de combattants loyaux et de recourir à l'assassinat. L'Assemblée avait déjà voté les deux premiers articles du décret lorsque Vergniaud intervint. Il montra qu'il n'y avait de guerre loyale que celle dans laquelle on combattait ouvertement contre un ennemi ayant aussi les armes à la main. Il invoqua le danger de représailles. Enfin, l'Assemblée renvoya l'étude de la proposition à une commission, conformément d'ailleurs à la demande de Jean de Bry. Finalement, ce projet n'aboutit pas.

Jean de Bry fut amené à énoncer à nouveau ses idées devant la Convention, le 8 octobre 1792 (1). Vergniaud venait de donner lecture d'une lettre des commissaires à l'armée du Nord, contenant le récit du bombardement de Lille et de la belle défense de cette ville. Il y était parlé des « meurtres de toute espèce, des brigandages et des actes d'inhumanité et de barbarie » commis par les Autrichiens (2). Gossuin proposa de déclarer que la ville de Lille avait bien mérité de la patrie. L'article 5 de son projet de décret ajoutait la mesure suivante : « Albert-Ignace-Fran-

1. *Archives parlementaires*, t. LII, p. 393-395.

2. On relevait que le bombardement avait été dirigé sur le quartier de Saint-Sauveur, le plus peuplé de la ville. Les bombardements furent, d'ailleurs, nombreux à cette époque ; on ne paraissait pas douter de la légitimité de ce moyen.

çois-Xavier, duc de Saxe-Teschen, gouverneur des Pays-Bas autrichiens et commandant l'armée ennemie sous les murs de Lille, ayant, contre tous principes, manifestement violé le droit des gens et de la guerre, la République française permet de courir sus ; une somme de 120.000 livres sera comptée, à titre de récompense, à celui qui livrera sa tête ». La discussion s'engagea principalement sur cet article. Un membre invoqua que l'Assemblée avait rejeté une proposition tendant à « déclarer à l'ennemi que, s'il ne cessait de faire cette guerre de barbares, nous userions de représailles ». Jean de Bry déclara qu'il était « dans le sens de cet article », sans en adopter la rédaction. « Je ne conçois pas, ajouta-t-il, quel est cet honneur féodal qui consiste à épargner le sang des tyrans. Ce ne sont pas les peuples qu'il faut détruire, mais François, mais Frédéric, mais Brunswick, mais Albert de Saxe et toutes les bêtes fauves qui leur ressemblent, et je maintiens que ce décret ne peut qu'honorer la nation française. » Si le décret était écarté, il demandait à l'Assemblée de déclarer qu'elle n'entendrait « aucune proposition de paix de la part de l'Autriche, avant que Saxe n'ait été livré pour être puni suivant les lois de la guerre ». Lecoing-Puyraveau combattit la proposition de Gossuin en disant que les soldats de la République ne voudraient pas se déterminer à devenir des assassins. Il ajouta que cette proposition était dangereuse car les ennemis useraient de représailles contre les généraux français ; suivant lui, cette mesure déshonorerait la République. L'Assemblée ajourna le projet de décret et en renvoya l'étude aux comités diplomatique, des finances, de la guerre et des secours publics.

Au point de vue du droit des gens, quel jugement doit-on porter sur cette proposition ? De Bry avait considéré qu'elle faisait une application de son idée de diriger la guerre contre les chefs ennemis. Selon lui, les rois et leurs soutiens immédiats étaient seuls les adversaires de la France : la concorde des peuples devait suivre leur disparition. D'après cette conception — très commune dans les premières années de la Révolution — il était naturel de diriger contre eux les mesures de guerre et nous avons dit que c'était légitime. Mais le moyen proposé dans le cas particulier était-il régulier ? Remarquons que de Bry ne s'explique pas formellement sur ce point et qu'il déclare même ne pas accepter la rédaction de Gossuin. Mettre à prix la tête d'un ennemi est un procédé qui doit être prohibé, car c'est un encouragement à l'assassinat. Mais ce qui n'est pas permis de droit commun peut l'être à titre de représailles. Il est vrai que, dans nos idées modernes, même à ce titre cette mesure devrait être écartée. Mais il semble qu'à la fin du xviii^e siècle, la doctrine se montrait moins rigoureuse. De Martens qui déclare illégitime la mise à prix de la tête d'un ennemi, en excepte justement ce cas (1). Or on prétendait exercer des représailles contre le duc de Saxe-Teschen parce qu'on jugeait sa conduite devant Lille contraire au droit des gens.

Une proposition du même genre fut présentée le 7 août 1793 par Garnier de Saintes à la Convention (2). On devait, d'après lui, déclarer que Pitt était hors le droit des gens

1. G. F. de Martens. *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, l. VIII, chap. IV, § 273.

2. *Moniteur*, 9 août 1793.

et que tout le monde avait le droit de l'assassiner. La Convention se borna à décréter que Pitt était « l'ennemi de l'espèce humaine » (1).

Cette proposition de Garnier avait été présentée comme une mesure de représailles contre des manœuvres coupables du gouvernement anglais. On croyait trouver la main de l'étranger dans tous les événements malheureux. Au début de la Révolution, on les avait imputés au comité autrichien; en 1793, ce fut aux agents de Pitt. Ce n'était d'ailleurs pas sans fondement. Le 1^{er} août 1793, Barère avait, au nom du Comité de salut public, fait un rapport sur certaines pièces émanées d'agents anglais (2). Il en résultait que ceux-ci devaient s'introduire dans les arsenaux et y mettre le feu. On parlait aussi de manœuvres tendant à discréditer les assignats et à faire hausser le prix de toutes les denrées, même d'assassinats à commettre. Ni les assassinats de Lepelletier et de Marat, ni même les tentatives contre Collot d'Herbois et Robespierre ne paraissent avoir été dirigées contre ces agents. Mais ils n'avaient peut-être pas été étrangers aux incendies qui avaient éclaté à Douai, à la voilerie de Lorient, au château de Bayonne, dans les parcs d'artillerie près Chemillé et Saumur et dans les arsenaux à

1. Le 21 août 1793, aux Jacobins, Hébert parla de l'offre faite, l'année précédente, par un citoyen d'assassiner le roi de Prusse ; on ne profita pas de cette offre. Aulard, *Société des Jacobins*, t. V, p. 367. Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XXVIII, p. 492. — De Sybel, *op. cit.*, t. II, p. 352, prétend qu'en 1793, des assassins furent soudoyés contre le roi de Prusse et le duc d'York.

2. *Moniteur*, 2 et 3 août 1793. — Thiers, *Histoire de la Révolution française*, 13^e édit., t. IV, p. 385-387.

Valenciennes et à Huningue. Or ce sont là des moyens de nuire condamnables, non seulement d'après nos idées modernes, mais encore d'après les auteurs de la seconde partie du XVIII^e siècle. Nous devons remarquer, d'ailleurs, que Merlin de Thionville ne se montrait pas plus scrupuleux que le gouvernement anglais sur l'emploi de ce moyen, et qu'il promettait, à l'occasion, de récompenser ceux qui incendieraient les magasins de l'ennemi (1).

Du rapport fait par Barère le 1^{er} août 1793, il résultait que les agents anglais avaient pour mission de discréditer les assignats. Un belligérant a certainement le droit d'entraver l'action hostile de son adversaire en portant atteinte à son crédit. Mais, à cet égard encore, tous les moyens ne sont pas licites. Il n'a pas le droit, notamment, de se faire faux-monnayeur. La tentation devait être grande, pour les ennemis de la France, de fabriquer de faux assignats. Les émigrés, qui prétendaient représenter « le pays légal », n'avaient pas hésité à se procurer ainsi des ressources. Goethe nous donne la description de la fabrique d'assignats qui les accompagnait pendant les invasions en France (2). Breteuil, représentant de Louis XVI, proposa

1. Il écrivait, le 8 mars 1793 au ministre de la guerre : «.. A Heidelberg est un magasin capable d'alimenter leur armée (des Autrichiens) pour toute la campagne ; on m'a promis qu'il serait brûlé ; j'ai promis une récompense au nom de la nation ». Aulard. *Recueil*, t. II, p. 294.

2. *Campagne de France*, 15 octobre. Il s'agit ici de faux assignats. Mais les émigrés fabriquèrent aussi des assignats portant la signature de Calonne et payables à l'entrée des princes en France : ces assignats ne sont pas atteints par les mêmes critiques que les premiers. Voy. séance de la Convention du 7 pluviôse an II (26 janvier 1794) ; *Moniteur*, 9 pluviôse an II.

de distribuer aux alliés 150 millions de livres en faux assignats. François II répondit qu'il ne pouvait « accepter un projet aussi infâme » (1). Cependant les ennemis de la France laissèrent les émigrés fabriquer de faux assignats et même les encouragèrent dans l'espoir de paralyser ainsi la défense de la République (2).

On admet que le fait de répandre de fausses nouvelles est une ruse de guerre licite. Les Prussiens usèrent de ce stratagème pendant le siège de Mayence. Ils firent imprimer et distribuer de faux Moniteurs dans lesquels on annonçait la chute de la Convention, le règne de Louis XVII et le démembrement de la France (3).

Des doutes se sont élevés sur le point de savoir s'il est permis de se servir de l'uniforme de l'ennemi. Les auteurs contemporains ont discuté cette question qui a été tranchée dans le sens de la négative par l'art. 23 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre adopté par la Conférence de La Haye. Puisque le doute a ainsi subsisté

1. Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 273, n. 1.

2. Bornarel, *Etude sur les assignats pendant la Révolution française*, dans la *Révolution française*, t. XVI, p. 130-131. — Lettres des commissaires de la Convention du 3 nivôse an II (23 décembre 1793), Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 604 ; du 18 pluviôse an II (6 février 1794), *op. cit.*, t. X, p. 738 ; du 5 ventôse an II (23 février 1794), *op. cit.*, t. XI, p. 353. — En sens contraire, dans le *Moniteur*, du 21 mai 1793 il est dit que des individus ont été condamnés à Rotterdam pour fabrication de faux assignats. — Le 7 prairial an II (26 juin 1794), Barère dit à la Convention que le Comité de salut public avait fait mettre en prison un Anglais qui lui avait proposé de contrefaire les billets de la banque d'Angleterre. *Moniteur*, 10 prairial an II.

3. Thiers, *op. cit.*, t. IV, p. 311, 312.

jusqu'à une époque très récente, on ne doit pas s'étonner qu'après la prise de Toulon et pendant la campagne d'Italie, on ait eu recours à ce stratagème (1).

1. Marmont, *Mémoires*, 2^e édit., t. I, p. 48, 197, 198. Bonaparte aux généraux Morat, Sérurier et Dallemagne, 28 messidor an IV (16 juillet 1796) : « L'aide de camp Lahouste, habillé en Autrichien et à la tête de 50 hommes, tentera de s'emparer de la porte des ouvrages ennemis, afin de pouvoir y introduire tout le corps que commande le général Murat. » *Correspondance de Napoléon I*, t. I, p. 597. — Nous trouvons dans un mémoire sur la diplomatie de la République française qu'il faut rapporter à la fin de l'an II, un projet d'attaquer Sainte-Hélène avec cette observation : « Cette expédition aurait le plus grand succès, si après avoir pris l'île de Sainte-Hélène on laissait flotter le pavillon anglais. Tous les vaisseaux de l'Inde tomberaient successivement entre nos mains ». Publié par Aulard dans la *Révolution française*, t. XIV, p. 1113.

CHAPITRE IV

LES RAPPORTS ENTRE BELLIGÉRANTS

Les États ont, les uns chez les autres, certains agents pour faciliter les relations pacifiques. Parmi ces agents, les uns sont chargés des rapports politiques : ce sont les agents diplomatiques. Les autres veillent particulièrement aux intérêts commerciaux de leurs nationaux à l'étranger : ce sont les consuls. La guerre venant à éclater, les agents de chaque belligérant vont cesser leurs fonctions et rentrer dans leur patrie. Ceci s'applique sans difficulté à un agent diplomatique. Celui-ci, en effet, est un intermédiaire pour les relations pacifiques entre deux États. Ces relations cessant, son rôle prend fin (1).

Pour le consul, on pourrait être tenté de proposer une solution différente. Il n'est pas, en effet, un agent politique ;

1. Après la déclaration de guerre de l'Empire, la France conserva encore des relations diplomatiques avec certains princes de l'Allemagne. Le Conseil exécutif nomma, le 10 juin 1793, des agents politiques en Saxe, en Bavière et à Stuttgart. Aulard, *Recueil*, t. IV, p. 499-500. C'est que ces princes, après avoir fourni leur contingent, prétendaient néanmoins conserver la paix avec la France. Ce fut seulement à la suite des menaces de l'Empereur qu'ils cessèrent de recevoir nos agents à leurs cours. Ces menaces intervinrent assez tôt pour empêcher l'application de l'arrêté du 10 juin. Voy. Aulard, *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 350-356.

il ne représente pas son gouvernement. Il a seulement pour mission de veiller aux intérêts de ses nationaux et d'intervenir à leur profit auprès des autorités locales. Les sujets de l'un des belligérants qui se trouvent sur le territoire de l'autre peuvent avoir besoin d'une semblable assistance. Mais, d'après les usages, elle leur sera fournie par les agents d'une puissance neutre. La présence des sujets de l'ennemi sur le territoire d'un belligérant peut, en effet, donner lieu à des questions délicates dont la solution ne sera jamais mieux assurée que par l'intervention des agents d'une puissance amie. Les réclamations seront accueillies avec plus de bienveillance que si elles étaient présentées par le consul de l'État ennemi. La situation de cet agent serait particulièrement délicate. Aussi comprend-on qu'à la déclaration de guerre les consuls rentrent dans leur patrie.

On ne s'est pas attaché toujours avec une extrême rigueur à cette règle pendant la Révolution. Les motifs d'un arrêté du Conseil exécutif du 14 mai 1793 nous montrent que quelques-unes des puissances en guerre avec la République avaient refusé de recevoir ou expulsé les consuls de celle-ci (1). Cet arrêté semble impliquer que la France n'avait pas pris l'initiative de rappeler de ces États ses agents consulaires. Elle les laissa en Hollande même après la déclaration de guerre. En avril 1793, le ministre des affaires étrangères chargeait le consul de la République de remettre aux Etats Généraux des Provinces Unies, une note relative

1. Aulard, *Recueil*, t. IV, p. 163. — Voy. aussi sur le renvoi par le gouvernement espagnol du consul français à Barcelone, la lettre des commissaires aux côtes de la Méditerranée au Comité de salut public du 7 avril 1793. Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 154.

aux commissaires livrés par Dumouriez (1). Le 28 août 1793, le Conseil exécutif, pour refuser de nommer un consul à Middelbourg, en Hollande, alléguait seulement qu'il ne pouvait pas « établir de nouveaux consulats sans une autorisation de la Convention » (2). Le 23 pluviôse an II (11 février 1794), le Comité de salut public ordonnait de faire remettre à Daudibert-Caille « commissaire pour la marine et le commerce de la République à Amsterdam », les fonds nécessaires pour procurer certains effets aux prisonniers de guerre français détenus à Wesel (3). Le 13 frimaire an II (3 décembre 1793), les représentants à l'armée des Pyrénées Orientales avaient transmis au Comité de salut public un acte de naissance légalisé en Hollande par Daudibert-Caille. Ils exprimaient même leur étonnement à ce sujet. « Nous ne concevons pas, disaient-ils, comment, dans l'état de guerre, nous avons des fonctionnaires publics en Hollande » (4).

Sauf l'exception à laquelle nous venons de faire allusion, on suivit, semble-t-il, pendant la période révolutionnaire, la règle d'après laquelle la guerre met fin à l'exercice des fonctions diplomatiques et consulaires. Normalement, l'agent diplomatique ou consulaire rentrera dans sa patrie après la déclaration de guerre. A son départ, comme pendant l'exercice de ses fonctions, il a droit au respect de sa personne et de ses archives. Les relations pacifiques dont il est l'instrument seraient gênées s'il n'avait la certitude de pouvoir se retirer librement en cas de conflit.

1. Arrêté du Conseil exécutif du 26 avril 1793. Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 467.

2. Aulard, *op. cit.*, t. IX, p. 146.

3. Aulard, *op. cit.*, t. XI, p. 65.

4. Aulard, *op. cit.*, t. IX, p. 143.

La France conforma sa conduite à ces principes. Le 23 août 1792, l'Assemblée législative « considérant que tous les ambassadeurs et ministres étrangers sont sous la protection immédiate du droit des gens et qu'ils doivent jouir d'une parfaite liberté », avait enjoint à la municipalité de Paris de faire respecter les passeports à eux donnés par le ministre des affaires étrangères (1). L'Assemblée avait déjà fait l'application de ce principe au représentant d'une puissance en guerre avec la France. Le 21 avril 1792, Dumouriez, ministre des affaires étrangères, lui avait demandé « de porter un décret qui mette sous la sauvegarde du droit des gens, de la foi publique et de la loyauté de la nation française » M. de Blumendorff, chargé des affaires de la cour de Vienne à Paris, « ainsi que ses domestiques, effets et papiers ». L'Assemblée ne vota pas de décret en ce sens, mais elle ne contredit pas à l'intention de Dumouriez. Elle passa à l'ordre du jour, en se foudant « sur la soumission connue du peuple français à la loi et sur son attachement inviolable au droit sacré des gens » (2). Le 31 mars 1793, la Convention fit l'application du même principe en levant l'obstacle mis au départ d'un membre de l'ambassade de Hollande (3).

1. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 662. Voy. aussi, p. 561, la lettre de Manuel, procureur de la commune de Paris, à ce sujet. Cpr. arrêté du Conseil exécutif du 13 mai 1793 ordonnant de lever sur le champ les scellés apposés chez le ministre plénipotentiaire de Saxe-Gotha. Aulard, *Recueil*, t. IV, p. 143, 144.

2. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 220, 221.

3. Le département de Paris avait empêché la délivrance d'un passe-port au nommé Jacques-François Armand, citoyen suisse et aumônier de l'ambassadeur de Hollande. Celui-ci s'en était plaint

Même en ne parlant pas de la Turquie, qui n'a perdu qu'au xix^e siècle l'habitude d'envoyer aux Sept-Tours les ambassadeurs des puissances ennemies, on doit constater que la conduite des alliés ne fut pas toujours conforme aux principes. Au mois d'août 1793, la cour de Naples, sur le point de rompre avec la France, faisait voler les papiers de Mackau. Le 1^{er} septembre, elle lui signifiait de partir dans le délai de huit jours (1).

En 1799, lorsque recommença la guerre, l'Autriche demanda aux Etats de l'Empire où entraient ses soldats de chasser les chargés d'affaires français : elle avait donné ordre à ses troupes de les traiter avec politesse et respect (2). Mais elle ne s'en tint pas là. Même après l'ouverture des hostilités, le congrès réuni à Rastadt pour négocier la paix avec l'Empire avait continué ses opérations. En entrant en Souabe, Jourdan avait déclaré Rastadt ville neutre et avait donné une sauvegarde au congrès. Les opérations militaires étant devenues favorables aux Autrichiens,

comme d'une violation du droit des gens. La Convention décréta alors que la loi portant suspension des passe-ports ne s'étendait pas aux membres des ambassades des puissances étrangères reconnus par le pouvoir exécutif. *Moniteur*, 2 avril 1793. — Il est possible que des consuls aient été molestés par des autorités locales. Cependant les historiens gardent le silence à cet égard. Toutefois, Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes*, t. I, p. 129, 130, signalent le cas d'un consul piémontais qui aurait été incarcéré à Marseille en 1792. Par représailles, le consul de France à Nice fut retenu comme otage.

1. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 433. — Grosjean, *Les relations diplomatiques de la France avec les Deux-Siciles de 1789 à 1793*, dans *la Révolution française*, t. XV, p. 43, 44.

2. De Sybel, *op. cit.*, t. V, p. 406.

le congrès fut dissous. Le gouvernement autrichien voulut faire enlever les papiers des plénipotentiaires français afin de connaître leurs relations avec les petites cours allemandes. Au moment de leur départ de Rastadt, ils furent assaillis par des hussards autrichiens. Deux d'entre eux, Roberjot et Bonnier, furent assassinés ; le troisième, Jean de Bry, laissé pour mort, parvint à s'échapper. Leur correspondance fut enlevée (1).

La guerre éclatant entre deux Etats arrête les rapports pacifiques normaux entre leurs autorités respectives. Mais les communications ne cessent pas complètement entre les deux adversaires ; au lieu d'être normales, elles deviennent exceptionnelles et les autorités militaires en sont les agents. Elles ont toutes pour but de diminuer les maux de la guerre. Elles peuvent tendre à inviter l'adversaire à suivre plus scrupuleusement les règles du droit des gens ou à échanger des prisonniers de guerre. Elles peuvent avoir pour but l'arrêt momentané des hostilités pour relever les blessés, entermer les morts ou entamer des négociations de paix. Ces communications s'effectuent par l'intermédiaire de parlementaires chargés, soit d'une mission orale vis-à-vis de

1. La question de savoir quels furent les auteurs de l'assassinat des plénipotentiaires français a été discutée entre les historiens. Nous ne pourrions pas chercher à l'élucider sans sortir du cadre de notre étude. Peut-être a-t-on outrepassé les ordres donnés ? Il reste tout au moins que l'Autriche, ayant ordonné d'enlever par la force les papiers des diplomates français, s'est ainsi rendue responsable de cet attentat qui fut la plus grave violation du droit des gens commise pendant les guerres de la Révolution. — Hueffer, *L'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt*, dans la *Revue historique*, t. LXI, p. 307 et s. — Sorel, *L'Europe et le Directoire*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1897, p. 778 et s. — Criste, *Rastadt. L'assassinat des ministres français*, trad. fr., Paris, 1900.

l'autorité militaire adverse, soit de lui remettre des dépêches. D'après une tradition ancienne et parfaitement reçue, les parlementaires ont droit au respect quand ils ne font rien en dehors de leur mission.

Dans les guerres de la Révolution, comme dans toutes les guerres, l'usage des parlementaires fut très fréquent. Même à l'époque où les Prussiens prétendaient traiter les Français comme des révoltés et non comme des belligérants, ils entraient souvent en communication avec eux, rejetant ainsi l'application des principes dont la tsarine aurait voulu qu'ils s'inspirassent (1). Les parlementaires envoyés ne furent d'ailleurs pas toujours reçus. Les communications avec l'ennemi peuvent être dangereuses, surtout quand l'autorité supérieure n'est pas bien sûre de ses subordonnés. Cette situation se présentait pendant la Révolution. Le souci constant du gouvernement fut alors de se mettre en garde contre la trahison des chefs militaires. Les événements montrèrent que ce n'était pas là une crainte chimérique. Nous verrons ultérieurement qu'à plusieurs reprises les alliés s'adressèrent aux généraux français pour les engager à émigrer ou à tourner leurs armes contre le gouvernement établi. Il était à craindre que les parlementaires ennemis n'essayassent de semer la division parmi les soldats mal disciplinés. Les représentants du peuple aux armées cherchèrent à écarter ces dangers. Ceux envoyés à l'armée du Rhin défendirent aux généraux de correspondre sous aucun

1. Ainsi, en septembre 1792, avant Valmy, le duc de Brunswick envoya le major Massenbach comme parlementaire à Dumouriez. Chuquet, *Valmy*, p. 128-133. Voy. aussi Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 170.

prétexte avec les généraux ennemis. Le 16 ventôse an II (6 mars 1794), le Comité de salut public estima que les motifs de cette prohibition avaient cessé d'exister ; en conséquence il la déclara levée « en ce qui concerne l'échange des prisonniers et particulièrement les Français détenus à Mayence (1) ».

Les parlementaires furent très généralement respectés. Goethe rapporte bien qu'on tira le canon contre le parlementaire prussien qui allait sommer Verdun de se rendre ; il en prend prétexte pour dire que les sans culottes ignoraient ou n'observaient pas le droit des gens. Mais il semble que ce ne fut là que l'effet d'une méprise. Le parlementaire continua à s'avancer, fut reçu et conduit dans la place (2). On peut citer comme exemple de la violation du droit des gens à cet égard ce qui se passa, le 23 octobre 1792, dans la principauté sarde d'Oneglia. L'amiral Truguet ayant envoyé un canot parlementaire porter une sommation de rendre la ville, on tira sur celui-ci lors de son arrivée. A la suite de cet attentat qui avait coûté la vie à

1. Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 566.

2. *Campagne de France*, 31 août. -- On signala d'autres cas dans lesquels on avait tiré sur un parlementaire, mais il peut être difficile de savoir si ce ne fût pas le résultat d'une erreur. Ainsi, dans une lettre du 13 septembre 1792, un des représentants à l'armée du Nord signale que l'ennemi a tiré à mitraille sur le trompette qui portait au commandant d'Ypres la sommation de rendre la place ». Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 467. Le 23 janvier 1793, l'amiral Truguet envoya un parlementaire pour demander la reddition de Cagliari. On lui fit un signal pour lui indiquer qu'on refusait de le recevoir : le signal n'ayant pas été compris, on tira un coup de canon à mitraille et un coup de fusil sur le canot parlementaire. De Jomini, *op. cit.*, t. I, p. 209, 210.

plusieurs des parlementaires, l'amiral Truguet usa de représailles terribles. Il fit bombarder la ville ; puis il la fit saccager et piller par ses troupes. « Plusieurs prêtres furent trouvés dans les couvents et massacrés à l'instant », parce qu'ils avaient excité le peuple contre les Français (1).

Les parlementaires, pour jouir de l'immunité qui leur est ainsi conférée, doivent se soumettre à certaines obligations. Sans parler des signes extérieurs employés pour se faire reconnaître, ils ne doivent pas sortir de leur mission. Notamment, ils ne doivent pas se livrer à l'espionnage ni exciter les troupes de l'ennemi à la rébellion. En fait, ils peuvent souvent avoir la tentation de sortir ainsi de leur rôle. Pour se défendre contre ce danger, le commandant militaire a trois moyens. L'un est préventif et nous en avons parlé précédemment ; il consiste dans le refus de recevoir des parlementaires. Ce moyen peut être employé quand on a de bonnes raisons de penser que les parlementaires viennent moins pour échanger des communications sérieuses que pour se renseigner sur la force et les mouvements de leur adversaire. Le second est répressif ; il consiste à punir le parlementaire qui sort de sa mission et qui, dès lors, n'est plus couvert par son immunité. Enfin, si le parlementaire, sans se livrer à l'espionnage et par le seul fait de sa présence, a eu connaissance de certains faits qu'on

1. Lettre de l'amiral Truguet du 25 octobre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 297-299. — Krebs et Moris, *op. cit.*, t. I, 150, 151. — En Syrie, Djézzar fit retenir comme prisonnier, puis mettre à mort Mailly de Château-Renaud, envoyé de Bonaparte. Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 200 et 230. — Le gouverneur de Jaffa agit de même à l'égard du parlementaire qui l'avait sommé de se rendre. De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 385.

a intérêt à tenir cachés, le commandant militaire qui l'a reçu peut le retenir pendant un certain temps.

On eut quelquefois l'occasion de faire l'application de ces principes pendant la Révolution. Trois Autrichiens s'étant présentés au représentant Laurent, envoyé à l'armée du Nord, porteurs d'une lettre à son adresse et d'une à celle du général en chef, il considéra ces individus comme des espions et les fit envoyer au Comité de sûreté générale. Le 15 octobre 1793, le Comité de salut public lui écrivit pour approuver sa conduite. Le Comité disait, en parlant de ces Autrichiens : « S'ils sont des espions, comme ils en ont bien l'apparence par le choix de leur route, ils doivent être traités comme tels. S'ils ne sont que des envoyés de l'armée pour des communications d'usage, vous vous conformerez à ce qui est établi dans ce genre ». Le 16 octobre, la Convention décréta l'incarcération de ces individus à l'Abbaye (1). En octobre 1799, les Anglo-Russes envoyèrent, en parlementaire, le général Don au général hollandais Daendels. Ce parlementaire chercha à répandre une proclamation tendant à faire insurger les troupes bataves contre la France. Daendels le fit alors conduire au général Brune qui envoya ce parlementaire peu scrupuleux à la citadelle de Lille (2).

Sans se livrer à l'espionnage un parlementaire peut, dans l'accomplissement de sa mission, par le seul fait de son passage dans les lignes ennemies et malgré les précautions prises à son égard, acquérir des renseignements sur la

1. Aulard, *Recueil*, t. VII, p. 345 et 422.

2. De Jomini, *op. cit.*, t. IV, p. 68.

situation militaire de l'adversaire. Nous avons indiqué les moyens de se protéger contre ce danger. On peut d'abord refuser de recevoir les parlementaires ennemis ; mais, outre que cette manière d'agir n'est pas toujours licite, elle peut être contraire à l'intérêt du belligérant qui serait tenté d'en user. Il peut, en effet, ne pas vouloir empêcher toute communication avec son adversaire. On peut aussi retenir pendant un certain temps un parlementaire trop perspicace. Mais cette mesure a, par sa nature même, un effet assez restreint. Elle ne se comprend bien que lorsque le parlementaire a eu connaissance des positions occupées par l'adversaire ou des mouvements qu'il est en train d'exécuter. Elle est sans efficacité si le parlementaire a eu connaissance des dispositions permanentes de défense prises par l'adversaire. C'est ce qui arriva pour des officiers anglais qui se présentaient dans nos ports sous prétexte de négocier l'échange des prisonniers de guerre et qui profitaient de leur mission pour se renseigner sur l'état de nos côtes. Le Conseil exécutif provisoire estima, le 17 mai 1793, qu'il ne fallait pas rompre toute communication avec les puissances ennemies ; mais, conformément à la proposition du ministre de la marine, il décida « d'user de représailles en expédiant des parlementaires pour le même objet et chargés des mêmes instructions » (1).

Le parlementaire qui accomplit régulièrement sa mission est couvert par une immunité complète. On n'aurait pas le droit de l'arrêter ni de le punir sous prétexte d'une infraction antérieure à la loi pénale du belligérant qui l'a

1. Aulard, *Recueil*, t. IV, p. 203, 204.

reçu. En 1796, le général Colli envoya à Bonaparte, comme parlementaire, un émigré nommé Moulin. Bonaparte le fit arrêter et annonça au Directoire qu'il allait le faire traduire devant une commission militaire. Le général Colli lui écrivit pour protester contre cette arrestation, en menaçant d'user de représailles. Bonaparte écarta sa réclamation en disant « qu'un émigré est un fils parricide qu'aucun caractère ne peut rendre sacré ». En transmettant cette réponse au Directoire, le général français ajoutait qu'il supposait la mission de Moulin relative à des trames contre-révolutionnaires. Le Directoire approuva l'arrestation de Moulin ; mais il déclara « qu'il fallait le garder en lieu de sûreté et non le traduire en jugement, attendu le caractère dont il était revêtu » (1). Dans cette affaire, il est bien évident que le général Colli avait manqué à la plus élémentaire courtoisie en chargeant un émigré, c'est-à-dire un individu combattant contre sa patrie, des fonctions de parlementaire auprès de l'armée française. Le général français était en droit de refuser de le recevoir ou, l'ayant reçu, de cesser avec lui toute communication et de le renvoyer dès qu'il avait eu connaissance de sa qualité d'émigré. Mais il ne pouvait pas l'arrêter et le punir comme un traître, cet individu étant venu sur la foi du respect dû aux parlementaires. Il est vrai que Bonaparte soupçonnait sa mission d'être relative à des trames contre-révolutionnaires. Mais, dans sa lettre au général Colli, il n'invoque pas ce motif pour justifier l'arrestation du parlementaire. Il prétend que le caractère de parlementaire ne peut pas con-

1. *Correspondance de Napoléon*, t. I, p. 140, 145-145. — Bourrienne, *Mémoires*, t. I, p. 103-105

férer d'immunités à un émigré. De plus, Bonaparte ne faisait qu'une supposition en attribuant cet objet à la mission de Moulin. Or, pour être en droit d'arrêter un parlementaire, il ne suffit pas d'invoquer une supposition, il faut se fonder sur des preuves précises. Aussi, le Directoire n'adoptait-il pas complètement la manière de voir de Bonaparte. Il sentit l'odieux qu'il y aurait à mettre en jugement un parlementaire pour crime commis avant l'accomplissement de sa mission. Mais la solution à laquelle il s'arrêta n'était pas meilleure, juridiquement, que le renvoi à une commission militaire. Elle était même empreinte d'un défaut évident de logique. On décidait, en effet, de retenir ce parlementaire et de le garder dans un lieu de sûreté. C'était contraire au respect qui lui était dû à raison de sa mission. On estimait donc que sa qualité d'émigré lui faisait perdre les prérogatives des parlementaires. C'était, nous semble-t-il, un point de vue inexact ; mais, en l'adoptant, il aurait fallu décider avec Bonaparte que cet individu serait traité comme les autres émigrés et traduit devant une commission militaire.

Le plus souvent, les parlementaires ont pour but d'arriver à la conclusion d'une convention militaire. Il est de règle que ces conventions doivent être conclues et exécutées de bonne foi. C'est l'application du principe qui fait écarter l'emploi de moyens perfides. Bynkershoek lui-même, qui admet cependant tous les moyens de nuire, déclare qu'on doit tenir la promesse faite à l'ennemi, parce que celui-ci, « pour tout ce qui a rapport à la promesse donnée, cesse d'être ennemi » (1).

1. *Quæstiones juris publici*, lib. I, cap. I,

Il y a là une règle trop bien établie pour qu'un belligérant soit tenté de la contester. On peut seulement se demander si, dans l'application, elle a été exactement suivie. Les conventions militaires doivent d'abord être négociées et conclues de bonne foi. Cette règle ne fut pas scrupuleusement observée par le prince de Cobourg et le colonel Mack dans leurs négociations avec Dumouriez en vue de la trahison de celui-ci. Nous n'examinons pas ici le but poursuivi sur lequel nous aurons à revenir. Nous remarquons, quant aux moyens, que Dumouriez avait offert de livrer quelques places frontières, mais seulement à titre de gage. D'après lui, Cobourg devait promettre de ne les garder que « comme un dépôt sacré » et de ne pas faire de conquêtes. Cobourg se laissa persuader par Mack qu'on pouvait sans inconvénient prendre cet engagement, car rien ne serait plus facile « que de désavouer, modifier, éluder une mesure du moment, prise en son nom propre par un général qu'on pouvait toujours regarder et même déclarer comme n'ayant pas eu les pleins pouvoirs de son souverain ». Le général autrichien signa le manifeste proposé par Dumouriez(1).

Parfois, un refus de ratification émané d'un supérieur eut pour objet de cacher un manquement à la parole donnée. Le 4 pluviôse an VIII (24 janvier 1800), Desaix et Pousielgue, envoyés de Kléber, signèrent avec les autorités militaires ottomanes la convention d'El-Arish. D'après celle-ci, les troupes françaises devaient évacuer l'Égypte et être rapatriées. Dans ce but, les passeports, sauf-conduits et convois nécessaires devaient leur être délivrés tant de la part de la Sublime Porte que de celle des cours ses alliées

1. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 362-364.

(art. 11). L'armée française ne devait pas être inquiétée pendant son retour (art. 12). Le commodore anglais Sidney Smith avait pris part aux négociations et s'était engagé à respecter les clauses convenues. Mais il n'avait pas signé le traité. Aussi le gouvernement anglais se crut-il autorisé à déclarer qu'il refusait tout effet à cet accord auquel Kléber avait déjà donné un commencement d'exécution en livrant plusieurs postes aux Turcs (1).

Des faits analogues s'étaient antérieurement produits entre la France et l'Espagne, mais avec un caractère encore plus net de violation des engagements pris. En mai 1794, le général espagnol Navaro qui occupait Collioure avait capitulé. La garnison devait rentrer en Espagne et s'abstenir de combattre jusqu'à échange avec un nombre égal de prisonniers français. Le général en chef La Union refusa de tenir compte de cette capitulation, estimant que son lieutenant avait manqué d'énergie. En conséquence, il conserva la garnison de Collioure dans son armée et ne renvoya pas les prisonniers français (2). Nous verrons qu'à titre de représailles, la Convention décida alors qu'on ne ferait plus de prisonniers espagnols.

Souvent, en capitulant, la garnison d'une place française fut laissée libre sous l'engagement de ne pas combattre contre les alliés pendant un certain délai. Cette clause se trouve notamment dans la capitulation de Longwy du 23 août 1792 et dans celle de Valenciennes du 28 juillet 1793. Cependant,

1 De Martens, *Recueil des traités*, t. VII, p. 1 et s. — Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. II, l. V. — Lavissee et Rambaud, *op. cit.*, t. IX, chap. II (Vast), p. 58-59

2. De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 72 et 137.

en septembre 1792, Dumouriez prescrivait de donner des armes au 4^e bataillon des volontaires des Ardennes qui avait fait partie de la garnison de Longwy : ce bataillon devait garder un des défilés de l'Argonne. Mais il semble bien que cet ordre, qui d'ailleurs ne fut pas exécuté, fut le résultat d'informations incomplètes. Ce bataillon ne joua aucun rôle dans la campagne (1). La garnison de Valenciennes fut employée à réprimer l'insurrection lyonnaise. On songea ensuite à l'envoyer combattre les Anglais à Toulon. Le général Dours et le représentant du peuple Albitte ne voulaient pas tenir compte de la promesse de ne pas porter les armes contre les coalisés. Ils contestaient toute efficacité à l'engagement ainsi pris envers les tyrans, cet engagement ne pouvant l'emporter sur le devoir de défendre la liberté (2). Cette argumentation était insoutenable, car elle allait à l'encontre d'une des règles les mieux établies

1. Chuquet, *La première invasion prussienne*, 184, 185. — Chuquet, *Valmy*, p. 115-116.

2. Le général en chef Dours, au Comité de salut public, Ville-Affranchie (Lyon), 9 brumaire an II (30 octobre 1793) : « ...La brave garnison de Valenciennes, égarée par quelques instigateurs qui ne cessent d'infecter le territoire de la liberté, avait un moment manifesté le désir de tenir le serment qu'elle avait prêté aux tyrans du Nord de ne plus porter les armes contre eux ; mais nous lui avons fait sentir que le premier de tous les serments était de défendre la liberté, qu'ainsi le contrat qui les engageait à épargner les tyrans était nul ; qu'au surplus elle eût hâte de se décider parce que la République avait plus de défenseurs qu'il ne lui en fallait et que l'honneur lui serait peut-être enlevé de marcher sur les rebelles. La garnison a obéi et part pour le camp du Midi » Charavay, *Correspondance de Carnot*, t. III, p. 441. — Le représentant Albitte, au Comité de salut public, Chambéry, 31 octobre 1793 ; Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 156, 157.

du droit de la guerre, celle du respect des conventions militaires. Ce qui en faisait la base, c'était cette idée, au premier abord séduisante, que celui qui fait une guerre juste doit avoir plus de droits que celui qui fait une guerre injuste. Nous trouverons d'autres applications de la même idée que les auteurs se sont, depuis le XVIII^e siècle, efforcés d'écarter. Nous verrons que pour assurer l'exacte observation des règles du droit de la guerre, il faut mettre les deux belligérants sur le pied d'égalité et que, par suite, il ne faut pas tenir compte de la cause du conflit qui les divise. En 1793, les Français pensaient faire une guerre juste : mais, à l'inverse, leurs alliés estimaient que seule leur cause était conforme au droit. Si les premiers, se basant sur leurs appréciations personnelles, se croyaient autorisés à ne pas exécuter les capitulations par eux conclues, les seconds auraient pu élever de leur côté une prétention semblable. C'eût été mettre à néant le principe de l'observation des promesses faites à l'ennemi. Aussi bien, n'acceptait-on pas la conception d'Albitte et du général Dours. Les représentants à l'armée devant Toulon envoyèrent à Marseille l'ancienne garnison de Valenciennes (1). Quelques mois plus tard un des représentants aux armées des Alpes et d'Italie signalait au Comité de salut public la présence dans l'armée des Alpes de « quatre bataillons sortis de Valenciennes qui, aux termes de la capitulation, ne pouvaient servir contre nos ennemis extérieurs. » Il ajoutait que ces bataillons avaient été complétés par des jeunes gens qui n'étaient pas liés par la capitulation. Il deman-

1. Fréron au Comité de salut public, Marseille, 22 frimaire an II (13 décembre 1793) ; Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 389.

daît, en conséquence, s'il devait les embrigader (1). Cette demande n'était relative qu'aux individus qui avaient complété les bataillons de Valenciennes, car antérieurement, le 7 ventôse an II (25 février 1794), le Comité de salut public avait énoncé sa volonté de respecter les capitulations (2). Il avait décidé de faire servir contre les ennemis de l'intérieur les troupes qui avaient pris l'engagement de ne pas combattre pendant un certain temps contre les puissances coalisées.

Ce fut, en effet, ce dernier système qu'on suivit en France. Il conciliait fort heureusement le respect des engagements pris et les intérêts de la défense. On sait que l'envoi de la garnison de Mayence en Vendée contribua beaucoup à réprimer l'insurrection. C'était un procédé très régulier. Les capitulations, en effet, portaient promesse de ne plus combattre contre les armées coalisées : or les Vendéens ne faisaient pas partie de celles-ci. C'est là, pensons-nous une solution incontestable et ce fut à tort que, devant le représentant Drouet fait prisonnier de guerre, le prince Colloredo accusa les Français d'être sans foi parce qu'ils avaient envoyé contre la Vendée la garnison de Mayence qui avait

1. Dumaz, au Comité de salut public, Chambéry, 22 ventôse an II (12 mars 1794) ; Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 668.

2. « Le Comité de salut public arrête que les troupes qui, par les capitulations particulières, se seraient engagées à ne point servir pendant un temps contre l'ennemi étranger, et notamment le 3^e bataillon des Ardennes compris dans la capitulation de Longwy, seront employées contre les ennemis de l'intérieur ou à faire le service des places de seconde ou de troisième ligne ; arrête de plus que ces troupes ne seront point portées au complet provisoirement... » Aulard, *Recueil*, t. XI, p. 384.

promis de ne plus servir contre l'Empereur durant la guerre (1). Ajoutons qu'il ne semble pas que la prétention du prince Colloredo ait été reprise par d'autres.

Comme dans toutes les guerres, les deux partis s'accusèrent réciproquement d'avoir violé, dans certains cas, les engagements pris (2). Il est parfois bien difficile de découvrir la valeur de ces prétentions. Ce ne sont d'ailleurs là que des points de détail. En dehors de quelques exceptions dont nous venons d'indiquer les plus importantes, on respecta très généralement les engagements pris. Ce qui le montre, c'est la conclusion, pendant toutes les guerres de la Révolution, de nombreuses capitulations contenant précisément la clause qu'on est le plus tenté d'enfreindre à savoir la liberté laissée à la garnison sous l'engagement de ne plus combattre pendant un certain temps (3).

1. Voy. le récit de sa captivité fait par Drouet à la séance du Conseil des Cinq-Cents du 23 nivôse an IV (13 janvier 1796) ; *Moniteur*, 28 nivôse an IV.

2. Voy. par exemple une lettre du général Valence au général Moitelle commandant les châteaux de Namur, du 21 novembre 1792 et la mention d'une réponse donnant satisfaction à Valence ; *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 671-672. — Lettre de Cobourg au général Lamarche, lue à la Convention le 14 mai 1793 ; *Moniteur*, 16 mai 1793. — En 1799, Championnet déclara que la trêve conclue avec Mack, commandant des troupes napolitaines, avait été violée par les attaques des paysans ; il marcha alors sur Naples ; De Sybel, *op. cit.*, t. V, p. 371-372. — On a prétendu, à tort, que les attaques de Pichegru contre De Grave et Bommel, en décembre 1794 avaient eu lieu en violation d'une trêve ; voy. *La Révolution française en Hollande*, Paris, 1894, p. 54, 55. — Violation par le pape de l'armistice conclu avec la France le 20 juin 1796. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 371-372. Sorel, *Bonaparte et Hoche en 1797*, p. 30. — Macdonald, *Souvenirs*, p. 66 et 89.

3. Voy. par exemple, capitulations de Longwy du 23 août 1792,

On est frappé de la fréquence de cette clause à cette époque, surtout si on la compare avec le caractère exceptionnel qu'elle a pris dans les guerres modernes. D'ordinaire, la garnison qui l'obtenait sortait de la place avec les honneurs de la guerre. La fréquence de ces deux clauses ne va-t-elle pas nous donner une haute idée de la générosité des combattants d'alors ? Il faut, à cet égard, éviter toute exagération. Sans doute le vainqueur rendit parfois un public hommage au courage de son adversaire. Pendant le siège de Mayence, le roi de Prusse fit saluer d'une salve d'artillerie la dépouille mortelle de Meunier, tué le 30 mai 1793 en défendant le faubourg de Cassel. Chacun connaît aussi la belle conduite de l'archiduc Charles vis-à-vis de Marceau mourant. Mais, dans ces circonstances, la générosité n'était pas en opposition avec l'intérêt. Cette opposition ne se trouvait-elle pas, s'agissant d'une capitulation avec liberté laissée à la garnison prisonnière sous simple promesse de ne pas combattre pendant un certain délai et avec les honneurs de la guerre accordés au départ ? Au premier abord, il semble que l'intérêt du vainqueur aurait été, pour éviter l'inobservation possible de cette condition, de retenir la garnison comme prisonnière de guerre. A y

Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 184-185 ; — de Mayence, du 21 octobre 1792, *Archives parlementaires*, t. LII, p. 684 ; — des troupes françaises à Mayence, du 23 juillet 1793, *Moniteur*, 31 juillet 1793 ; — de Valenciennes, du 28 juillet 1793, Gaffarel, *Les campagnes de la première République*, p. 52 ; — de Maestricht, du 4 septembre 1794, De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 116 ; — des Français à Mantoue, du 30 juillet 1799, De Jomini, *op. cit.*, t. IV, p. 18, 19 ; — des Français à Milan et à Ferrare en 1799 ; De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 356, 358.

regarder de plus près, on doit cependant écarter cette idée. En effet, la liberté sur parole laissée à la garnison était le plus souvent très favorable au vainqueur. Celui-ci, par la promesse de cette concession, pouvait abrégier la résistance de la garnison. Si l'engagement de ne pas combattre pendant un certain temps était observé, l'effet de la capitulation, au point de vue des forces militaires de l'ennemi, était le même que si la garnison avait été faite prisonnière (1). Or il semble bien que la promesse ainsi faite était tenue. Dans ces circonstances, il n'y avait aucun inconvénient pour le vainqueur à accorder la liberté sur parole. Ajoutons qu'il y trouvait un grand avantage. Faire des prisonniers, en effet, c'était s'imposer la charge de les nourrir et de les garder. Or dans ces époques de grandes guerres, il était déjà bien difficile à chaque parti de nourrir ses propres armées et de porter celles-ci à un effectif suffisant pour les besoins de la campagne. Le renvoi des garnisons ennemies sur parole permettait d'écarter ces charges. En même temps, on rendait libres les mouvements sur les derrières de l'armée, puisqu'on n'encombrait pas les routes de convois de prisonniers.

Le renvoi sur parole étant accordé, les honneurs de la guerre s'y ajoutaient tout naturellement, la générosité du vainqueur n'étant pas ici en contradiction avec son intérêt. Parfois les honneurs de la guerre étaient accordés à une garnison qui quittait la place sans promettre de ne plus

1. Nous faisons abstraction, bien entendu, du cas exceptionnel où la garnison sera employée à réprimer des troubles intérieurs et rendra ainsi disponibles d'autres troupes, comme cela se produisit en France.

prendre part à la guerre (1). La garnison devait rejoindre l'armée à laquelle elle appartenait ; parfois une escorte lui était donnée. Elle pouvait ensuite combattre à nouveau. Ce renvoi n'était pas le résultat d'une générosité qui, remarquons-le, aurait été singulièrement déplacée. Le vainqueur, en accordant cette capitulation, considérait uniquement son intérêt qui était de s'emparer promptement des places assiégées.

Ainsi à l'époque de la Révolution on ne fut pas généreux aux dépens de la cause que l'on soutenait. Une telle conduite ne peut être qu'approuvée. Mais à l'occasion, on se conforma aux règles de la courtoisie militaire et des égards dus au vaincu. La concession fréquente des honneurs de la guerre en est une preuve. Nous en avons déjà donné d'autres exemples. Ajoutons celui-ci : en juin 1794, la garnison de Charleroy fut obligée de se rendre à discrétion. Néanmoins Saint-Just lui accorda les honneurs de la guerre et permit aux officiers de conserver leur épée (2)

1. Voy. par exemple, capitulations des Prussiens à Verdun du 12 octobre 1792 et à Longwy du 18 octobre 1792, *Archives parlementaires*, t. LII, p. 522-523 et 585 ; — de Malines du 16 novembre 1792, *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 495, 496 ; — des Français à Anvers, en mars 1793, *Moniteur*, 5 avril 1793 ; — des Français à Gertruydenberg, en avril 1793, *Moniteur*, 21 avril 1793.

2. De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 41.

CHAPITRE V

PRISONNIERS DE GUERRE

Les prisonniers de guerre sont les soldats ennemis qui ont cessé de résister et que l'on retient en vue de les empêcher de prendre part à nouveau aux hostilités. La captivité de guerre s'applique à tous ceux qui, rentrant dans une armée belligérante, ont déposé les armes (1). On peut soumettre au même sort ceux qui, n'étant pas soldats, ont une action directe sur la force militaire de l'Etat, c'est-à-dire le souverain, les hauts fonctionnaires (2). Pendant les guerres de la Révolution, l'application de cette idée fut faite particulièrement aux représentants du peuple délégués aux armées. Les Autrichiens retinrent comme prisonniers le ministre de la guerre Beurnonville et les quatre commissaires à l'armée du Nord, Camus, Quinette, Lamarque et Bancal que leur avait livrés Dumouriez. A Toulon, les représentants Beauvais de Préau et Bayle furent arrêtés par les insurgés et retenus comme prisonniers par les

1. Voy. *suprà*, chap. II, p. 42 et suiv.

2. Pendant la bataille de Valmy, on fit prisonnier le secrétaire du roi de Prusse, Lombard. Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 265. Un arrêté du Conseil exécutif provisoire du 17 mars 1793 dispose que « le baron Senft, l'un des ministres du roi de Prusse, arrêté sur le chemin de Maëstricht à Bois-le-Duc... sera considéré comme prisonnier de guerre ». Aulard, *Recueil*, t. II, p. 380.

Anglais. Au cours d'opérations militaires, le représentant Drouet, délégué à l'armée du Nord, fut fait prisonnier par les Prussiens.

Des protestations s'élevèrent en France contre cette manière de procéder, particulièrement pour le cas des commissaires livrés par Dumouriez. Mais on s'attacha surtout à l'idée que le droit des gens ne permettait pas de profiter d'une semblable trahison (1). La Convention chercha, par la menace de représailles, à éviter qu'on ne fit subir un traitement trop dur à ses commissaires prisonniers. Aussi, décréta-t-elle, le 5 avril 1793, que les princes ayant voix à la diète de Ratisbonne seraient considérés comme otages et traités de la même manière que les commissaires de la Convention et le ministre prisonniers. Ceux-ci ayant été transférés à Maëstricht, le gouvernement français notifia aux Etats généraux des Provinces Unies que la Hollande répondrait du traitement qu'ils éprouveraient (2). Les craintes du gouvernement français n'étaient d'ailleurs pas chimériques, car les ministres d'Angleterre et d'Autriche à La Haye avaient émis l'idée de ne pas traiter les commissaires comme des prisonniers de guerre, mais de « les livrer entre les mains de la justice pour servir de leçon et d'exemple au genre humain », proposition qui souleva les protestations

1. « Jamais chez les peuples civilisés le droit de la guerre n'a autorisé à retenir comme prisonniers et bien moins encore comme otages, ceux qu'une lâche trahison a livrés » était-il dit dans le Manifeste à tous les peuples et à tous les gouvernements voté le 16 avril 1793; *Moniteur*, 19 avril 1793.

2. Arrêté du Comité de salut public du 21 avril 1793; Aulard, *Recueil*, t. III, p. 366, 367. — Conseil exécutif provisoire, 26 avril 1793; Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 467.

de Sheridan au Parlement, mais que Pitt ne désavoua qu'à moitié (1). Dans le même ordre d'idées, la Convention décréta, le 9 septembre 1793, que les Anglais mis en état d'arrestation sur le territoire de la République seraient « regardés comme otages et répondraient sur leur tête de la conduite que l'amiral Hood et les sections de Toulon tiendraient à l'égard des représentants du peuple Pierre Bayle et Beauvais, de l'enfant et de la femme du général Lapoype, et d'autres patriotes opprimés et incarcérés à Toulon ».

Dans les protestations relatives à ces faits, il ne semble pas qu'on ait entendu contester sérieusement le droit même de retenir comme prisonniers de guerre les représentants du peuple en mission aux armées. Cette pratique était, en effet, très justifiée. Un belligérant a le droit de porter atteinte au fonctionnement régulier du gouvernement ennemi. Or, en retenant un membre de la Convention, on visait à ce but. C'est par cette idée que se justifie également la même mesure prise à l'égard des agents diplomatiques envoyés par l'ennemi. En soi, l'arrestation de Maret et de Sémonville, envoyés par la République à Naples et à Constantinople, n'avait rien d'irrégulier. Elle aurait été licite sur territoire français occupé ou sur territoire autrichien ; mais ce qui vint la vicier c'est qu'elle eut lieu sur le territoire neutre des Grisons. Le droit de traiter comme prisonnier de guerre un représentant du peuple délégué aux armées est encore plus certain. Il suffit, en effet, de se souvenir du rôle joué par Carnot, Merlin de Thionville, Reubell et Saint-

1. Aulard, *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 138-139.

Just pour comprendre que les représentants aux armées furent pendant les époques les plus difficiles, l'âme de la défense nationale en France. S'emparer d'eux était donc une opération ayant un effet militaire direct. A vrai dire, ils faisaient partie de l'armée et devaient être traités comme elle.

Les prisonniers de guerre sont des adversaires qui ont cessé toute résistance. A leur égard, le vainqueur a atteint le but de la guerre puisqu'ils ne peuvent plus soutenir de leurs armes les prétentions de l'Etat qu'ils défendaient ; par suite, on ne peut plus user de violences contre eux. C'est l'idée qu'exprimait Rousseau. Partant du principe que la guerre est une relation d'Etat à Etat dans laquelle les particuliers ne sont ennemis que comme soldats, le philosophe déclarait que sitôt que ceux-ci posent les armes « et se rendent, cessant d'être ennemis ou instruments de l'ennemi, ils redeviennent simplement hommes et l'on n'a plus de droit sur leur vie » (1). Une règle essentielle du droit de la guerre est donc qu'on doit la vie à l'ennemi qui cesse de combattre.

Parfois, dans l'ardeur du combat, le soldat massacra un ennemi qui voulait se rendre. Ce sont là des excès individuels qui se rencontrent dans toutes les guerres et que les officiers sont impuissants à réprimer. Parfois même, plus ou moins longtemps après le combat, des prisonniers de guerre furent maltraités ou mis à mort par des soldats. Mais l'autorité militaire s'efforça d'éviter le renouvellement

1. *Contrat social*, l. I, chap. IV. — Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. VIII, §§ 140 et 149. — G. F. de Martens, *op. cit.*, l. VIII ; chap. IV, § 272.

de ces violences et d'en punir les auteurs (1). L'Assemblée législative, dans son beau décret du 4-5 mai 1792 déclara que « les prisonniers de guerre sont sous la sauvegarde de la nation et la protection spéciale de la loi ».

Comme la vie de l'ennemi qui cesse de résister doit être respectée, on ne peut annoncer par avance qu'on ne fera pas de prisonniers. Cependant deux décrets continrent des dispositions contraires à ce principe. Le 7 prairial an II (26 juin 1794), la Convention décida qu'il ne serait plus fait de prisonniers anglais ou hanovriens. Le 24 thermidor an II (11 août 1794) elle prit la même mesure à l'égard des Espagnols. Les décrets furent rapportés le 10 nivôse an III (30 décembre 1794) comme contraires au droit des gens et injurieux à l'humanité. Les auteurs s'accordent à blâmer

1. Voy. Chuquet, *La trahison de Dumouriez* ; p. 59. — Lettre de La Fayette au ministre de la guerre du 2 mai 1792, lue le 5 mai à l'Assemblée législative. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 21. — Corda, *Les prisonniers de guerre à Vitry-le-François en septembre 1792*, dans la *Révolution française*, t. XXXV, p. 151-156. — Rapport de Camus, du 22 mars 1793, se plaignant de l'insuffisance des cours martiales à cet égard ; Aulard, *Recueil*, t. II, p. 442-443. — Proclamation du général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, du 11 septembre 1793 ; Charavay, *Correspondance de Carnot*, t. III, p. 145, note 1. — Sur le meurtre de prétendus prisonniers de guerre à Rethel en octobre 1792, *Archives parlementaires*, t. LII, p. 444, 445, 462, 562-564, 620, t. LV, p. 145-148 — Thiers, *op. cit.*, t. III, p. 553-558. — Des invalides français revenant d'Egypte, ayant échoué sur la côte de Sicile, y furent massacrés par la populace le 25 janvier 1799. Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 187. — De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 55. — Les Autrichiens avaient à leur service des troupes turques qui massacraient les blessés. Voy. une lettre de Kellermann à un général autrichien avec la réponse de celui-ci. *Moniteur*, 20 thermidor an III, Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 481.

ces décrets en les qualifiant de sauvages et de barbares (1). Il est vrai que considérée en elle-même et *in abstracto*, cette mesure était injustifiable. Mais, pour en apprécier exactement la valeur, il faut envisager les circonstances au milieu desquelles elle fut prise, et alors on est porté à moins de sévérité. On se laissait influencer par les rigueurs employées contre l'insurrection des départements de l'Ouest. On songeait à agir de même contre les ennemis de l'extérieur. Déjà, le 21 septembre 1793, Barère avait dit à la Convention : « Quand, pour le salut de la nation entière, vous êtes forcés, dans la Vendée, de brûler vos propres villes, et d'anéantir une population royaliste et fanatisée, comment ne pourriez-vous pas employer les mêmes moyens contre vos ennemis étrangers ? Si nous avions la foudre, nous nous en servirions contre eux ; voilà les lois de la guerre » (2). On était porté à cette assimilation par le caractère qu'avait pris la guerre étrangère. Elle n'était pas pour les Français un pur conflit politique entre Etats. Elle leur apparaissait comme remettant en question l'œuvre même de la Révolution, et particulièrement celle qui leur tenait le plus à cœur, son œuvre dans l'ordre civil (3). De là cet admirable élan pour défendre la patrie en danger qu'on identifiait avec la Révolution. Mais de là aussi la tendance à assimiler aux contre-révolutionnaires de l'intérieur les ennemis de l'extérieur. Toutefois cette idée n'exerça qu'une influence partielle. En effet, les mesures de rigueur que

1. Sorel, *op. cit.*, t. IV, p. 87 et 165. — Geffcken, sur Heffter, *Le droit international de l'Europe*, § 127, n. 7, p. 293.

2. *Moniteur*, 23 septembre 1793.

3. Voy. Sorel, *op. cit.*, t. I, p. 538-539 ; t. II, p. 533-534.

nous étudions ici ne furent pas prises contre tous les ennemis de la République : on doit remarquer notamment qu'elles n'atteignaient point les Autrichiens. Mais, dans la mesure où cette conception particulière de la guerre explique les décrets du 7 prairial et du 24 thermidor an II, elle ne les justifie cependant pas. En effet, on ne peut pas étendre à la guerre internationale les pratiques suivies dans la guerre civile, sous peine de revenir à la barbarie : c'est plutôt l'inverse qui doit être recherché, en tant que la nature des choses ne s'y oppose pas. La guerre internationale, à la fin du xviii^e siècle, était soumise à certaines règles. Il n'en était pas de même de la guerre civile. D'autre part, ce n'est pas l'idée qu'un peuple se fait d'une guerre qui peut rendre licites tous les moyens. Le droit de la guerre est le même pour toutes les guerres internationales sans qu'il y ait à considérer les motifs d'action de chaque partie belligérante. En décider autrement, ce serait, pratiquement, supprimer le droit de la guerre lui-même, car chaque Etat, prétendant soutenir une cause juste, voudrait user de moyens particulièrement rigoureux. En somme, la conception spéciale qu'on se faisait de la guerre n'a que la valeur d'un élément de pur fait. Elle montre pourquoi les moyens employés sont devenus plus rigoureux, ce qui était aussi une conséquence naturelle du prolongement de la guerre ; elle explique le décret du 15 septembre 1793 ordonnant aux généraux de renoncer à toute idée philanthropique pour user des droits ordinaires de la guerre ; elle ne justifie pas des rigueurs spéciales comme celles établies à l'encontre des Anglais et des Espagnols.

Mais cette raison n'avait pas été seule à motiver ces dé-

crets. Celui du 7 prairial an II, relatif aux Anglais et aux Hanovriens, fut voté sur un rapport fait par Barère au nom du Comité de salut public (1). L'orateur ne se bornait pas à dire que les Anglais étaient nos pires ennemis, qu'ils devaient disparaître pour qu'une paix durable fût possible. Il ne disait pas seulement que « l'humanité consiste à exterminer ses ennemis, et la générosité à...ménager le sang des Républicains ». Il déclarait que le système anglais était celui de la corruption, visant à créer la discorde chez nous en présentant les soldats français comme les soldats de Robespierre. Il insistait ensuite sur de nombreuses violations du droit des gens commises par les Anglais. Il citait la saisie, à bord de navires neutres, de subsistances à destination de la France. Il rappelait que le corsaire *Le Vrai Patriote* et que la frégate *La Modeste* avaient été attaqués dans des ports neutres par les Anglais. Il parlait de l'appui fourni aux insurgés de la Vendée, de Toulon et de Lyon. Il disait que les Anglais avaient provoqué l'incendie des arsenaux à Bayonne, Huningue et Lorient, donné des ordres pour faire massacrer les patriotes, toléré la fabrication de faux assignats à Londres. Il rappelait enfin les cruels traitements infligés aux représentants Bayle et Beauvais à Toulon. Il proposait en conséquence de décider qu'il ne serait plus fait de prisonniers anglais. Ainsi présenté, ce décret apparaît comme une mesure de représailles à l'encontre des violations du droit des gens commises par les Anglais dans la guerre.

Ce caractère est encore plus net dans le décret du 24 ther-

1. *Moniteur*, 10 prairial an II.

midor. Celui-ci fut motivé par le refus du général La Union d'exécuter la capitulation de Collioure d'après laquelle la garnison espagnole devait s'abstenir de combattre avant d'avoir été échangée. L'art. 5 du décret dit expressément qu'à défaut de cette exécution il ne sera plus fait de prisonniers espagnols ; il pousse même plus loin les représailles, décidant de prendre comme otages les prêtres et les nobles espagnols dans les pays occupés par les armées de la République.

Les deux décrets étaient donc des mesures de représailles. Or on peut, à ce titre, user de moyens plus rigoureux que de droit commun. Cependant on ne doit pas franchir certaines limites. Les représailles doivent être proportionnées aux violations du droit des gens commises par l'ennemi. Mais, en fait, on a souvent dépassé cette mesure. La question se réduit donc à savoir si les rigueurs établies par nos deux décrets n'étaient pas exagérées. Or il semble qu'à ce point de vue ils n'étaient pas à l'abri de la critique. Le mieux justifié était celui du 24 thermidor. Les Espagnols n'ayant pas exécuté la capitulation de Collioure, on comprenait qu'on refusât de leur faire, à l'avenir, des prisonniers. Toutefois on pouvait penser que c'était une rigueur excessive. Le décret du 7 prairial avait été présenté comme une réponse à de nombreuses violations du droit des gens commises par les Anglais. Mais la multiplicité des griefs n'est pas ici une garantie. Dans toutes les guerres chacun accuse son adversaire d'avoir violé le droit des gens : mais les belligérants sont de mauvais juges en cette matière. Il y a bien, sans doute, dans le rapport de Barère, l'indication de certains griefs positifs et bien établis, comme l'attentat

commis contre la frégate *La Modeste* dans le port neutre de Gènes, mais la mesure de représailles consistant à ne plus faire des prisonniers anglais peut paraître excessive (1).

Si l'on peut blâmer la rigueur de ces décrets, il convient toutefois de remarquer qu'ils ne furent pas exactement exécutés. Nous avons déjà dit qu'ils furent rapportés le 10 nivôse an III (30 décembre 1794). La garnison espagnole de Bellegarde s'étant rendue à discrétion avant cette date, Dugommier lui promit la vie sauve et sa promesse fut respectée. Cependant, le 11 vendémiaire an III (2 octobre 1794), il formula un ordre conforme au décret de la Convention (2). Il n'y eut pas d'exécutions des soldats espagnols ou anglais pris sur le champ de bataille. Tout se ramena donc à l'ordre donné aux troupes françaises de ne pas faire de quartier sur le champ de bataille. Encore faut-il remarquer que, d'après les historiens, les soldats se refusèrent à exécuter ces décrets (3).

La Convention prit encore une autre mesure contraire au

1. En opposition à ces rigueurs, citons ce qu'écrivaient les représentants à l'armée des Pyrénées-Orientales au Comité de salut public, le 24 nivôse an II (13 janvier 1794) : «... Si la barbarie espagnole voulait se porter à quelque excès envers nos prisonniers, la crainte d'une vengeance éclatante arrêtera sans doute ceux qui méconnaissent toutes les lois de l'humanité. Ce n'est pas sur des ennemis désarmés que le sort de la guerre a mis entre nos mains qu'une nation généreuse et puissante userait de représailles ; et c'est sur ceux qui sont devant nous, les armes à la main, que nous vengerons l'humanité outragée et les lois de la guerre violées. » Aulard, *Recueil*, t. X, p. 259.

2. *Revue historique*, t. XXX, p. 353-355.

3. Sorel *op. cit.*, t. IV, p. 87 et 165. — Thiers, *op. cit.*, t. VI, p. 175-176.

principe d'après lequel l'ennemi qui cesse sa résistance a droit à la vie. Ce principe doit s'appliquer même en cas de prise d'assaut. De Martens qui, pour ce cas admet le pillage, le reconnaît expressément (1). Il est donc illicite de menacer de passer au fil de l'épée la garnison d'une ville qui refuse de se rendre. On doit toutefois remarquer que ces principes n'étaient pas rigoureusement suivis à la fin du xvm^e siècle. Dans le désordre d'une prise d'assaut, souvent accompagnée de pillage, des adversaires prêts à poser les armes étaient parfois égorgés par les soldats vainqueurs. Dans une lettre au Directoire, du 5 germinal an V (25 mars 1797), Bonaparte déclarait que c'était conforme au droit de la guerre (2). Aussi la menace de passer au fil de l'épée la garnison qui refuse de se rendre est-elle fréquente dans les sommations adressées de part et d'autre pendant les guerres de la Révolution. Ajoutons que, malgré le refus de se rendre dans le délai fixé, la menace n'était pas mise à exécution (3). Ainsi, lorsque, le 16 mes-

1. De Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, § § 286-287. — Vattel, *op. cit.* l. III, chap. VIII, § 145.

2. «... La Chiusa autrichienne, poste extrêmement retranché,... fut enlevé de vive force après un combat très opiniâtre... Le général Kœblæs défendait lui-même la Chiusa avec 500 grenadiers. Par le droit de la guerre les 500 hommes devaient être passés au fil de l'épée ; mais ce droit barbare a toujours été méconnu et jamais pratiqué par l'armée française ». Correspondance de Napoléon I^{er}, t. II, p. 545.

3. Le 23 mars 1795, sommation des Hollandais à la garnison française de Gertruydenberg, de rendre la place le même jour, sous peine d'être passée au fil de l'épée ; le garnison quitta la place, le 8 avril, avec les honneurs de la guerre, pour rentrer en France. *Moniteur*, 21 avril 1795. — Le 26 juillet 1795, sommation du duc d'York au

sidor an II (5 juillet 1794), la Convention décida que, faute de se rendre dans les 24 heures de la sommation, les garnisons renfermées dans les places françaises de la frontière du Nord seraient passées au fil de l'épée, elle ne faisait rien de contraire à la pratique du temps. Remarquons cependant que, dans le rapport fait par Barère au nom du Comité de salut public, on voit encore apparaître l'idée que la cause française est meilleure que celle de ses ennemis et que, par suite, des moyens plus rigoureux peuvent être employés pour la défendre (1). On pouvait penser que cette menace, contenue dans un décret de la Convention, aurait plus d'effet que celle insérée dans une simple som-

général Ferrand, commandant de Valenciennes ; le duc annonçait qu'après la journée écoulée il n'écouterait plus aucune proposition et que la garnison et les habitants seraient passés au fil de l'épée. La place fut rendue le 28 ; la garnison fut renvoyée avec les honneurs de la guerre sous condition de ne pas servir pendant un an contre les coalisés. *Moniteur*, 8 août 1793. Thiers, *op. cit.*, t. IV, p. 317. — Sommation de Bonaparte au commandant du poste de Cosseria, du 24 germinal an IV (13 avril 1796) : « Si dans un quart d'heure vous ne vous rendez pas tous prisonniers, je ne ferai grâce à aucun ». La garnison ne se rendit que le lendemain. Sommation de Bonaparte au commandant du fort de Ceva, 7 floréal an IV (26 avril 1796). En août 1793, après la bataille de Lonato, Bonaparte déclara au parlementaire du colonel Knorr que si dans huit minutes sa division n'avait pas posé les armes il ne ferait pas de quartier aux officiers généraux et supérieurs. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 159-161, 221, 654. — Macdonald, *Mémoires*, p. 57, 58, 62. — Instructions de Dumouriez aux généraux. *Moniteur*, 9 novembre 1792.

1. « Le Comité a pensé qu'il était digne du génie de la République et qu'il importait à la grandeur de l'exemple que nous devons donner à l'Europe de marquer d'une manière religieuse et terrible le territoire français : c'est une terre sacrée que celle qu'habitent les hommes libres et les esclaves qui la profanent doivent être frappés de mort s'ils ne fuient ». *Moniteur*, 17 messidor an II.

mation de l'assiégeant à l'assiégé. Il n'en fut rien. Le décret visait quatre places françaises encore occupées par l'ennemi. Le commandant de Landrecies se laissa émouvoir par ces menaces. Valenciennes, Condé et Le Quesnoy continuèrent leur résistance jusqu'à la fin d'août : ces places se rendirent alors et on ne leur appliqua pas les rigueurs du décret de messidor (1).

Sous le coup de l'indignation produite par la nouvelle de l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt, nos troupes voulurent, un instant, refuser tout quartier aux Autrichiens. Mais ce dessein ne fut pas suivi. En effet, le 7 prairial an VII (26 mai 1799), Masséna écrivait au Directoire pour annoncer que le major du régiment de Szeklers avait été fait prisonnier. Or c'était un détachement de ce corps qui avait assailli les ministres français. Il semble donc que nos troupes se bornèrent à combattre avec plus d'ardeur. Le ministre de la guerre, dans une lettre du 5 prairial an VII (24 mai 1799) à l'administration municipale de Nancy, indiquait que le gouvernement n'entendait pas user de représailles contre les prisonniers autrichiens (2).

Nous avons dit qu'on doit laisser la vie à l'adversaire qui cesse de combattre : celui-ci devient prisonnier de guerre. S'il a commis personnellement quelque infraction au droit des gens, on peut le punir. Mais on ne peut l'incriminer pour sa seule participation aux hostilités. Même si l'on prétend que la cause de l'État ennemi est injuste, on ne peut punir ses soldats. Ceux-ci, en effet, n'ont fait qu'o-

1. De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 106-107 et 109. — Thiers *op. cit.*, t. VI, p. 500-501.

2. *Moniteur*, 7 et 15 prairial an VII.

béir aux ordres d'une souveraineté étrangère : ils ne doivent répondre de leurs actes qu'à celle-ci, en tant qu'ils n'ont rien fait personnellement de contraire aux lois de la guerre. Nous avons vu qu'au début des guerres de la Révolution, les alliés, prétendant exercer les droits du pouvoir légitime en France, avaient parlé de punir leurs adversaires qu'ils considéraient comme des rebelles. Mais cette conception fut bientôt écartée et l'on revint à la règle qui empêche de punir les soldats ennemis pour le seul fait d'avoir participé aux hostilités.

Cette règle, certaine pour les sujets de l'ennemi, doit s'appliquer aussi aux sujets neutres qui fournissent des secours militaires à l'un des belligérants. L'acte qu'ils accomplissent ainsi n'est pas contraire au droit des gens, les devoirs de neutralité incombant aux États et non aux particuliers. Il peut être interdit par le droit public d'un Etat. Alors les ressortissants de cet Etat ne pourront prendre du service militaire à l'étranger sans encourir des peines ou des déchéances. Mais cette interdiction n'aura effet qu'en droit interne et n'empêchera pas ces individus d'être des combattants réguliers. L'État contre lequel ils lutteront ne pourra s'en prévaloir pour les punir, car ce n'est pas à lui qu'appartient la souveraineté personnelle sur ces individus. Ainsi les sujets neutres faits prisonniers de guerre doivent être traités comme les sujets ennemis. Aussi doit-on blâmer un arrêté du Directoire du 7 brumaire an VII (28 octobre 1798) portant que « tout individu natif ou originaire des pays amis, alliés de la République française ou neutres, porteur d'une commission donnée par les ennemis de la France, ou faisant partie des équipages des bâtiments

de guerre et autres, ennemis, sera, par ce seul fait, déclaré pirate et traité comme tel, sans qu'il puisse, dans aucun cas, alléguer qu'il y a été forcé par violence, menaces ou autrement » (1). Toutefois, il ne faut pas pousser la critique trop loin. Visant le cas de sujets neutres qui ont pris des lettres de marque de l'un des belligérants, l'arrêté est conforme à une certaine doctrine (2). Mais il a dépassé la mesure en voulant considérer comme pirates les sujets neutres faisant partie de l'équipage des bâtiments de guerre ennemis, même s'ils avaient été enrôlés par force.

Chaque Etat ayant la souveraineté personnelle sur ses sujets pourra demander compte de leur conduite à ceux d'entre eux qu'il aura pris, les armes à la main, dans l'armée ennemie. Ceux-ci se sont rendus coupables du crime de trahison et peuvent être punis. Ces principes furent appliqués en France aux émigrés pris les armes à la main. Un décret du 9 octobre 1792 (3) décida que ceux-ci seraient traduits devant une commission militaire de cinq membres qui prononcerait contre eux la peine de mort. En outre l'art. 4 rendait les puissances ennemies « responsables de toute violation du droit des gens qui, par une fausse application du droit de représailles, pourrait être commise par les émigrés. » Ces commissions militaires eurent souvent à fonctionner et les correspondances des représentants en

1. Duvergier, t. XI, p. 14. Voy. aussi arrêté du Directoire du 24 brumaire an VII (14 novembre 1798), Duvergier, t. XI, p. 51-52.

2. D'après une opinion, le navire neutre qui fait la course avec une lettre de marque de l'un des belligérants doit être traité comme pirate. Voy. Calvo, *Le droit international théorique et pratique*, § 496.

3. Voy. aussi un décret interprétatif des 23-25 mars 1793.

mission et des généraux nous signalent de nombreuses exécutions d'émigrés pris les armes à la main (1). Il y avait là une organisation régulière d'après laquelle les coupables ne pouvaient être punis qu'en vertu d'une sentence de condamnation. On ne suivit pas, en effet, la méthode du général Vandamme qui, sans jugement, mettait lui-même à mort les émigrés qu'on venait de prendre (2).

Les émigrés n'étant pas traités comme des prisonniers de guerre, mais comme des criminels, ne furent pas compris

1. Lettre de Pache, ministre de la guerre, lue à la Convention, le 16 décembre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LV, p. 78. — Carnot et Duquesnoy, au Comité de salut public, 22 avril 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 136. — *Moniteur* du 13 mai 1793. — Berckem au général O'Moran, 27 juin et 6 juillet 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 398. — Trullard et Berlier au Comité de salut public ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 107, 108. — Le général Landremont au ministre de la guerre, 18 septembre 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 164. — Les représentants à l'armée du Nord au Comité de salut public, 8 septembre 1793 ; Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 358. — Les représentants à l'armée du Rhin au Comité de salut public, 13 septembre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 474. — Les représentants à Toulouse au Comité de salut public, 23 septembre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VII, p. 25. — Un représentant à l'armée des Alpes au Comité de salut public, 30 septembre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VII, p. 156. — Les représentants à Toulouse au Comité de salut public, 11 octobre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VII, p. 372. — Lettre d'un officier de l'armée du Rhin, lue à la Convention, le 10 septembre 1793, *Moniteur*, 12 septembre 1793. — Lettre de Milhau et Recamps du 7 septembre 1793 ; *Moniteur*, 18 septembre 1793. — Celliez, Varin et Berton au ministre de la guerre Bouchotte ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 349. — Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XXXIII, p. 274.

2. Lettre du 1^{er} jour du 2^e mois an II (22 octobre 1793) lue le 3 à la Convention ; *Moniteur*, 5^e jour du 2^e mois an II.

dans les cartels d'échange. Après Valmy, Dumouriez et Thouvenot écartèrent les demandes qui leur furent présentées à cet égard par Manstein et par le duc de Brunswick (1). Cette règle fut ensuite consacrée dans l'article 4 du décret du 25 mai 1793.

Les Français n'étaient pas seuls à agir ainsi. C'était le droit commun et il fut appliqué par leurs adversaires. Ainsi une proclamation du duc Albert de Saxe-Teschen du mois de juin 1792 déclara que les réfugiés belges qui se joindraient aux troupes françaises seraient traités comme rebelles et punis sur le champ (2).

L'ennemi qui cesse de combattre, avons-nous dit, a droit à la vie. Mais l'adversaire a le droit de l'empêcher de reprendre les armes. « Tout le droit que la guerre peut donner sur les captifs, dit Montesquieu, est de s'assurer tellement de leur personne qu'ils ne puissent plus nuire. » (3). Les restrictions à la liberté des prisonniers de guerre ne seront légitimes que dans la mesure nécessaire pour les empêcher de reprendre les armes. Le préambule du décret du 4-5 mai 1792 rappelait ce principe en le rattachant à la Déclaration des droits de l'homme (4). Le décret lui-même en fai-

1. Chuquet, *La retraite de Brunswick*, p. 91-92. — *Archives parlementaires*, t. LII, p. 271-275 et 517.

2. Borgnet, *Histoire des Belges à la fin du XVIII^e siècle*, 2^e édit., t. II, p. 40-41.

3. *Esprit des Lois*, l. XV, chap. II. — Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. VIII, § 150.

4. « L'Assemblée nationale... Considérant qu'aux termes de la Déclaration des droits, lorsque la société est obligée de priver un homme de sa liberté, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi ;

sait l'application (1). Il laissait à tous les prisonniers de guerre la faculté de prendre l'engagement d'honneur de ne point s'écarter du lieu qui leur aurait été désigné comme demeure. A la suite de cet engagement, la surveillance s'exerçant sur eux était adoucie (art. 6 et 7). Seuls les prisonniers qui n'auraient pas faits cette promesse devaient être détenus dans des édifices nationaux fermés (art. 9). Ceux qui manqueraient aux obligations résultant de leur engagement devaient être « traduits devant le tribunal de police correctionnelle et condamnés à garder prison pendant un temps plus ou moins long... » (art. 10) (2).

Tous les prisonniers étaient ainsi admis à promettre de ne pas s'éloigner du lieu qui leur était assigné comme demeure. Il en résultait un adoucissement à la captivité de guerre. Une autre mesure était possible et prévue par le décret du 25 mai 1793. C'était le renvoi des soldats ennemis dans leur pays sous promesse de ne pas combattre pendant un certain temps. Nous avons vu que cette clause était souvent insérée dans les capitulations (3). Parfois des

reconnaissant que ce principe s'applique plus particulièrement encore aux prisonniers de guerre qui, ne s'étant pas rangés volontairement sous la puissance civile de la nation, demeurent sous la sauvegarde plus spéciale du droit naturel des hommes et des peuples... »

1. Voy. aussi un règlement du 20 juin 1792. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 412, 414.

2. Un décret du 9 prairial an III (28 mai 1795) se montra plus rigoureux. Il punit de 6 ans de fers ou même de la mort le prisonnier de guerre qui, sans autorisation du gouvernement, sortirait du lieu fixé pour sa détention.

3. Voy. *suprà*, p. 80 et s.

prisonniers de guerre furent admis individuellement à prendre cet engagement (1).

On peut n'être pas disposé à renvoyer les prisonniers sous promesse de ne plus combattre si l'on estime qu'ils ne tiendront pas leur engagement. Telle fut la pensée de Bonaparte à l'égard de la garnison de Jaffa. D'après certains historiens, son opinion était confirmée par ce fait qu'à Jaffa se trouvait l'ancienne garnison d'El-Arish qui n'avait point tenu sa promesse de ne plus combattre contre les Français. D'autre part, Bonaparte ne pouvait renvoyer ces prisonniers en Egypte sans trop s'affaiblir. Les conserver au milieu de l'armée était une gêne, en même temps qu'il était très difficile de les nourrir. Aussi les fit-il fusiller le 10 mars 1799 (2). Cette mesure rigoureuse était justifiée à l'égard de l'ancienne garnison d'El-Arish qui avait manqué à son engagement, à supposer qu'elle se trouvât bien à Jaffa, ce qui est nié par Bourrienne (3). Pour les autres hommes faits prisonniers à Jaffa on peut se demander si l'on était en droit de les fusiller parce qu'on ne pouvait pas les nourrir et les garder. Il nous paraît bien que cette rigueur est illicite. Le vainqueur a le droit de priver de la liberté ses adversaires qui déposent les armes afin de les empêcher de

1. Ordre de Bonaparte au général Baraguey-d'Hilliers, 2 vendémiaire an IV (23 septembre 1796). Bonaparte au Directoire, 23 pluviôse an V (10 février 1797) ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 3 et 409. — Chuquet, *L'expédition de Custine*, p. 61.

2. Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 221-227. — De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 385. — De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 247-248. — Lavissee et Rambaud, *Histoire générale*, t. VIII, chap. VIII (Vast et Rambaud), p. 455. — De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 385.

3. *Mémoires*, t. II, p. 216.

lui nuire. Par contre il est tenu de l'obligation de les nourrir. S'il est dans l'impossibilité d'accomplir son obligation, cela ne peut pas augmenter son droit et lui permettre de mettre à mort les prisonniers. Toutefois il convient d'observer que Vattel, tout en posant ce principe, y ajoutait des restrictions. Il admettait, par exception, qu'on fit périr les prisonniers appartenant à une nation féroce, perfide et formidable, à condition cependant qu'on ne leur eût pas promis la vie et que cette mesure fût bien reconnue nécessaire (1). Or, en l'espèce, il semble bien que les conditions exigées par Vattel fussent réunies, à moins que l'on estime, avec de Sybel, que Bonaparte ait agi uniquement en vue de frapper ses adversaires de terreur. La nation que l'on combattait était formidable, étant données les faibles ressources que pouvait avoir Bonaparte en Syrie. Sa bonne foi et son humanité étaient fort douteuses : le gouverneur de Jaffa n'avait-il pas, en effet, fait mettre à mort le parlementaire envoyé par Bonaparte pour le sommer de se rendre ? (2) Enfin, cette mesure paraissait nécessaire. Il est vrai que, d'après Bourrienne, deux aides de camp de Bonaparte, Beauharnais et Croisier, envoyés pour apaiser la fureur des soldats qui pillaient la ville, avaient promis la vie sauve à la garnison pour qu'elle ne se défendît point dans le lieu où elle s'était retirée : mais ils l'avaient fait sans y être autorisés et contre la permission donnée de tout massacrer ; ils

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. VIII, § 151. — De Martens dit que la raison de guerre peut justifier cette mesure ; *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, § 272.

2. Bourrienne, *op. cit.*, t. II, p. 221-223. — De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 385. — De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 247.

furent réprimandés à ce sujet par Bonaparte. La mise à mort des prisonniers de Jaffa n'était pas absolument contraire au droit des gens tel que l'enseignait Vattel. Mais elle était en contradiction avec les principes posés par Montesquieu et par Rousseau, principes qui avaient inspiré le décret du 4-5 mai 1792.

Le vainqueur n'ayant pas de droit sur la vie de ses ennemis désarmés est tenu de subvenir à la nourriture et à l'entretien de ceux-ci tant qu'ils restent prisonniers de guerre. Le décret du 4-5 mai 1792 se conforma à cette règle en leur allouant « la totalité de la solde et des appointements de paix dont jouissent les grades correspondants de l'infanterie française » (art. 5). L'art. 18 du décret du 25 mai 1793 adopta une disposition analogue. Des actes du pouvoir exécutif manifestèrent les mêmes intentions (1).

La privation de liberté imposée aux ennemis désarmés ne doit pas être considérée comme une peine. Ainsi que nous l'avons dit, elle doit être réduite au minimum nécessaire pour les empêcher de reprendre les armes. Or, à cet égard, on peut trouver excessives les rigueurs qu'on fit subir à certains prisonniers français, notamment à La Fayette et au représentant Drouet (2).

1. Arrêté du Conseil exécutif provisoire du 21 juin 1795 : «.. Considérant que l'intérêt de la République et de l'humanité prescrivent de traiter avec égards des hommes qui, par le droit de la guerre, se trouvent placés sous la sauvegarde et la protection d'une nation généreuse... » Aulard, *Recueil*, t. V, p. 52-53. — 6 août 1795 : « Le Comité de salut public arrête que le ministre de la guerre donnera des ordres pour que les prisonniers de guerre et leurs officiers soient traités humainement ». Aulard, *op. cit.*, t. V, p. 487. — Féraud au Comité de salut public, 29 août 1795 ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 179.

2. Charavay, *Le général La Fayette*, dans la *Révolution française*,

Les prisonniers de guerre doivent être à l'abri de tout traitement humiliant. On ne doit pas oublier que, comme le disait Vergniaud le 4 mai 1792 à l'Assemblée législative, ce sont des hommes qui « ont rempli le plus honorable des devoirs en combattant pour leur patrie, comme nous nous remplissons le plus honorable des nôtres en combattant pour la nôtre (1) ». Le décret du 4-5 mai 1792 se conforma à cette idée en décidant que les violences ou insultes commises envers un prisonnier de guerre seraient punies comme si ces excès avaient été commis contre un citoyen français (art. 2).

Ce respect dû à la personne du prisonnier de guerre implique qu'on ne lui fera rien faire de contraire à ses devoirs. Par suite, on peut bien le faire travailler pour couvrir ses frais d'entretien, mais on ne peut pas s'en servir comme d'un auxiliaire pour les opérations militaires. Notamment, on ne peut pas le contraindre à entrer dans l'armée qui l'a forcé à déposer les armes. Cette règle posée en France par l'article 17 du décret du 25 mai 1793 ne fut pas exactement observée par les alliés. Les généraux français signalèrent parfois que ceux-ci avaient enrôlé de force des prisonniers (2). En 1795, Pitt enrôla de force des prison-

t. XXVIII, p. 209-210. — Récit fait par Drouet aux Cinq-Cents, le 23 nivôse an IV (15 janvier 1796) ; *Moniteur*, 28 nivôse an IV. — Voy. aussi *Archives parlementaires*, t. LVI, p. 224. — Les Anglais envoyèrent des prisonniers français à Botany Bay. Rapport de Talleyrand dans le *Moniteur* du 7 germinal an VI (27 mars 1798).

1. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 736.

2. Le général Clarke, au Comité de salut public, 19 septembre 1793 : Charavay, *Correspondance de Carnot*, t. II, p. 174. — Le général Jourdan au ministre de la guerre Bouchotte, 8 brumaire an II (29 octobre 1793) ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 434-435.

niers français pour prendre part à l'expédition de Quiberon (1).

Certains soldats, hors d'état de prendre part aux hostilités doivent être traités d'une façon spéciale. Ce sont les blessés. S'ils sont effectivement faits prisonniers, on doit les soigner, car c'est une obligation pour le capteur de subvenir aux besoins des ennemis désarmés qu'il retient ; c'est la contre-partie de la restriction qu'il impose à leur liberté (2). Mais le vainqueur ne peut-il pas se décharger de cette obligation en laissant la liberté aux blessés, c'est-à-dire pratiquement en les abandonnant sur le champ de bataille ? Il semble qu'il y ait pour lui un devoir de charité à ne pas agir ainsi. On pourrait même, en partant de l'idée de solidarité, considérer qu'il y a là une obligation juridique. D'ailleurs, dans le droit des gens moderne, la question des soins à donner aux blessés est tranchée par la Convention de Genève. Pour les guerres de la Révolution, on ne trouve que peu de renseignements à cet égard, probablement à raison de l'organisation défectueuse des services de secours aux blessés (3). On peut citer cependant que parfois

1. De Sybel, *op. cit.*, t. III, p. 461. — Sorel, *op. cit.*, t. IV, p. 565.

2. L'article 26 du décret du 25 mai 1795 faisait l'application de ce principe sous condition de réciprocité.

3. Notons cependant les secours fournis par l'archiduc Charles à Marceau : Parfait, *Marceau*, dans la *Revolution française*, t. XIV, p. 1058. — Lettre du général O'Moran à Dumouriez du 26 octobre 1792, lue à la Convention le 29 : *Archives parlementaires*, t. LII, p. 28. — Lettre de Dumouriez au général Moreton du 4 novembre 1792 : *Archives parlementaires*, t. LII, p. 207. — Lettre des commissaires de la Convention écrite à Metz le 19 juin et lue à la Convention le 25 : *Moniteur*, 26 juin 1795. — *Revue historique*, t. XXX, p. 522, 523, 550 et 551.

dans les bombardements on s'abstenait de tirer sur les hôpitaux (1). Souvent les capitulations contenaient une clause relative aux blessés laissés dans la place (2). Ceux-ci devaient être soignés par le vainqueur ; après leur guérison, ils devaient subir le même sort que la garnison. C'est là une solution très logique. Ces capitulations avaient pour but d'éviter l'abandon des blessés par le vainqueur. Celui-ci s'engageait à leur donner les soins que leur état rendait nécessaires. Il était naturel, après leur guérison, de les retenir à titre de prisonniers de guerre, à moins qu'on eût accordé un traitement plus favorable à la garnison (3).

L'intérêt de chaque belligérant est de renvoyer les prisonniers qu'il a faits à son adversaire en obtenant de celui-ci une compensation convenable. Il peut le faire, soit par un contrat de rançon, soit par un échange. Le gouvernement français eut à poser des règles à cet égard. Celles-ci sont contenues dans les décrets du 19 septembre 1792 et du 25 mai 1793. Elles s'inspirent de l'idée d'égalité entre les hommes. Aussi a-t-on repoussé la pratique ancienne d'après laquelle un officier était échangé contre plusieurs soldats

1. Le 11 frimaire en VIII (2 décembre 1799), le général français Clément, assiégé dans Coni écrivait au prince de Lichtenstein : « J'ai fait mettre des drapeaux noirs sur les hospices de la ville. J'attends de votre humanité qu'ils soient respectés, comme autrefois j'ai fait respecter ceux de la ville de Mantoue ». Roberti, *Le siège de Coni en 1799*, dans la *Révolution française*, t. XXXVI, p. 544, 545.

2. Capitulation de Malines du 16 novembre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 496. — Capitulation de Mantoue du 14 pluviôse an V (2 février 1797) ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 380.

3. Les articles additionnelles à la Convention de Genève posent l'obligation de renvoyer sur parole les blessés après guérison (art. 5) ; cette disposition a été critiquée.

et un général contre plusieurs officiers. On admit seulement la possibilité d'échanger homme pour homme et grade pour grade (art. 2 et 3 du décret du 19 septembre 1792 ; art. 2 et 5 du décret du 25 mai 1793) (1). Des dérogations à cette règle n'étaient possibles qu'avec l'autorisation de la Convention.

Le décret du 25 mai 1793 disposait que les individus désignés pour servir d'otages à la République ne seraient pas échangés (art. 3). C'était une solution naturelle, car ces individus ne sont pas retenus en vue de diminuer la puissance militaire de l'ennemi, mais pour les rendre responsables, par voie de représailles, des violations du droit des gens commises par l'adversaire.

Bien que certains individus soient spécialement gardés comme otages, on peut, le cas échéant, exercer des représailles sur des prisonniers de guerre ordinaires. Un décret du 1^{er} août 1792, rendu sur le rapport de Jean de Bry (2), disposa qu'en cas de violation des lois ordinaires de la guerre par l'ennemi, les représailles seraient exercées contre les nobles étrangers, les officiers et les généraux pris les armes à la main (art. 2). L'art. 3 disait que « dans tous les cas on suivrait à l'égard des soldats des troupes ennemis les règles ordinaires de la guerre » (2). Ce décret était une

1. Un arrêté du Conseil exécutif du 13 juin 1793 dispose que ces règles s'appliqueront provisoirement aux prisonniers de mer. Aulard, *Recueil*, t. IV, p. 542-543. Une loi du 26 ventôse an IV (16 mars 1796) abrogea celle du 25 mai 1793 pour les prisonniers français détenus sur le territoire anglais. Le cartel d'échange du 27 fructidor an VI (15 septembre 1798) entre la France et l'Angleterre admit, en conséquence, l'échange d'un officier contre plusieurs hommes. De Clercq, *Recueil des traités*, t. I, p. 368-371.

2. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 359-360.

réponse aux menaces du manifeste du duc de Brunswick qui venait d'être connu à Paris. Il était naturel de faire retomber les représailles sur ceux qui étaient considérés comme les soutiens de l'ancien régime à l'étranger. On pensait qu'au contact de l'armée française les peuples se lèveraient pour acclamer la Révolution, que les soldats ennemis viendraient se ranger sous le drapeau de la liberté. Nous retrouverons d'autres applications de cette idée, visant toutes à rendre la guerre moins lourde aux peuples. Ici on s'en était inspiré en n'exerçant pas de représailles contre les soldats. Mais la réalité des faits fit renoncer à ces utopies. Des hommes d'État moins idéalistes, mais connaissant mieux les nécessités de la défense, virent que les soldats autrichiens, anglais, espagnols, prussiens et piémontais étaient nos ennemis aussi bien que leurs chefs. C'est ce qui motiva le décret du 15 septembre 1793 qui abrogea implicitement le précédent. On décida de renoncer aux principes philanthropiques antérieurement suivis ; on prescrivit aux généraux de se conduire « envers les ennemis de la France de la même manière que les puissances coalisées se conduisent à son égard », et d'exercer « à l'égard des pays et individus subjugués par leurs armes, les droits ordinaires de la guerre » (1).

Si, maintenant, nous jetons un coup d'œil d'ensemble sur la condition faite par la France aux prisonniers de guerre pendant la période révolutionnaire, nous voyons que les décrets sur cet objet ont été inspirés par les principes

1. *Procès-verbaux de la Convention*, t. XX, p. 393. — Voy. aussi les explications données au sujet de ce décret à la séance de la Convention du 21 septembre 1793 ; *Moniteur*, 23 septembre 1793.

dégagés par les philosophes du XVIII^e siècle et énoncés par la Déclaration des droits de l'homme. L'idée qui domine est celle du respect de la personnalité humaine : c'est elle qui sert de fondement aux obligations de l'État capteur envers les prisonniers de guerre. Aussi ces décrets peuvent-ils soutenir la comparaison avec le traité de 1785 entre la Prusse et les États-Unis (art. 24) et avec les actes des temps modernes relatifs au traitement des prisonniers de guerre. Il était utile de mettre ce point en lumière, car, le plus souvent, on ne cite, pour la période révolutionnaire, que les actes rigoureux que nous avons indiqués. Nous avons vu que ceux-ci s'expliquent, dans une grande mesure, par l'état du droit des gens à cette époque ou par l'idée de représailles. Ces actes ne se présentent que comme des exceptions et ont soulevé la réprobation. Au reste, il n'est pas étonnant que, dans ces guerres longues et mettant en jeu les passions populaires, on ait dépassé parfois les limites des rigueurs permises. Mais ce qui forme vraiment la part propre de la Révolution en cette matière, ce sont les décrets du 4-5 mai 1792, du 19 septembre 1792 et du 25 mai 1793 et la Déclaration des droits de l'homme, qui ont consacré la règle du respect de la personnalité humaine. C'est cette œuvre qui a duré et qui montre qu'en cette matière la Révolution a fourni sa contribution utile au progrès du droit des gens.

CHAPITRE VI

PERSONNES PAISIBLES

La guerre étant un rapport d'État à État, les mesures violentes ne peuvent viser que les défenseurs de l'adversaire, c'est-à-dire les soldats. On ne peut pas les diriger contre les personnes qui ne prennent pas part aux hostilités (1). Si elles en sont atteintes c'est indirectement et en quelque sorte par accident. C'est ce qui arrive quand on cherche à faire capituler une place forte par un bombardement ou par la famine. S'il est interdit de tuer ou de maltraiter ces personnes, on peut songer cependant à prendre certaines précautions restrictives de leur liberté, pour les empêcher de nuire. Voyons comment il en fut usé pendant la Révolution.

La question peut se poser d'abord pour les sujets de l'ennemi qui se trouvent sur le territoire d'un belligérant à l'ouverture des hostilités. Trois solutions sont possibles : on peut les expulser, les retenir ou les laisser libres de partir ou de rester en les soumettant dans ce dernier cas à une certaine surveillance. Vattel n'admettait pas qu'on retînt les sujets de l'ennemi venus sur la foi des relations pacifiques ; on pouvait, d'après lui, les expulser en leur laissant

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. VIII, §§ 145-147. — G. F. de Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, § 272.

un délai convenable (1). De Martens paraît admettre qu'on pourrait, en l'absence de traités, exercer sur eux des représailles (2).

Pendant la Révolution, la France adopta d'abord les principes les plus libéraux. Ceux-ci furent exprimés dans une déclaration votée le 29 décembre 1791 par l'Assemblée législative sur la proposition de Condorcet (3). Le 1^{er} février 1793, la Convention qui venait de voter la guerre au roi d'Angleterre et au stathouder de Hollande décréta que leurs sujets se trouvant en France étaient sous la protection de la loi.

Les mesures rigoureuses ne tardèrent pas à apparaître. Un des motifs de la rupture avec l'Angleterre avait été le vote de l'*alien bill* qui soumettait les étrangers à une surveillance rigoureuse et donnait au gouvernement le droit de les expulser : son but était d'arrêter la propagande révolutionnaire (4). En Espagne, des ordonnances du 4 et du 15 mars 1793 pri-

1. *Droit des gens*, t. III, chap. IV, § 63.

2. *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, t. VIII, chap. III, § 268.

3. « L'asile qu'elle (la nation française) ouvre aux étrangers ne sera point fermé aux habitants des contrées dont les princes l'auront forcée à les attaquer ; et ils trouveront, dans son sein, un refuge assuré. Fidèle aux engagements pris en son nom, elle se hâtera de les remplir avec une généreuse exactitude. Mais aucun danger ne pourra lui faire oublier que le sol de la France appartient tout entier à la liberté et que la loi de l'égalité y doit être universelle. Elle présentera au monde le spectacle nouveau d'une nation vraiment libre, soumise aux règles de la justice au milieu des orages de la guerre et respectant partout, en tout temps, à l'égard de tous les hommes, les droits qui sont les mêmes pour tous. » *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 618.

4. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 241 et 262.

rent des mesures d'expulsion à l'égard des Français (1). De son côté, l'Empereur ordonna de chasser les Français qui n'auraient pas une autorisation spéciale (2). Enfin nous avons vu que le 8 février 1793, Catherine II ordonna d'expulser les Français qui ne prêteraient pas un certain serment (3). C'étaient là des mesures de défense contre la propagande révolutionnaire.

En France, on avait tout d'abord accueilli les étrangers à bras ouverts. C'était une idée chère aux partisans de la propagande armée, aux Girondins et à Anacharsis Cloots que seuls les rois, les nobles et les prêtres étrangers étaient les ennemis de la France, que tous les peuples étaient ses amis (4). Mais on dut reconnaître combien cette conception était fausse. Ce fut alors une idée bien opposée qui prévalut. On se crut menacé de tous côtés par des complots. Dès lors les étrangers devinrent suspects et des mesures rigoureuses furent prises pour empêcher de nuire ceux qui se trouvaient en France.

Le 21 mars 1793, sur le rapport de Jean de Bry, la Convention décida l'établissement dans chaque commune d'un comité chargé de recevoir les déclarations de résidence des étrangers. L'étranger, né dans un pays en guerre avec la France, qui ne pouvait justifier d'un établissement formé ou d'une profession exercée en France, ou d'une propriété

1. Barère à la séance de la Convention du 16 août 1793, *Moniteur*, 17 août 1793.

2. *Moniteur*, 29 juin 1793.

3. Voy. *suprà*, p. 40.

4. Voy. ce que disaient Isnard à la séance du 29 novembre 1791 et Brissot à celle du 29 décembre 1791 ; *Archives parlementaires*, t. XXXV, p. 442, t. XXXVI, p. 602.

immobilière acquise ou de son civisme, était tenu, sous huit jours, de quitter le territoire de la République (art. 8). Ce système pouvait laisser en France des sujets ennemis dont la présence était, dans certains cas, gênante. Les autorités locales y remédiaient. Ainsi, le 25 avril 1793, la municipalité de Lille prit un arrêté expulsant de la ville tous les Anglais qui s'y trouvaient domiciliés : le 27 avril, le Conseil exécutif approuva cette décision (1). Celle-ci était d'ailleurs purement provisoire, et le 27 avril, l'exécution en fut suspendue en raison du changement des circonstances (2).

Le 1^{er} août 1793, la Convention décréta la mise en arrestation des « étrangers des pays avec lesquels la République était en guerre et non domiciliés en France le 14 juillet 1789 ». Ce n'était qu'une mesure provisoire car le décret chargeait une commission de présenter un projet de loi sur les étrangers en général. Ce projet fut, en effet, soumis le lendemain à la Convention par Garnier de Saintes au nom du Comité de sûreté générale. Il tendait à expulser les sujets suspects des nations avec lesquelles nous étions en guerre. Mais il fut renvoyé à un nouvel examen du Comité (3).

Ce projet aboutit au décret du 6 septembre 1793 qui prit des mesures de sûreté commandées par le salut public (4).

1. Charavay, *Correspondance de Carnot*, t. II, p. 145, note, p. 158 et la note.

2. Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 164-165.

3. *Moniteur*, 5 août 1793.

4. Voici le préambule de ce décret : « La Convention nationale, considérant que les puissances ennemies de la République, violant les droits de la guerre et des gens, se servent des hommes mêmes en faveur de qui la nation française exerce journellement des actes de bienfaisance et d'hospitalité, pour les diriger contre elle, et que

Il portait que les étrangers nés sur le territoire des puissances avec lesquelles la République était en guerre seraient mis en état d'arrestation (art. 1). Les articles suivants établissaient des exceptions en faveur de ceux qui fourniraient des preuves de leur civisme. Le décret punissait de mort ceux qui se livreraient à l'espionnage (art. 9) et les sujets des puissances ennemies qui entreraient en France après sa promulgation (art. 12). En somme, si on laisse de côté ces deux dernières dispositions et quelques autres analogues, le décret n'édicte l'arrestation que des sujets ennemis suspects.

Dès le lendemain, on alla plus loin en décrétant l'arrestation de tous les sujets ennemis. Nous aurons à revenir sur ce décret du 7 septembre qui prononçait en même temps la confiscation des biens de ces individus. Le 13 septembre, il fut rapporté. Mais, dès le lendemain, un décret « suspendit l'exécution de celui par lequel le décret du 7 septembre 1793 concernant les Anglais avait été rapporté ». Il semble résulter des termes employés que l'arrestation devait s'appliquer aux Anglais et non aux sujets des autres puissances en guerre avec la République. Ce qui le confirme c'est que, le 18 du 1^{er} mois an II (9 octobre 1793), lorsqu'on demanda de rapporter le décret du 7 septembre, la discussion porta sur le sort à faire aux Anglais. Cette demande fut repoussée et on décida à nouveau l'arrestation de tous les sujets anglais se trouvant sur le territoire de la République (1).

le salut public lui commande des mesures de sûreté que les principes d'union et de fraternité avaient jusqu'ici rejetées... »

1. Dans la discussion, Robespierre déclara qu'on ne pouvait, dans la guerre, séparer le peuple anglais de son gouvernement : « ...On

Pour appliquer le même système aux autres ennemis de la France, il fallut un nouveau décret qui intervint le 25 du 1^{er} mois an II (16 octobre 1793). Saint-Just, dans son rapport au nom du Comité de salut public, montra bien la nature de la mesure à prendre. « La détention de ces étrangers, disait-il, ne doit les priver que des moyens de correspondre avec leur pays et de nous nuire ; cette détention doit-être douce, car la République exerce contre eux une mesure politique et non pas un ressentiment » (1). Ce décret n'eut pas une bien longue existence ; le 27 germinal an II (16 avril 1794), on y substitua un régime plus doux en décidant que les sujets ennemis ne pourraient habiter ni Paris, ni les places fortes, ni les villes maritimes pendant la durée de la guerre (art. 6). Quelques exceptions étaient apportées à cette défense. Dans les autres localités, les étrangers étaient soumis à des mesures de surveillance (2).

Le système fut encore modifié par un décret du 23 messidor an III (11 juillet 1795) complété par un autre du 15 thermidor (2 août) de la même année. Les sujets ennemis étaient

vous a dit : mais nous ne sommes pas en guerre avec le peuple anglais, mais bien avec son gouvernement. Ce discours m'a fait frémir, car on eût dit qu'on voulait favoriser les marchands anglais au moment où il faut asseoir sur leur ruine la prospérité de la République française... » *Moniteur*, 26 du 1^{er} mois an II.

1. *Moniteur*, 27 du 1^{er} mois an II.

2. C'était l'application de l'idée énoncée par Saint-Just dans ses *Fragments sur les institutions républicaines* : « Pendant la guerre, pour prévenir toutes conjurations de la part de l'étranger, et tout mouvement subversif de l'ordre social, les étrangers, les sujets des gouvernements avec lesquels la République est divisée, sont exclus des emplois et des villes. » Cité dans Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XXXV, p. 514.

tenus de sortir de France : à défaut de le faire dans le délai fixé, ils devaient être regardés comme espions et poursuivis comme tels.

Les sujets d'un belligérant se trouvent en contact avec les autorités militaires de l'ennemi en cas d'invasion. On ne peut exercer de violences contre eux tant qu'ils ne résistent pas à l'envahisseur. Ce principe était méconnu lorsque, conformément à la pratique du XVIII^e siècle, on livrait au pillage une ville prise d'assaut. Le pillage n'allait point sans des violences dont les habitants étaient victimes. En outre, certaines sommations de capituler que nous avons signalées précédemment sont faites sous menace, en cas de résistance, de passer au fil de l'épée même les habitants. Ajoutons que parfois on se plaint de violences, réelles ou prétendues, commises par les soldats contre des personnes paisibles.

L'envahisseur doit sauvegarder la liberté individuelle des habitants. Il peut cependant prendre vis-à-vis de ceux-ci des mesures de sûreté et Vattel va même jusqu'à lui reconnaître le droit de les faire prisonniers, soit pour les empêcher de nuire, soit pour amener l'ennemi à faire la paix (1). Il doit aussi les laisser libres dans l'exercice de leur culte. Cette règle sera généralement observée entre peuples ayant un fonds religieux commun. Mais il faut la maintenir même à l'égard d'habitants ayant une religion différente de celle de l'envahisseur : c'est même principalement pour ce cas qu'il importe de la poser. Ce principe fut parfois méconnu pendant la Révolution par des agents subalternes, quelquefois même par des représentants en

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. VIII, § 148.

mission (1). Mais, par ailleurs, les commandants militaires prirent souvent des mesures pour assurer aux habitants le libre exercice de leur culte (2).

L'envahisseur exerce à l'égard des habitants des réquisitions qui peuvent avoir pour objet des services personnels. Mais il faut dire que ces services ne devront pas impliquer la participation des habitants aux opérations militaires contre leur patrie (3). Cette règle ne fut pas exactement suivie pendant les guerres de la Révolution. Des habitants furent parfois requis d'exécuter des travaux militaires, constructions de retranchements ou de ponts, et furent même, dans certains cas, exposés aux projectiles (4). On con-

1. Le représentant Bernard de Saintes au Comité de salut public, Montbéliard 14 frim. an II (4 décembre 1793) : « J'ai fait prendre gaiement un arrêté pour faire enterrer sans prêtre les hommes de toutes les religions... » Aulard, *Recueil*, t. IX, p. 197. Cette politique ne fut pas approuvée et Robespierre jeune fut chargé de revenir sur les rigueurs de Bernard. Lods, *Un conventionnel en mission. Bernard de Saintes et la réunion de la principauté de Montbéliard à la France*, p. 42, 43, 46 et s.

2. Arrêté du Conseil exécutif du 8 février 1793 ; Aulard, *Recueil*, t. II, p. 73-74. — Robespierre jeune à Maximilien Robespierre, 29 germinal an II (18 avril 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XII, p. 678-679. Lettre de Carnot aux représentants à l'armée de la Moselle, 8 prairial an II (7 mai 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XIII, p. 778. — Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 77, 78, 82, 96-98, 113. — Chélaré, *op. cit.*, p. 11-13, 35. — *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 402, 403, 432, 433, 506, 526, 554, 576. — Général Doppet, *Mémoires*, p. 314. — De la Jonquière, *L'expédition d'Egypte*, t. I, p. 579, 582, 583, 585, 616.

3. Art. 44 et 52 du règlement de La Haye.

4. En 1792, les Autrichiens firent travailler les habitants des campagnes aux ouvrages dirigés contre Lille ; lettres des commissaires dans le département du Nord à la Convention, 8 octobre 1792 ; Aulard, *Recueil*, t. I, p. 113. — En octobre 1792, réquisition de

traignit aussi les habitants à fournir des renseignements d'ordre militaire et à servir de guides, pratique que l'on retrouve dans les guerres modernes mais qui n'en est pas moins contraire aux principes (1). Enfin, on prétend même qu'en 1793, le duc Albert de Saxe-Teschen avait ordonné aux habitants de Tourcoing, en état de porter les armes, d'entrer dans son armée (2).

Nous venons de voir quelle est la condition des personnes paisibles, se trouvant, soit en pays ennemi, soit en pays occupé. Certains non-combattants peuvent accompagner les armées. Ce sont, par exemple, les médecins et tout le personnel sanitaire, auxquels la Convention de Genève a assuré certaines immunités. Le décret du 25 mai 1793 décida, sous condition de réciprocité, que les non-combattants au service des armées ne seraient pas faits prisonniers de guerre, mais renvoyés dès que leur qualité aurait été établie (art. 7). Une convention du 26 mars-7 avril 1795 entre les commissaires de l'Empereur et ceux de

paysans par Custine pour construire un ouvrage de défense pour Mayence ; Chuquet, *L'expédition de Custine*, p. 212. — Réquisition de paysans pour réparer un pont en décembre 1800 ; Chélard, *Les armées françaises jugées par les habitants de l'Autriche*, p. 110, 128.

1. Chuquet, *Valmy*, p. 178. — Chélard, *op. cit.*, p. 127, 129. — Bonaparte à la municipalité de Frabosa, 7 floréal an IV (26 avril 1796) : « Le général en chef... est très persuadé du bon esprit de vos concitoyens et de leur attachement à la République française ; ils en donneront une preuve non équivoque en... faisant connaître au commandant français les hommes qui, par leurs relations avec l'ennemi, doivent être surveillés ou punis ». *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 229-230. — Marbot, *Mémoires*, p. 76-77.

2. Prentout, *Tourcoing pendant les occupations étrangères de 1792 et 1793*, dans la *Révolution française*, t. XXVII, p. 66.

la France et le cartel du 27 fructidor an VI (13 septembre 1798) entre la France et l'Angleterre décidèrent de même que ces individus seraient rendus sans être échangés. Cette règle devait s'appliquer aussi à l'avenir (1).

Bien qu'étant une relation d'Etat à Etat, la guerre peut entraîner, non seulement en fait, mais encore en droit, des entraves aux rapports entre les sujets des belligérants. Ces restrictions peuvent être relatives, soit aux relations personnelles, soit à la circulation des marchandises d'un pays à l'autre. Elles se présentèrent surtout dans les rapports entre la France et l'Angleterre. Mais leur étude, pour être complète, demanderait l'examen du droit de la guerre maritime qui fut alors suivi. Elle nous ferait connaître l'origine historique du blocus continental. C'est une étude que nous ne pouvons entreprendre ici. Aussi nous bornerons-nous à indiquer seulement quelques unes des restrictions apportées au commerce entre belligérants.

On avait pensé d'abord, en France, à maintenir les communications avec l'Angleterre, par certains paquebots ; le 31 janvier 1793, le Conseil exécutif avait chargé le ministre des affaires étrangères d'écrire, dans ce but, à lord Grenville (2). Mais le gouvernement anglais interdit à ses sujets de correspondre avec la France (3). Le Conseil exécutif ordonna alors d'empêcher le départ pour l'Angleterre des personnes qui ne seraient pas munies d'un passeport du

1. G. F. de Martens, *Recueil des traités*, 2^e édit. t. VI, p. 62-65. De Clereq, *Recueil des traités*, t. I, p. 568.

2. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 50-51 — Voy. aussi un arrêté du Conseil exécutif du 11 février 1795 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 111.

3. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 520-521.

pouvoir central (1). A raison des circonstances, les représentants en mission prirent des mesures plus énergiques. Ils interceptèrent les communications directes entre la France et l'Angleterre (2). Cette prohibition ayant été éludée en faisant passer les correspondances par la frontière du nord, ils interdirent l'échange de lettres avec les pays étrangers ou occupés par les armées ennemies (3). Ce n'étaient là que des mesures provisoires rendues nécessaires par les circonstances du moment et prises pour éviter « la corruption de l'esprit public ». Le Comité de salut public se borna à ordonner l'organisation d'un bureau « pour l'ouverture des lettres réputées suspectes venant des pays appartenant aux gouvernements avec lesquels la République est en guerre » (4). Ainsi, les relations entre les sujets des belligérants ne furent pas interdites. Parfois même, pour les faciliter, des paquets de lettres étaient remis par des parlementaires aux autorités militaires de l'ennemi (5).

1. Arrêtés du 25 février et du 2 mars 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 193, 194, 242 et 243.

2. Arrêtés des commissaires dans le Nord et le Pas-de-Calais du 23 mars et du 26 mars 1793 ; Charavay, *Correspondance de Carnot*, t. II, p. 19 et 29. — Lettre des mêmes du 24 mars 1793 au Comité de défense générale ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 23. — Les commissaires aux côtes de Lorient à Dunkerque, 26 mars 1793 ; Aulard, *Recueil*, t. II, p. 536. — Arrêté du Comité de salut public du 7 avril 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 135.

3. Arrêté de Carnot et Duquesnoy du 17 avril 1794 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 123. — Arrêté du conseil général de la commune de Dunkerque du 15 mai 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 235.

4. Arrêté du 16 avril 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 280-281.

5. Les représentants aux côtes de la Méditerranée au Comité de salut public, 8 mai 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. IV, p. 66.

Mais le commerce ne s'exerçait plus sous le régime de faveur créé par les traités : il retombait sous l'empire du droit commun. Dès lors, une prohibition unilatérale relative au commerce était possible. Nous avons dit que ce fut l'un des moyens par lesquels Catherine II manifesta ses mauvaises dispositions vis-à-vis de la France en 1793 (1). L'Empereur prohiba l'exportation des armes à destination de la France, mais permit tout autre commerce (2). Le roi de Prusse, en son nom et en celui de son allié, promit faveur et protection aux négociants qui se rendraient à la foire de Francfort, à l'exception de ceux qui étaient en guerre avec lui (3). De son côté, la Convention, par un décret du 1^{er}-2 août 1793, déclara traître à la patrie tout Français qui placerait des fonds sur les comptoirs ou banques des pays en guerre avec la République. De plus, le commerce extérieur fut gêné par les prohibitions mises à l'exportation des armes et des subsistances.

Le 29 janvier, le 2 et le 4 février 1793, le Conseil exécutif prenait des mesures pour prohiber l'importation des marchandises anglaises (4). Le 1^{er} mars 1793, la Convention intervint. Elle déclara « annulés » les traités de commerce conclus entre l'ancien gouvernement français et les puissances en guerre avec la République ; elle interdit l'introduction en France de certains objets présumés anglais ; elle

1. Voy. *suprà*, p. 40.

2. *Moniteur*, 29 juin 1793.

3. Les commissaires dans le Bas-Rhin, la Moselle et la Meurthe à la Convention, 8 février 1793 ; Aulard, *Recueil*, t. II, p. 76.

4. Aulard, *Recueil*, t. II, p. 22, 52 et 53. — Une mesure semblable avait été prise par Catherine II à l'égard des marchandises françaises par édits du 8 et du 19 avril 1793.

exigea que les objets importés, à l'exception des prises maritimes, des armes, des viandes salées, etc., fussent accompagnés de certificats d'origine justifiant qu'ils n'avaient pas été fabriqués dans un Etat en guerre avec la République. La défense d'introduire en France des marchandises anglaises ou réputées anglaises fut renouvelée par un décret du 18 du 1^{er} mois an II (9 octobre 1793) et par une loi du 10 brumaire an V (31 octobre 1796). Ainsi que nous venons de le voir, la prohibition d'importer des marchandises provenant de pays ennemis ne s'appliquait pas à certains objets considérés comme particulièrement nécessaire. En outre de l'énumération de la loi, le pouvoir exécutif permit parfois l'introduction de certaines marchandises venant de pays ennemis (1). En signant la paix, on stipula presque toujours qu'en attendant la conclusion d'un traité spécial, les rapports de commerce seraient réglés de la même façon qu'avant la guerre. Quelquefois le régime provisoire fut celui de la nation la plus favorisée. Le traité de paix avec le duc de Parme du 15 brumaire an V (5 novembre 1796) posa lui-même les règles auxquelles serait soumis le commerce.

1. Un représentant à l'armée des Pyrénées-Orientales au Comité de salut public, 17 août 1793 ; Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 18. — Arrêté du Conseil exécutif du 6 octobre 1795 ; Aulard, *op. cit.*, t. VII, p. 250-251. — Arrêté du Comité de salut public du 28 pluviôse an II (16 février 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XI, p. 181.

CHAPITRE VII

PROPRIÉTÉ ENNEMIE

De l'idée que la guerre est un rapport d'Etat à Etat dans lequel les individus ne sont ennemis que comme soldats, il résulte que les droits pécuniaires des particuliers doivent être respectés. Ceci s'applique non seulement aux personnes paisibles, mais encore aux militaires car on ne peut user de mesures violentes contre ceux-ci qu'en tant qu'ils prennent part aux hostilités. Le fait qu'ils possèdent des biens est sans influence sur leur participation à la guerre, aussi leurs droits pécuniaires doivent être respectés. Ils ne sont exposés aux hostilités que comme défenseurs de l'un des belligérants ; or, ce n'est pas en cette qualité qu'ils sont propriétaires. Il suit de là que la propriété personnelle des prisonniers de guerre doit être respectée, de même que les objets ne rentrant pas dans l'équipement militaire qui sont trouvés sur les morts (1). Quand on parle

1. Le 24 octobre 1792, la Convention fit une application de cette idée sur la proposition de Rühl. *Archives parlementaires*, t. LII, p. 641. — Au contraire, après la bataille des Pyramides, nos soldats dépouillèrent les cadavres ; Gaffarel. *Les campagnes de la première République*, p. 282. — Des soldats offrirent à la nation des objets pris sur des cadavres ennemis. Voy. : lettre de Courtois, Lequinio, Cochon et Bellegarde lue le 5 mai 1795 à la Convention ; *Moniteur*, 7 mai 1795 ; lettre des représentants aux armées du Rhin et de la Moselle, lue le 19 nivôse an II (8 janvier 1794) à la Convention ;

du régime de la propriété privée en temps de guerre, on n'a donc pas à distinguer suivant qu'elle appartient ou non à des personnes paisibles.

A l'ouverture des hostilités, les sujets d'un belligérant peuvent posséder des biens sur le territoire de l'ennemi. Vattel dit que celui-ci ne peut les retenir « non plus que leurs effets » car ils sont venus sur le fondement d'une promesse tacite que toute liberté leur serait laissée pour le retour (1). De Martens est plus rigoureux ; il admet la saisie des biens des sujets ennemis qui se trouvent sur le territoire d'un belligérant, à moins que le contraire n'ait été stipulé par traité. La puissance belligérante pourrait aussi, dit-il, confisquer les sommes qu'elle doit aux sujets de l'ennemi. Mais il ajoute qu'en fait on n'a guère recours à ce dernier moyen qui serait nuisible au crédit de l'Etat (2).

Dans la déclaration du 29 décembre 1791, on avait annoncé que la nation française respecterait « en tout temps, à l'égard de tous les hommes, les droits qui sont les mêmes pour tous » (3). Quand la guerre eut éclaté, on ne put pas s'en tenir à ces maximes libérales. Il se passa pour les biens

Moniteur, 20 nivôse an II ; lettre d'un des représentants à l'armée du Rhin, du 7^e jour, 2^e décade, 2^e mois an II (7 novembre 1793) ; Aulard, *Recueil*, t. VIII, p. 285. — En juillet 1794, pour faire cesser des ravages inutiles à Liège, Jourdan menaça d'incendier les propriétés des généraux belges au service de l'Empereur ; de Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 52. — Les art. 5-8 du titre V du code des délits et des peines pour les troupes de la République du 21 brumaire an V punissent les soldats qui ont dépouillé un mort ou un blessé.

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. IV, § 63 ; l. III, chap. V, § 77.

2. De Martens, *op. cit.* l. VIII, chap. III, § 268 ; l. VIII, chap. IV, § 279.

3. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 618.

possédés en France par des sujets ennemis à peu près ce que nous avons vu pour leur séjour sur le sol français. Le gouvernement espagnol avait expulsé les Français par des ordonnances du 4 et du 15 mars 1793. Leurs biens furent séquestrés et affectés à la réparation des dommages causés par les Français à la nation espagnole ou à ses sujets. En réponse à ces mesures, la Convention, par décret du 16 août 1793 rendu sur le rapport de Barère (1), ordonna le séquestre des biens possédés en France par les sujets espagnols. Ces biens devaient servir à indemniser les sujets français expulsés d'Espagne et ceux qui auraient souffert quelque préjudice de la part des armées espagnoles.

Le 7 septembre 1793, la Convention décréta l'arrestation des sujets ennemis se trouvant sur le territoire de la République et la confiscation de leurs biens. Nous avons vu les vicissitudes que subit ce décret, d'abord rapporté, puis remis en vigueur à l'égard des Anglais (2). Un décret du 18 du 1^{er} mois an II (9 octobre 1793) ordonna de même la confiscation des biens situés en France et appartenant à des Anglais, Ecossais, Irlandais et Hanovriens. Cette rigueur ne s'étendait pas à d'autres sujets ennemis. En effet un décret du 9 ventôse an II (27 février 1794) n'indique comme sujets ennemis auxquels cette mesure s'applique, que les Anglais et les Espagnols. Mais on alla plus loin et un décret du 18 messidor an II (6 juillet 1794) appliqua la confiscation aux biens possédés en France par tous les habitants des pays en guerre avec la République. Il ne semble pas que ces décrets aient produit d'heureux résultats. Nos

1. *Moniteur*, 17 août 1793.

2. Voy. *suprà*, p. 115.

ennemis prirent contre nos nationaux des mesures analogues qui nous furent très onéreuses. Il en résulta des gênes pour le commerce : les neutres eux-mêmes se sentaient menacés car ils craignaient toujours d'être impliqués dans la guerre. Aussi un décret du 14 nivôse an III (3 janvier 1795) rapporta ces mesures. Il ordonna la restitution des biens saisis à leurs propriétaires. Ce qui avait été présenté tout d'abord comme une confiscation ne fut donc, en réalité, qu'un séquestre. Une clause des traités de paix accorda aux sujets respectifs la restitution des objets saisis ou confisqués à cause de la guerre (1). Cette stipulation manque cependant dans les traités de paix conclus par la France avec le roi de Portugal le 20 août 1797 et le 29 septembre 1801 et avec la Russie le 8 octobre 1801.

La propriété privée peut se trouver, en fait, exposée aux atteintes de l'ennemi en pays occupé. Comme la guerre est un rapport d'Etat à Etat, cette propriété doit, en principe, être respectée. Cette règle, aujourd'hui certaine (2), n'a pas toujours été reconnue. Vattel dit encore que les choses appartenant aux sujets de l'ennemi sont des choses ennemies ;

1. Traités de paix passés par la République française avec : le roi de Prusse, 5 avril 1795, art. 8 ; le roi d'Espagne, 22 juillet 1795, art. 10 ; le landgrave de Hesse-Cassel, 28 août 1795, art. 7 ; le roi de Sardaigne, 15 mai 1796, art. 9 ; le duc de Parme, 5 novembre 1796, art. 4 ; le roi des Deux-Siciles, 10 octobre 1796, art. 5 et 7 ; le duc de Wurtemberg, 7 août 1796, art. 7 ; le margrave de Bade, 22 août 1796, art. 16 ; l'Empereur, 17 octobre 1797, art. 2 et 9 ; l'Empereur et le Corps germanique, 9 février 1801, art. 10 ; le roi des Deux-Siciles, 28 mars 1801, art. 5 ; l'électeur Palatin de Bavière, 24 août 1801, art. 8 ; l'Angleterre, 27 mars 1802, art. 14.

2. Art. 46 et 47 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre adopté par la Conférence de La Haye.

par suite on peut s'en emparer. Il ajoute que, dans la pratique, les belligérants se relâchent de cette rigueur et laissent leurs biens aux particuliers (1). Les philosophes sont allés plus loin, posant la règle qui prohibe le butin et le pillage. Kant déclare que « la guerre donne le droit d'imposer à l'ennemi vaincu des fournitures et des contributions, mais non de piller le peuple, c'est-à-dire d'arracher aux particuliers leurs biens ». (2) C'était conforme à l'idée de Rousseau. Cette conception théorique et cette pratique bienveillante ont contribué à faire accepter la règle du respect de la propriété privée ennemie qui fut formulée au début du XIX^e siècle par des hommes d'Etat et par des jurisconsultes. (3) Voyons quelle fut, à cet égard, la pratique de la Révolution.

Le principe du respect de la propriété privée par les belligérants fut plusieurs fois formulé. Il le fut d'abord dans la déclaration proposée par Condorcet et votée le 29 décembre 1791 par l'Assemblée législative ; il y était dit de plus que les maux involontaires que les troupes françaises auraient fait éprouver aux citoyens sur une terre étrangère seraient réparés (4). Dans une proclamation à l'armée française lue par le ministre de la guerre à l'Assemblée législative le 29 juin 1792, le roi prescrivait aux soldats de

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. XIII, §§ 195, 200. — G. F. de Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. III, § 268, chap. IV, § 279.

2. *Eléments métaphysiques de la doctrine du droit*, trad. Barni, § 57, p. 224. — Saint-Just, *Fragments sur les institutions républicaines*, dans Buchez et Roux, *op. cit.*, t. XXXV, p. 312.

3. Lettre de Talleyrand à Napoléon I^{er}, du 20 novembre 1806 ; *Moniteur*, 5 décembre 1806. — Klüber, *op. cit.*, § 265.

4. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 618.

« respecter les propriétés de l'homme paisible » (1). Souvent, en entrant en pays ennemi, les généraux annonçaient leur intention de garantir les personnes et les propriétés (2).

Le principe ne fut ouvertement méconnu que dans des cas exceptionnels. Ainsi, pendant l'occupation d'Égypte on décida que tous les biens des Mamelucks seraient confisqués au profit de la République française. Cette mesure s'expliquait par l'idée que les Mamelucks étaient des usurpateurs. Mais elle blessait les intérêts de vassaux et de fermiers héréditaires qui, moyennant certains services, avaient obtenu la concession de ces biens (3). Ajoutons, d'autre part, que, d'après un mémoire qu'il faut, semble-t-il, rapporter à la fin de l'an II, le plan du Comité de salut public à cette époque aurait été de donner aux colons de Saint-Domingue les moyens d'attaquer la partie espagnole de cette colonie et de leur laisser la propriété des terres qu'ils auraient ainsi conquises (4).

Cen'était pas tout d'admettre la règle de l'inviolabilité de

1. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 672.

2. Proclamation de Montesquiou aux peuples de la Savoie, du 21 septembre 1792, lue le 3 octobre à la Convention ; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 296. — Instructions du Comité de salut public du 7 brumaire an III (28 octobre 1794) sur la conduite à tenir en Belgique. *La Révolution française en Hollande*, p. 49. — Bonaparte au peuple de la Carinthie, 12 germinal an V (1^{er} avril 1797) ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 575-577. — Art. 10, décret du 2 mars 1793 sur la conduite à tenir par les généraux chez le peuple batave. — Art. 2 décret du 15 décembre 1792.

3. De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 243.

4. Ce mémoire est intitulé : *Diplomatie de la République française conformément au plan tracé par le Comité de salut public*. Voy. dans la *Révolution française*, t. XIV, p. 1115.

la propriété privée. Il fallait la mettre en application. Il fallait notamment empêcher le pillage : or c'est là que se présentaient les difficultés. La correspondance des généraux et des représentants en mission, les récits des historiens signalent de nombreux vols et brigandages commis par les soldats français (1). Mais ces actes, assurément très regrettables, n'étaient pas le propre de l'armée française

1. Le général d'Anselme fut accusé d'avoir laissé piller Nice lors de son entrée, le 29 septembre 1792 ; le capitaine Masséna qui, plus tard, ne fit pas toujours preuve d'une très grande délicatesse, était impliqué dans cette affaire. Mais il semble qu'en réalité le pillage de Nice fut effectué par la lie de la population, la veille de l'arrivée du général d'Anselme. Voy. à ce sujet : *Archives parlementaires*, t. LV, p. 727, t. LVI, p. 225. Aulard, *Recueil*, t. I, p. 248, 249, 276-278, t. III, p. 29. Charavay, *Correspondance de Carnot*, t. III, p. 168-169. Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution*, t. I, p. 151. — Lettre du général Moreton au ministre de la guerre, du 28 septembre 1792, disant qu'on n'a pas pu empêcher les soldats de piller la ville française de Saint-Amand reprise sur les Autrichiens ; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 250, 251. — Lettre de Custine du 20 octobre 1792 signalant des faits de pillage à Spire ; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 568-569. — Lettre des commissaires en Belgique, du 23 décembre 1792 ; Aulard, *Recueil*, t. I, p. 354. — Chuquet, *L'expédition de Custine*, p. 159-160. — Lettre des commissaires en Belgique, 14 janvier 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 470-472. — Blaux au Comité militaire, 6 avril 1793 ; Aulard, *Recueil*, t. III, p. 130. — Blaux à la Convention, 7 avril 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 149-150. — Les représentants aux armées du Nord et des Ardennes au Comité de salut public ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 172. — Custine au président de la Convention, 25 avril 1793 ; *Moniteur*, 2 mai 1793. — Les représentants à l'armée du Nord au Comité de salut public ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 518-519. — Incendie du village d'Adinkerke en mai 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 297, 301, 302. — Pillages en Italie ; de Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 355. — De Sybel, *op. cit.*, t. IV, p. 233-235.

et les soldats ennemis en commettaient de semblables (1). Au reste, ces atrocités sont inévitables dans la guerre. On ne peut songer à inculquer assez bien les principes du droit des gens à chaque soldat pour qu'il ne commette jamais d'abus. Ce qu'il faut demander, c'est que les chefs militaires ne méconnaissent pas ces principes et que, dans la mesure du possible, ils s'efforcent de les faire observer par leurs subordonnés. Or nous avons vu que les autorités françaises avaient proclamé la règle du respect de la propriété privée ; nous indiquerons comment elles essayèrent de la faire observer. Mais il était particulièrement difficile, pendant les guerres de la Révolution, d'assurer ce respect. D'abord, dans les premières années, l'armée française comprenait un grand nombre de volontaires fort indisciplinés. Souvent les généraux et les représentants en mission se plaignent de l'insuffisance des moyens de contrainte à leur égard. Enfin il faut tenir compte des souffrances éprouvées par les

1. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 5, 480-483. — Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 109, 161-163 ; Valmy, p. 180 ; *La retraite de Brunswick*, p. 184-185. — Prentout, *Tourcoing pendant les occupations étrangères en 1792 et 1793*, dans la *Révolution française*, t. XXVII, p. 59-77. — Les commissaires à Châlons à la Convention, 2 octobre 1792 ; Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 89. — Un représentant à l'armée du Nord au Comité de salut public, 29 août 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 173. — Rapport du général Ronsin, envoyé à l'armée du Nord, du 17 août 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 18-19. — Les commissaires dans le Nord, au Comité de salut public, 23 août 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 35-36. — Un représentant à l'armée du Nord au Comité de salut public, 1^{er} nivôse an II (21 décembre 1793) ; Aulard, *op. cit.*, t. IX, p. 563. — De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 74. — Foucart et Finot, *La défense nationale dans le Nord de 1792 à 1802*, t. I, p. 159.

troupes. La période de la Révolution a été, en France, une époque de détresse économique par l'effet même de la guerre qui enlevait aux travaux agricoles les hommes et les chevaux. Les ressources avaient diminué et les besoins augmentaient. Jamais on n'avait mis en ligne des armées aussi nombreuses. Les soldats étaient mal nourris, mal vêtus et souvent la solde était arriérée. On comprend combien, dans ces circonstances, était difficile la répression du pillage (1).

Les autorités militaires françaises apportèrent leurs efforts à la réalisation de ce but. Quand cela fut possible, elles firent restituer les objets volés par les soldats et, parfois, accordèrent des indemnités aux victimes du pillage (2). On voulut aussi punir les soldats qui se livraient à ces excès. Mais les moyens dont on disposait au début des guerres de la Révolution étaient insuffisants. Régulièrement il fallait mettre en mouvement les cours martiales, conformément à la loi. Mais les généraux et les représentants aux armées se plaignaient de la lenteur de ce procédé. Ils demandaient au pouvoir central d'établir une répression plus énergique

1. Bonaparte écrivait au Directoire le 7 floréal an IV (26 avril 1796) : « Le pillage est moins fort. Cette première soif d'une armée manquant de tout s'éteint. Les malheureux sont excusables ; après avoir soupiré trois ans du sommet des Alpes, ils arrivent à la terre promise et ils en veulent goûter. » *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 217-218.

2. Lettre de Custine du 9 octobre 1792 : *Archives parlementaires*, t. LII, p. 477. — Lettre des commissaires à l'armée du Nord, du 7 novembre 1792 ; Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 229. — Lettres des commissaires à l'armée de Belgique, lues à la Convention le 27 décembre 1792 et le 14 janvier 1795 : *Archives parlementaires*, t. LV, p. 705, t. LVII, p. 40-41. — Lettre de Custine du 25 avril 1795, lue le 30 à la Convention ; *Moniteur*, 2 mai 1795.

du pillage (1). Ils allèrent plus loin et prirent eux-mêmes les mesures qu'ils jugeaient nécessaires. A Spire, Custine fit fusiller sur-le-champ quelques pillards (2). Cet exemple fut suivi et l'on trouve de nombreux ordres de généraux punissant de mort ceux qui se livreraient au pillage (3). Quelquefois le pouvoir central intervenait pour confirmer

1. Rapport des commissaires à l'armée de Belgique, lu à la Convention les 22 et 23 janvier 1793 ; *Archives parlementaires*, t. LVII, p. 610. — Les commissaires en Belgique à la Convention, 18 mars 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 393-394. — Lettre du ministre de la guerre lue à la Convention le 21 mars 1793 ; *Moniteur*, 22 mars 1793. — Discours de Camus à la Convention, 22 mars 1793 ; *Moniteur*, 24 mars 1793. — Carnot au Comité de salut public, 2 juin 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 318. — Le général Houchard au Comité de salut public, 29 août 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 62. — Un représentant à l'armée du Nord au Comité de salut public, 13 septembre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 466. — Le représentant aux armées de la Moselle et des Ardennes au Comité de salut public, 2 floréal an II (21 avril 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XII, p. 730.

2. Lettre de Custine au ministre de la guerre, du 2 octobre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 368-369.

3. Chuquet, *La trahison de Dumouriez*, p. 52, 54. — Les représentants aux armées du Nord et des Ardennes au Comité de salut public ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 299. — Custine au général O'Moran, 6 juin 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 331-332. — Les représentants à l'armée du Nord au Comité de salut public, septembre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VII, p. 159-160. — Un représentant aux armées du Rhin et de la Moselle au Comité de salut public, 4 frimaire an II (24 novembre 1793) ; Aulard, *op. cit.*, t. VIII, p. 683. — Ordres de Bonaparte pendant la campagne d'Italie ; voy. notamment, *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 204, 205, 208, 209, 217, 218, 219, 223, 266, 323, 479, 480, 753, 754 ; t. II, p. 393, 394, 530, 571. — Chélaré, *Les armées françaises jugées par les habitants de l'Autriche*, p. 9-10, 14-15, 148-153, 181-182.

ces dispositions (1). Mais si le nombre de ces ordres indique une intention persistante d'arrêter ces abus, il montre aussi qu'on ne parvenait pas à ce résultat

Nous avons dit que, dans leurs invasions en France, des soldats ennemis avaient pillé. Cependant leurs chefs s'efforçaient d'empêcher ces désordres. Les Prussiens y réussirent en partie avant la bataille de Valmy : mais lorsque la retraite commença, les chefs furent impuissants à maintenir l'ordre dans cette armée si bien disciplinée. Sur notre frontière du Nord, les généraux autrichiens cherchèrent aussi à réprimer le pillage (2). Mais comme nos ennemis eurent, le plus souvent, à combattre sur leur territoire, la question du respect de la propriété privée ennemie se posa surtout pour nos troupes.

Malgré les difficultés que nous avons signalées, la conduite de nos soldats mérita dans certains cas tous les éloges. La campagne de l'armée de Pichegru en Hollande en

1. Le Directoire exécutif au général Bonaparte, 9 floréal an IV (28 avril 1796) et 27 floréal an IV (16 mai 1796) ; de Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 435 et 441. — Arrêté du Comité de salut public du 18 septembre 1795 : Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 555-554. — Carnot aux représentants à l'armée de la Moselle, 8 prairial an II (27 mai 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XIII, p. 778. Ajoutons que le code des délits et des peines pour les troupes de la République du 21 brumaire an V (11 novembre 1796) punit de mort les soldats coupables d'avoir, à main armée ou en troupe, pillé ou détruit sans ordre la propriété privée (art. 1-3).

2. Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 100, 109, 161-162 ; *Valmy*, p. 180. — Séance du Comité de salut public du 19 avril 1795 ; Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 326-327. — Le général Demont au Comité de salut public, 19 octobre 1795 ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 365.

1794 et 1795 est restée célèbre à cet égard. Les soldats mal nourris, mal vêtus pendant cet hiver si rigoureux, respectèrent les propriétés et les personnes. Les historiens sont d'accord pour louer leur modération. De Jomini, parlant de cette campagne, dit « qu'un patriotisme pur soutient les soldats républicains ; car jamais ils ne coururent à la victoire plus gaiement et sans commettre moins d'excès. Des volumes ne suffiraient point pour consacrer tous les actes d'héroïsme et de désintéressement qui les immortalisèrent. » Leur conduite paraît encore plus digne d'éloges si on la compare à celle des Anglais « qui dépouillaient sans merci le pays dont ils étaient censés être les auxiliaires » (1).

Le même respect des personnes et des propriétés fut de règle pendant l'occupation française en Autriche en 1797. Bonaparte, qui craignait de voir ses communications coupées par des insurrections, prescrivit à ses soldats d'agir avec la plus grande modération vis-à-vis des habitants. Il sut faire exécuter ses ordres et, d'après les rapports des habitants du pays, la conduite de nos soldats fut satisfaisante (2).

Lorsque les généraux s'efforçaient d'empêcher le pillage, ils s'inspiraient parfois d'idées humanitaires, estimant que les abus qu'ils réprimaient n'étaient pas conformes aux

1. *La Révolution française en Hollande*, p. 52, 67, 73. — De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 166. — Thiers, *op. cit.*, t. VII, p. 3, 20-21.

2. Gaffarel, *Les campagnes de la première République*, p. 222-223. — Chélar, *op. cit.*, p. 37, 39-42, 64. — Pendant l'occupation de l'Allemagne et de l'Autriche par Moreau en 1800 et 1801, il y eut bien quelques pillages ; mais, en général, la conduite de nos troupes fut satisfaisante. Les rapports des habitants disent plusieurs fois que les Français se sont mieux conduits que les Autrichiens ; Chélar, *op. cit.*, *passim*.

vertus républicaines (1). Parfois, comme en Hollande, ils voulaient ménager un peuple qu'on prétendait délivrer d'un tyran et dont on espérait se faire un allié. Mais, bien souvent, on réprimait le pillage à raison de ses inconvénients au point de vue de la discipline et pour ne point pousser les habitants à l'insurrection. C'était la pensée de Carnot qui rappelait que « le brigandage, suivant l'expression du feu roi de Prusse, qui pourtant n'était pas fort scrupuleux, est à la guerre la source de tous les malheurs » (2). Bonaparte, en Autriche, n'avait pas eu une autre pensée. Il avait agi par pur intérêt, car, sans cela, on ne voit pas pourquoi il aurait respecté la propriété privée en Autriche après l'avoir si lourdement grevée de contributions en Italie.

C'était donc, en général, à raison de ses inconvénients militaires que le pillage était interdit par les généraux. On concevait dès lors qu'il fût permis dans certains cas et notamment dans une ville prise d'assaut. C'était la doctrine admise à cette époque. Wolff et de Martens la formulent et nous la retrouvons encore au début du XIX^e siècle chez Klüber (3). Cette règle est exprimée aussi dans la correspondance des généraux (4). Le 4 novembre 1794, elle

1. Voy. dans Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 505 un placard relatif au pillage de Furnes, intitulé : *Le petit-fils du véritable Père Duchêne à ses frères d'armes*, et exprimant cette idée.

2. Lettre au Comité du salut public du 2 juin 1795 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 518.

3. Wolff, *Droit des gens*, § 1192. — De Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, § 287. — Klüber, *op. cit.*, § 265.

4. Voy. par exemple la lettre du général Stettenhoffen au colonel autrichien de Drachstadt du 2 juin 1795 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 516.

fut mise en pratique par les Russes qui saccagèrent Praga (1). En 1799, Bonaparte livra au pillage la ville de Jaffa qu'on venait de prendre d'assaut. Cette rigueur se comprenait d'autant mieux ici qu'elle revêtait le caractère de représailles, le gouverneur de la place ayant fait couper la tête au parlementaire envoyé par Bonaparte (2). Mais on n'usa pas toujours à la rigueur du droit ainsi reconnu en doctrine et en pratique : ainsi se prépara la notion moderne qui exclut le pillage des villes prises d'assaut. Custine empêcha le pillage de Spire, quoiqu'il eût enlevé la ville de vive force (3). En mai 1793, nos troupes prirent de vive force la ville de Furnes. Les représentants et les généraux s'efforcèrent aussitôt d'empêcher le pillage et y réussirent un instant. Mais il recommença bientôt ; ils parvinrent enfin à le faire cesser. Alors ils prirent toutes les mesures nécessaires pour assurer la restitution des objets enlevés à leurs propriétaires (4). Ajoutons enfin, comme dernier exemple, que, pendant la campagne d'Égypte,

1. Sorel, *op. cit.*, t. IV, p. 187-188. — De Sybel, *op. cit.*, t. III, p. 274-278. — De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 191.

2. De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 247. — De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 385. — Pillage de Campredon ; lettre du général Dagobert lue à la Convention le 22 du 1^{er} mois an II (13 octobre 1793), *Moniteur*, 24 du 1^{er} mois an II.

3. Lettre de Custine au ministre de la guerre, du 2 octobre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 368-369.

4. Voyez les pièces rapportées dans Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 295, 297, 298, 299-303, 304, 305, 306, 307, 316, 318, 331, 332. *Relation de la prise de Furnes par les Français*, par Van der Meulen, rapportée dans Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 457-474.

Alexandrie fut prise d'assaut et ne fut cependant pas livrée au pillage (1).

On ne peut pas confisquer et détruire la propriété privée ennemie, par cela seul qu'elle est ennemie : c'est en cette proposition que se résume la règle du respect de la propriété privée en temps de guerre. Mais cette propriété peut être atteinte par des mesures de guerre. Des destructions sont occasionnées par les opérations militaires. Le 29 juin 1792, le maréchal de camp Jarry se crut en droit d'appliquer ces principes et de brûler les faubourgs de Courtrai, afin de se défendre plus facilement contre les Autrichiens : quelques heures après, il évacua la ville. Ces faits ayant été portés à la connaissance de l'Assemblée, celle-ci décida aussitôt que les victimes de cet incendie seraient indemnisées. On demanda aussi, sans l'obtenir, que Jarry fût mis en jugement. Le 21 août 1792, il fut destitué par le Conseil exécutif provisoire (2). Ces faits sont intéressants car ils caractérisent l'état d'esprit de l'Assemblée législative. Sans doute, on ne peut poser en règle générale l'obligation pour un belligérant de réparer les dommages causés aux propriétés privées par ses opérations militaires. D'autre part, nous ne savons pas s'il était nécessaire, au point de vue de la défense de Courtrai de détruire tous les faubourgs. Mais ce qu'il faut retenir, c'est le fait d'une Assemblée qui conserve assez le respect des droits d'autrui pour douter de la nécessité d'une mesure ainsi prise et

1. Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 88-89.

2. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 452, t. XLVII, p. 188. — Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 27. — Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 35-37.

pour vouloir indemniser ceux qui en ont été victimes. Cet exemple est assez rare pour mériter d'être relevé.

La destruction de la propriété privée est légitime si elle est effectuée en vue d'une opération militaire ou si elle en est la conséquence. On peut se demander si elle sera licite, étant appliquée à tous les objets qui se trouvent sur un territoire et faite en vue d'y rendre impossible le séjour de l'ennemi. C'est une question que nous retrouverons plus loin sous une autre forme. Nous nous demanderons si l'on a considéré comme licite, pendant la Révolution, l'enlèvement de tous les objets utiles à l'adversaire, en vue d'empêcher sa subsistance sur un territoire déterminé. C'est, en d'autres termes, se demander si le droit de réquisition, même exercé dans un but purement militaire, n'a pas certaines limites.

Poser cette question, c'est admettre implicitement le droit de réquisition et celui de lever des contributions en pays occupé, l'un et l'autre étant régis par les mêmes principes. Ces droits sont, en effet, reconnus de nos jours où l'on admet le respect de la propriété privée : ils l'étaient *a fortiori* à une époque où cette dernière règle ne faisait que s'établir.

Par la force des choses on fut amené, de part et d'autre, pendant la Révolution, à lever, en pays occupé, des réquisitions et des contributions. Il y eut, à ce sujet, des plaintes et les habitants prétendirent parfois qu'on leur imposait une charge excessive. Il se produisit aussi des dilapidations de la part des agents chargés de la perception. Ces abus se retrouvent dans toutes les guerres et nous ne nous y arrêtons pas davantage. Nous voulons seulement insister sur

quelques caractères spéciaux que présentent les réquisi-
et les contributions à l'époque de la Révolution.

On s'efforça de ne pas faire porter le poids de la guerre sur le peuple des pays envahis, mais seulement sur les privilégiés que l'on considérait comme les seuls ennemis de la France. Custine, pendant son expédition sur les bords du Rhin fit le premier, l'application de cette idée (1). Labourdonnaye qui s'en était écarté et avait, en novembre 1792, établi un emprunt forcé sur Tournai, fut désavoué (2). En Belgique, Dumouriez, s'inspirant de la même idée ne levait pas de contributions proprement dites, mais cherchait à se procurer de l'argent au moyen d'emprunts forcés imposés au clergé (3). Souvent les généraux en établissant une contribution de guerre ordonnaient de ne la lever que sur les riches et les privilégiés. Nous retrouverons encore cette règle dans une proclamation de Bonaparte au peuple de la Lombardie du 30 floréal an IV (19 mai 1796) (4). De même, en 1799, Championnet frappa d'une contribution les habitants du royaume de Naples en les taxant suivant leurs opinions politiques (5).

1. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 100, 109, 110. — Lavis et Rambaud, *Histoire générale*, t. VIII, chap. V (Vast), p. 237-238. — Proclamation de Custine aux citoyens de Worms, du 8 octobre 1792; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 478-479.

2. Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 90-94.

3. Rapport des commissaires à l'armée de Belgique, lu à la Convention les 22 et 23 janvier 1795; *Archives parlementaires*, t. LVII, p. 611. — Lettre de Dumouriez lue à la Convention le 26 janvier 1795; *Moniteur*, 27 janvier 1795.

4. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 559-561.

5. De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 560. — A l'inverse, le prince de Cobourg occupant Liège en mars 1795 établit une contribution im-

On avait songé à consacrer ce système par une règle positive. Le 20 octobre 1792, Anacharsis Cloots avait, à ce sujet, fait un rapport à la Convention. Il faisait remarquer que la guerre actuelle ne ressemblait pas aux guerres antérieures. « Ce ne sont pas ici des hostilités ordinaires, disait-il, ce n'est pas un roi qui fait la guerre à des rois, une nation à des nations ; c'est le genre humain qui a prononcé un arrêt irrévocable contre des castes dévorantes, contre des corporations oppressives. » Il proposait de décréter que les contributions de guerre ne seraient supportées que par les princes ennemis et les adhérents à leur tyrannie (1). Ce projet n'aboutit pas. Le 28 octobre, la Convention passa à l'ordre du jour sur la proposition d'un de ses membres tendant à ce que le comité de la guerre présentât un projet sur le même objet (2). Le décret du 15 décembre 1792 sur la conduite à tenir dans les pays occupés ne parlait pas des contributions. Il supposait cependant que des avances pourraient être faites par ces pays à la Républi-

putable principalement sur les biens des révolutionnaires ; Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 338. Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 227.

1. Dans ce projet de décret il était dit : « La Convention nationale, fidèle à la Déclaration des droits de l'homme, considérant que les frais de la guerre doivent porter sur ceux qui l'ont provoquée ; voulant donner à nos voisins un nouveau motif de secouer le joug qui les humilie et les ruine, décrète : Art. 1^{er}. Quand les troupes françaises entreront dans une province soumise à une puissance ennemie, le général, de l'avis de son conseil, exigera une contribution proportionnée aux ressources du pays. 2. Cette contribution ne portera que sur le prince ou chef du gouvernement, ses agents et tous autres fauteurs et adhérents de la tyrannie... » *Archives parlementaires*, t. LII, p. 595 594.

2. *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 22.

que Française et son art. 10 disait qu'il en serait fait état en vue du compte à intervenir ultérieurement. Ces avances pouvaient être faites en une autre forme que celle de contributions de guerre. Celles-ci, d'ailleurs, étaient mal vues de Cambon, l'inspirateur du décret du 15 décembre. Dans un rapport fait, le 1^{er} février 1793, (1) au nom du comité des finances, il disait que « les révolutions ne peuvent se faire avec des contributions, parce qu'elles pèsent sur la partie indigente et laborieuse du peuple ». Selon lui, les peuples rendus libres par nos armes devaient rechercher le moyen de nous indemniser, dans la vente de leurs biens nationaux. Ce procédé était long, et comme les armées ne pouvaient attendre on eut recours néanmoins aux contributions.

L'emploi de ce moyen fut réglé en septembre 1793. Le 15, la Convention avait décrété que les généraux exerceraient « à l'égard des pays et des individus subjugués par leurs armes les droits ordinaires de la guerre ». Le 18 septembre, le Comité de salut public leur donna des instructions pour assurer l'exécution de ce décret (2). Les généraux devaient exiger des contributions des pays occupés en les faisant porter *principalement* sur les privilégiés et les corporations religieuses et en en donnant des récépissés. L'arrêté disait de taxer *principalement* les privilégiés : il ne semblait donc pas exclure une participation des petites gens au paiement de la contribution. Il prescrivait aussi aux armées de vivre sur le pays ennemi, sans dire d'ailleurs si les objets requis

1. *Moniteur*, 4 février 1793.

2. Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 553-554. — Carnot aux représentants à l'armée de la Moselle, 8 prairial an II (27 mai 1794); Aulard, *op. cit.*, t. XIII, p. 778.

à cet effet seraient payés. Il est probable que bien souvent ils ne le furent pas ou qu'ils le furent en assignats, ce qui ne valait pas beaucoup mieux. D'ailleurs les réquisitions s'adressaient à tous les possesseurs des objets dont on avait besoin, sans qu'il fût ici question d'appliquer une règle plus rigoureuse aux privilégiés.

Le but des contributions de guerre est de fournir des ressources à l'armée d'occupation. Ce but indique la limite au droit d'en lever pour que l'exercice n'en dégénère pas en un pillage organisé et aussi peu respectueux de la propriété privée que le pillage individuel⁽¹⁾. A une époque où le respect de la propriété privée ennemie était encore mal établi, on conçoit qu'on ait voulu lever des contributions de guerre non seulement pour faire vivre l'armée d'occupation, mais au profit d'autres armées ou pour subvenir aux besoins généraux de l'État. Sous l'ancien régime, « *l'extraordinaire des guerres* est une des ressources les plus sûres des financiers du temps » (2). Les hommes de la Révolution reprirent ces errements. L'application la plus large en fut faite pendant la campagne d'Italie, mais ce n'était pas une innovation.

Déjà auparavant, on voit se manifester le désir de parer à la détresse des finances françaises à l'aide des ressources tirées des pays occupés. C'est l'idée qui inspire Cambon, sur le rapport duquel fut voté le décret du 15 décembre 1792 (3). Son but était alors de relever le crédit des assignats en les faisant circuler dans les pays occupés et en diminuant ainsi

1. Art. 49 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre adopté par la conférence de La Haye.

2. Sorel, *op. cit.*, t. I, p. 82.

3. *Archives parlementaires*, t. LV, p. 70-76.

le nombre de ceux qui se trouvaient en France. Ce fut aussi le désir de faire hausser le cours des assignats en leur affectant comme gage nouveau les biens nationaux de la Belgique, qui conduisit à l'annexion de ce pays. Les mêmes intentions se manifestèrent quant à la levée des contributions et réquisitions. Déjà le 26 janvier 1793 on lisait à la Convention une lettre de Dumouriez annonçant que sur des assignations mises par lui sur les communautés et corps ecclésiastiques de la Belgique, 60 millions restaient à la disposition de la République. Il faisait espérer qu'il annoncerait « avant peu d'autres mesures prises pour approvisionner les armées des Alpes et de l'Italie » (1). Ce système s'appliqua surtout aux réquisitions dans la région du Rhin et de la Meuse. Les denrées étaient plus difficiles à dissimuler que l'argent et dépassaient souvent les besoins de l'armée d'occupation. On les faisait alors passer sur les derrières de celle-ci. Un arrêté du Comité de salut public du 18 septembre 1793, intervenu pour l'exécution du décret du 15, prescrivit aux généraux d'agir ainsi pour les « vivres, fourrages, bestiaux, chevaux, cordes, fers, chanvres, toiles, cuivres, étoffes, laines et toute espèce de hardes, charbons, bois de chauffage et tous les objets qui ne seraient pas d'une nécessité indispensable pour le moment et qui pourraient leur être utiles dans la suite » (2). Cet arrêté prescrivait donc non seulement de vivre sur le pays, mais d'y faire

1. *Moniteur*, 27 janvier 1793. — Le 7 brumaire an II (28 octobre 1793), on offrit à la Convention « une somme de 8380 livres en numéraire, produit des contributions levées sur les sujets du tyran d'Espagne ». *Moniteur*, 8 brumaire an II.

2. Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 554.

des provisions pour l'avenir en requérant tout ce dont l'armée pouvait avoir besoin un jour. Cette mesure était conforme aux idées du temps. Ce qui le montre c'est d'abord qu'elle était l'exécution du décret du 15 septembre ; c'est aussi que, le 19, avant de connaître l'arrêté du Comité de salut public, les représentants à l'armée du Nord donnaient au général Gigaux des règles de conduite analogues (1). On trouve de nombreuses applications de ces principes pour les régions du Nord et de l'Est où la guerre était très active (2).

Pour le Palatinat, le système fut même complété et organisé d'une façon spéciale. Il reçut dans les actes officiels un nom, d'ailleurs fort bien choisi ; ce fut l'*évacuation* du Palatinat. Celle-ci fut réglée par un arrêté du Comité de

1. « Nous ne pensons pas que nous devons aujourd'hui faire la guerre en dupes, comme l'an dernier. Il nous faut vivre aux dépens du pays ennemi. Nous croyons que les grosses provisions de l'armée, les grains, fourrages, etc., peuvent être enlevés au profit de la République, ce qui peut être malheureux pour les particuliers, mais ce que nous pouvons faire en conquérants et sauf à ces particuliers à se faire indemniser par leurs gouvernements, comme le nôtre le fait en même occasion. Cette mesure serait même, à notre sens, d'autant meilleure qu'elle serait légalisée par des ordres supérieurs ». Le Comité de salut public approuva ces instructions. Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 172.

2. Voy. notamment : Le chef de brigade Dufresse au Comité de salut public, 4 octobre 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 252-253. — Le général Vandamme au Comité de salut public, 6^e jour, 2^e mois an II (27 octobre 1793) ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 417. — Les représentants à l'armée des Ardennes à la Convention et au Comité de salut public, 13 brumaire an II (3 novembre 1793), 16 brumaire an II (6 novembre 1793) ; Aulard, *op. cit.*, t. VIII, p. 207, 257. — Les représentants à l'armée de la Moselle à la Convention, 12 frimaire an II (2 décembre 1793) ; Aulard, *op. cit.*, t. IX, p. 116-117.

salut public du 22 nivôse an II (11 janvier 1794) (1). Des agents devaient être envoyés dans le Palatinat pour requérir « tous les objets transportables appartenant aux habitants du pays » et susceptibles de quelque utilité. Ces objets étaient mis à la disposition de la République et non pas seulement à celle de l'armée occupante. Les réquisitions ne s'appliquaient pas seulement aux objets susceptibles de servir aux troupes mais à tous ceux présentant quelque utilité. Ce n'était plus le simple exercice du droit de réquisition, mais l'appropriation par l'occupant des biens des sujets ennemis. Ce qui le montre bien, c'est un arrêté du Comité de salut public du 6 germinal an II (26 mars 1794) ordonnant de vendre sur place les vins pris sur les ennemis du Palatinat (2).

Vers le même temps, on songea à porter la guerre en Italie pour en tirer des ressources financières (3). Ce projet, qui ne put aboutir alors, fut mis à exécution en 1796 par Bonaparte. Cette fois, ce fut par des contributions qu'on tira des ressources des pays occupés. Au début, le Directoire avait seulement prescrit à Bonaparte de vivre sur le pays en y levant des contributions (4). Le général, en en-

1. Aulard, *op. cit.*, t. X, p. 188. — Voy. aussi un arrêté du Comité de salut public du 5 pluviôse an II (24 janvier 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. X, p. 413. Arrêté du Comité de salut public du 24 floréal an II (13 mai 1793) ; Aulard, *op. cit.*, t. XIII, p. 487, 488.

2. Aulard, *op. cit.*, t. XII, p. 186. — Dans une lettre du 17 germinal an II (6 avril 1794) un représentant aux armées du Rhin et de la Moselle annonce qu'il va s'adresser aux Bâlois pour leur échanger du vin contre des objets de première nécessité. Aulard, *op. cit.*, t. XII, p. 431.

3. Voy. Sorel, *op. cit.*, t. IV, p. 70-71.

4. De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 430, 431.

trant en campagne, annonça aux soldats que la guerre allait pourvoir désormais à leurs besoins, qu'il allait les conduire « dans les plus fertiles plaines du monde » pour y trouver « honneur, gloire et richesses ». Ces promesses s'accomplirent. Il en résulta que les soldats ne firent plus seulement la guerre pour la défense de la patrie et la gloire de la République ; chacun voulut en tirer un profit personnel. En touchant à la terre promise chacun voulut en jouir : de là le pillage des soldats, les exactions des chefs. Ce n'était plus le généreux élan républicain de 1793, le temps où officiers et soldats supportaient avec un égal désintéressement une misère commune (1). Bonaparte fit, en même temps, de l'armée d'Italie la grande pourvoyeuse de la République. Une partie des sommes levées par lui fut envoyée au ministère des finances ou aux autres armées (2). D'ailleurs, toutes ces sommes ne provenaient pas de contributions de guerre proprement dites : certaines avaient été versées à titre d'indemnités de guerre (3). On comprend très bien que celles-ci aient fait retour au trésor français et aient été affectées à d'autres dépenses qu'à celles de l'armée d'Italie. L'indemnité de guerre est, en effet, la restitution à un Etat de ce que lui ont coûté les hostilités.

1. Lavis et Rambaud, *op. cit.*, t. VIII, chap. VIII (Vast et Rambaud), p. 416-417. La fameuse proclamation à l'armée d'Italie : « Soldats, vous êtes mals nourris et presque nus... » est seulement le résumé des harangues prononcées par Bonaparte aux officiers des demi-brigades.

2. Voy. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, notamment, t. I, p. 301, 383, 464, 465, 466, 478 ; t. II, p. 482-483 ; t. III, p. 59. — Lavis et Rambaud, *op. cit.*, t. VIII, chap. VIII (Vast et Rambaud), p. 435.

3. Ces indemnités étaient stipulées dans les traités conclus par Bonaparte avec les princes italiens.

Ces contributions en Italie et ces réquisitions dans le Palatinat avaient pour but de fournir des ressources à l'Etat français. La levée de ces réquisitions eut aussi pour effet de ruiner le pays sur lequel elle s'exerça et, par suite du défaut de subsistances, d'y rendre les opérations de l'ennemi plus difficiles en cas de retour offensif de sa part. On avait, pour partie au moins, visé ce résultat, lorsqu'on avait pratiqué le système de l'évacuation. Il pourrait arriver qu'on recourût à des destructions en masse dans le seul but de priver l'adversaire de subsistances. Il semble que la question de la légitimité de ces moyens doive se résoudre dans les deux cas par les mêmes principes, car l'atteinte à la propriété privée est la même dans l'un et l'autre. Cette atteinte n'a pas pour raison d'être la conservation de l'armée d'occupation, mais un but militaire plus éloigné, l'augmentation des ressources générales d'un belligérant la diminution de celles de son adversaire. Aussi comprenons qu'on hésite à admettre la légitimité de ces procédés. Cependant ces moyens n'étaient pas considérés comme illécites au XVIII^e siècle. Vattel et de Martens admettent qu'on peut dévaster un pays pour y faire manquer l'ennemi de subsistances ou pour l'obliger à sortir de sa retraite afin de couvrir ce pays(1). Bonaparte usa de ces rigueurs en revenant de Syrie ; pour rendre l'attaque de l'Egypte plus difficile à l'armée turque, il fit, sur son passage, incendier les villages et les bois, dévaster les champs et emmener le bétail (2).

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. IX, §§ 166, 167. — De Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, § 280.

2. De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 254. — Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 250-251.

La question du respect de la propriété privée, telle que nous venons de l'examiner, suppose qu'une armée se trouve en territoire ennemi : c'est alors aussi que peuvent être levées des réquisitions et des contributions. Mais ces questions ne se posent plus dans les mêmes termes lorsqu'au cours d'une guerre avec une tierce puissance un Etat occupe, par son armée, le territoire d'un allié. Alors il est bien entendu que la propriété privée doit être respectée. Le droit de réquisition sera exercé par les autorités locales et uniquement d'après les dispositions du droit interne. Des accords interviendront entre les deux Etats intéressés pour assurer la subsistance des troupes. Ces principes ne furent pas toujours respectés pendant les guerres de la Révolution par les agents français. Nous ne parlerons pas de ce qui se passa dans les républiques nouvellement créées en Italie. Nous voulons rappeler seulement la conduite des autorités françaises en Suisse. Celle-ci avait, le 19 août 1798, conclu un traité d'alliance avec la France. Lorsque la guerre éclata de nouveau contre l'Autriche, les troupes françaises trouvèrent en Suisse une base d'opérations. Elles vivaient sur le pays, à peu près comme en territoire ennemi ; mais leurs subsistances étaient assurées par les autorités locales, ce qui rendait la situation régulière. En mai 1799, Masséna avisa directement les chambres administratives des cantons d'Aarau, Soleure, Berne, Fribourg et Léman d'avoir à lui fournir certaines denrées. Cette façon de procéder s'expliquait par l'urgence ; aussi le Directoire helvétique donna-t-il son approbation aux réquisitions (1). Mais le général français alla plus loin.

1. Rott, *Perrochel et Masséna*, p. 149.

Quelques jours après la victoire de Zurich, il imposa à cette ville une contribution de 800.000 livres sous forme de prêt aux caisses des armées ; il fit de même à l'égard d'autres localités. En cas de refus, il menaçait de procéder à une exécution militaire. Ces faits soulevèrent les protestations du Directoire helvétique, appuyées par le ministre plénipotentiaire français Perrochel. C'était un procédé tout à fait irrégulier, le droit de lever des contributions n'appartenant à un général qu'en territoire ennemi et non en pays allié. Cependant le gouvernement français, tout en reconnaissant qu'il y avait peut-être là quelque irrégularité dans la forme, « quelques procédés un peu brusques de la part des généraux et commandants », ne désavoua pas Masséna. Il persista à ne voir là qu'un « emprunt volontaire », terme sous lequel le général avait voulu dissimuler une contribution imposée par la force (1).

Nous avons dit que le respect de la propriété privée en temps de guerre est fondé sur l'idée que les particuliers doivent, autant que possible, rester en dehors des hostilités. Les mesures de guerre visant l'Etat ennemi, on peut les diriger contre les biens de celui-ci. Comme la guerre n'est pas une fin, mais un moyen, comme les mesures violentes doivent seulement viser à amener l'Etat à se soumettre à la volonté de l'adversaire, toute confiscation ou destruction de la propriété de l'Etat n'est pas licite. Et dès lors, on est amené à poser deux règles générales : 1^o la propriété d'un

1. Rott, *Perrochel et Masséna*, p. 189. Masséna avait aussi décidé que l'artillerie dépendant de l'arsenal de Zurich serait confisquée selon le droit de la guerre, parce qu'elle avait servi à combattre l'armée française. Mais il rapporta bientôt cette mesure.

Etat belligérant peut, à raison de sa nature, être en butte aux mesures de guerre ; 2^o l'emploi de ces mesures n'est licite que si l'Etat qui en use y trouve un intérêt militaire direct ou indirect. Notons d'ailleurs que la combinaison de ces deux règles soumet la propriété publique à un régime différent de celui de la propriété privée. Pour celle-ci le principe est qu'elle doit être respectée ; il n'est fait exception à cette règle que lorsqu'il y a à cela un intérêt militaire *immédiat*. Telle est du moins la solution du droit positif contemporain. Un belligérant peut, au contraire, confisquer ou détruire la propriété publique ennemie par cela seul que cet acte augmentera son pouvoir de contrainte ou diminuera celui de son adversaire (1).

Cette action de chacun des belligérants peut viser les biens possédés par l'un d'eux sur le territoire de l'autre. A l'époque de la Révolution, il s'agissait des biens d'un prince situés sur le territoire de son ennemi. La question se posait spécialement pour les princes allemands possessionnés en Alsace. La France leur avait offert des indemnités pour la perte de leurs droits féodaux, tout en prétendant qu'en droit elle ne leur devait rien. Mais la guerre d'Empire ayant été déclarée à la France, la Convention rapporta les décrets qui accordaient des indemnités aux princes étrangers possessionnés en Alsace (16 décembre 1792). Le 2 février 1793, elle ordonna aux fermiers et agents des princes possessionnés en France et en guerre avec la République de déposer dans les caisses publiques les som-

1. Cependant, l'occupant ne confisque pas la propriété immobilière de l'Etat ennemi : il se comporte à son égard comme un usufruitier. Art. 55 du règlement de La Haye.

mes dont ils étaient ou pouvaient être saisis. C'était le séquestre établi au profit de la République en laissant la gestion de ces biens à ceux qui en étaient antérieurement chargés.

Les mesures de confiscation peuvent s'appliquer à la propriété publique ennemie en pays occupé. On proposa, pendant les guerres de la Révolution, de donner une extension particulière à cette règle. On considérait que l'on ne faisait pas seulement la guerre contre les princes ennemis, mais aussi contre les privilégiés. D'autre part, ainsi que nous l'avons dit, on voulait, autant que possible, écarter des peuples les maux de la guerre. C'est cette double pensée qu'exprime la formule : *Guerre aux châteaux, paix aux chaumières*. Conformément à cette idée, Lasource proposa à la Convention, le 13 octobre 1792 de prescrire aux généraux entrant en pays étrangers « de mettre sous la main de la nation française tout ce qui appartient aux princes, seigneurs et nobles » (1). Cette proposition, dont l'étude fut renvoyée aux comités diplomatique et de la guerre, n'aboutit pas à assimiler à la propriété de l'Etat ennemi celle des privilégiés, ce qui aurait entraîné la confiscation de celle-ci comme de celle-là en vertu du droit de guerre. Cette confiscation ne se produisit que par exception (2). Nous

1. *Archives parlementaires*, t. LII, p. 485.

2. Arrêté de Bonaparte et du commissaire du Directoire à l'armée d'Italie, du 7 floréal an IV (26 avril 1796) : « Considérant que la France dans la guerre injuste que les puissances coalisées lui ont déclarée, est fondée à se regarder comme prenant part à cette infâme coalition ceux qui sont au service des rois qu'elle est obligée de combattre ; arrêtent : Que les biens situés dans la province de Mondovi, appartenant à des personnes qui se trouvent employées auprès

avons vu, en effet, que les privilégiés furent atteints pécuniairement d'une autre façon, en supportant exclusivement ou principalement le poids des contributions de guerre.

Toutefois l'idée de Lasource ne fut pas complètement écartée. Cambon, qui l'avait appuyée, la reprit dans le rapport qu'il fit à la Convention le 15 décembre 1792 et qui amena le vote du décret du même jour (1). « Tout ce qui est privilégié, tout ce qui est tyran, disait-il, doit être traité en ennemi dans les pays où nous entrons. » Le décret portait dans son art. 4 que les généraux mettraient « sous la sauvegarde et la protection de la République française tous les biens meubles et immeubles appartenant au fisc, au prince, à ses fauteurs, adhérents et satellites volontaires, aux établissements publics, aux corps et aux communautés laïques et ecclésiastiques ». Mais cette mesure n'entraînait pas confiscation de tous ces biens au profit de la France. C'était une mesure conservatoire prise pour la sauvegarde des droits du peuple, habitant le pays occupé, sur ces biens considérés comme étant des biens nationaux. Cambon avait dit, dans son rapport, que notre premier soin en entrant dans un pays devait être « de conserver au peuple souverain les biens que nous appelons nationaux, et qui, dans toute l'Europe ont été usurpés par des privilégiés ». Le rôle joué ici par les autorités militaires françaises était en harmonie avec le système du décret du 15 décembre.

de la cour du roi de Sardaigne, seront séquestrées au profit de la République française... » *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t I, p. 220-221.

1. *Archives parlementaires*, t. LV, p. 70-76.

Les peuples des pays occupés étaient invités à s'organiser politiquement suivant les principes français. Mais pour éviter le désordre, la République devait exercer le pouvoir révolutionnaire en attendant qu'un commencement d'organisation eût été réalisé. Il était naturel, dès lors, que les biens destinés à devenir biens nationaux fussent mis sous la sauvegarde des autorités françaises. La France agissait donc au profit du peuple des pays occupés et n'exerçait pas les droits d'un belligérant à l'égard de son adversaire. Aussi Cambon déclarait-il qu'on ne voulait rien prendre ; il y aurait seulement un compte à régler pour indemniser la France de ses dépenses ; le peuple trouverait alors des ressources dans ces biens nationaux. Ainsi, bien qu'il y eût mainmise sur les biens du prince et des privilégiés, la France ne confisquait pas la propriété de son ennemi. Au lieu d'une extension des droits du belligérant, on trouve ici une restriction. Mais on ne s'arrêta pas définitivement à ce système. Le décret du 2 mars 1793, sur la conduite à tenir dans le pays batave, que Cambon fit voter comme conforme aux principes appliqués le 15 décembre, déclarait confisquées au profit de la République française les actions de la compagnie des Indes appartenant au stathouder (art. 13) (1). L'arrêté du Comité de salut public du 18 septembre 1793 ordonna de saisir « l'argenterie des églises, les fonds appar-

1. On trouve la même idée dans une lettre de Camus du 1^{er} mars 1793 lue le 7 à la Convention. Il dit que le comité révolutionnaire batave, en faisant l'inventaire des biens trouvés à Bréda, distingue « ce qui appartient au prince d'Orange et qui se trouve confisqué, de ce qui doit faire partie des biens nationaux appartenant aux Hollandais. » *Moniteur*, 8 mars 1793.

tenant au fisc et toutes les propriétés publiques susceptibles d'être transportées » (1).

Parmi les biens de l'Etat, certains, à raison de leur affectation, bénéficient d'un traitement spécial d'après le droit moderne ; le droit commun de la confiscation ne s'applique pas à eux. Ce sont notamment les objets d'art et de science et ceux affectés au culte. Ce qui justifie leur traitement spécial, c'est que ces objets n'ont pas une utilité directe pour l'État ; ils n'augmentent pas sa puissance militaire ; ils sont mis par lui à la disposition des particuliers qui en font un usage purement pacifique.

Pendant les guerres de la Révolution, on écarta ces principes. On vit la confiscation s'appliquer aux argenteries ecclésiastiques et aux objets d'art. Ces argenteries, en passant à la Monnaie, fournissaient du numéraire dont on avait grand besoin. Quelquefois aussi on descendait les cloches pour les fondre et en faire des canons. On voulait faire en pays occupé ce qu'on avait fait en France pour défendre la patrie en danger. On agissait ainsi parce qu'on n'était pas retenu par le sentiment religieux et qu'on regardait les objets affectés au culte comme des emblèmes de superstition. Mais, au point de vue qui nous occupe, le respect des objets du culte ne doit pas dépendre de l'idée qu'on se fait de tel ou tel culte. Il ne s'agit point là d'un devoir religieux, mais d'une obligation juridique commune à tous les hommes. Cette obligation ne s'impose pas seulement aux individus pour le culte qu'ils professent : ils doivent respecter le culte même différent des autres hommes.

1. Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 553-554.

En Belgique, on avait commencé par mettre sous séquestre les biens des communautés religieuses et notamment les objets d'art qui leur appartenaient. Cette application du décret du 15 décembre 1792 se justifiait ; comme nous l'avons dit, en agissant ainsi les autorités militaires françaises n'exerçaient pas le droit de guerre, mais prenaient une mesure conservatoire pour le compte du peuple belge. On prit des précautions pour que, dans l'exécution de cette mesure, on ne portât pas d'atteintes trop graves aux croyances des Belges (1). Après l'échec d'Aix-la-Chapelle en 1793, les représentants en mission donnèrent des ordres pour faire rentrer en France ces argenteries soumises au séquestre (2). Ce n'était que la suite de la mesure conservatoire prise à leur égard. Mais, dans l'exécution, des abus se produisirent. Les églises, auxquelles ne s'appliquaient pas la mesure prescrite, furent pillées. Les commissaires de la Convention essayèrent, dans une certaine mesure, de réprimer ces excès. Ils ordonnèrent la restitution de l'argenterie, mais elle ne fut que partiellement opérée (3).

Dans la suite, lorsqu'on usa de tous les moyens pour tirer des ressources des pays occupés, les argenteries des églises furent soumises au sort commun. Alors on n'était pas plus rigoureux à leur égard qu'envers les autres richesses. L'ir-

1. Un arrêté du Conseil exécutif du 8 février 1793 donne l'ordre d'informer sur des abus commis à cet égard et d'en punir les auteurs. Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 75-74.

2. Les commissaires de Belgique à la Convention, 3 mars 1793. Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 249

3. Chuquet, *La trahison de Dumouriez*, p. 79, 80, 86, 124. -- Bor-gnet, *op. cit.*, t. II, p. 228 et s.

religion française empêchait seulement qu'on leur fit un traitement de faveur. On les confisquait afin de se procurer des ressources (1).

La notion de butin de guerre fut appliquée aussi et dans une large mesure aux objets d'art et de science, pendant les guerres de la Révolution (2). C'était le retour aux anciennes coutumes du xvi^e et du xvii^e siècle qui avaient paru abandonnées au xviii^e. Il s'expliquait alors par une idée dont nous avons plusieurs fois déjà indiqués les funestes effets dans le droit de la guerre, l'idée de la supériorité d'un belligérant sur l'autre. On considérait que la Révolution avait donné à la France un état de civilisation plus avancé qui en faisait en quelque sorte le centre intellectuel du genre humain. Les productions de l'art et de la science n'étaient bien à leur place que chez elle. Trop longtemps, disait-on, les œuvres des grands savants et des grands artistes ont été souillées par la présence de la tyrannie ; il est temps de les faire entrer dans le pays de la liberté qui est leur patrie naturelle. A cette première raison qui, pensons-nous, fut alors déterminante, M. Muntz en ajoute une

1. Le général Vandamme au Comité de salut public, 6^e jour, 2^e mois an II (27 octobre 1793) ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 417. — Lettre des représentants aux armées du Rhin et de la Moselle, lue à la Convention le 19 nivôse an II (8 janvier 1794) ; *Moniteur*, 20 nivôse an II. — Ordres de Bonaparte du 10 frimaire an V (30 mars 1796) ; du 19 floréal an V (8 mai 1797) ; du 9 prairial an V (28 mai 1797) ; *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, t. II, p. 170-171 ; t. III, p. 41 et 105.

2. Voy. à ce sujet un très intéressant article de M. Muntz, *Les annexions de collections d'art ou de bibliothèques*, dans la *Revue d'histoire diplomatique*, t. VIII, p. 480 et s., t. IX, p. 375 et s., t. X, p. 481 et s.

autre, celle-ci moins importante mais qui, suivant l'esprit du temps, invoquait l'exemple de l'antiquité pour justifier les pratiques alors suivies. On agissait comme autrefois avait fait Rome à l'égard de ses ennemis (1).

Les livres avaient, les premiers, excité les convoitises françaises. Dès le 20 octobre 1792, Lebrun écrivait à Custine de profiter des circonstances « pour enrichir la Bibliothèque nationale de plusieurs bons et précieux volumes qui doivent se trouver dans les bibliothèques des places que vous aurez conquises à la liberté » (2). Mais en 1792 et 1793 les enlèvements d'objets d'art et de bibliothèques furent encore peu nombreux. Le système ne s'établit d'une façon générale et organisée qu'en 1794. On en trouve alors l'application dans les Pays-Bas. Mais c'est en Italie qu'il reçut la plus grande extension à raison des succès militaires des Français, de la richesse artistique du pays et du régime auquel celui-ci fut soumis.

Ces annexions de collections d'art et de bibliothèques ne s'effectuèrent pas toutes de la même façon. Parfois il y eut donation par les autorités locales à la République française ; c'est ce qui arriva pour l'aigle impérial de bronze enlevé du clocher de Tournay (3). D'autre part, Bonaparte en concluant la paix avec les princes italiens stipulait des

1. De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 97, parlant des annexions d'objets d'art effectuées par Bonaparte dit : « Je ne chercherai point à justifier cette spoliation, d'ailleurs autorisée par le droit de conquête. »

2. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 155.

3. Lettre du général O'Moran lue le 1^{er} décembre 1792 à la Convention, *Archives parlementaires*, t. LIV, p. 7 et 8. M. Muntz ne parle pas de cette circonstance en mentionnant l'enlèvement de l'aigle de Tournay.

indemnités de guerre payables, partie en numéraire, partie en objets d'art. C'est ce qu'il fit notamment à l'égard du duc de Parme (19 floréal an IV - 8 mai 1796), du duc de Modène (28 floréal an IV - 17 mai 1796), du Pape par le traité de Tolentino du 1^{er} ventôse an V (19 février 1797), de la République de Venise (27 floréal an V - 16 mai 1797). Les enlèvements d'objets d'art étaient alors faits en vertu d'une convention et non par application des lois de la guerre. Mais, bien souvent aussi, ces annexions furent effectuées en vertu d'un ordre de l'envahisseur. C'est ce qui arriva presque toujours en Belgique (1). Le même procédé fut suivi par Bonaparte en Lombardie en 1796 et par Berthier à Rome en 1798. Parfois même, lorsqu'un traité était intervenu, les exigences du vainqueur dépassèrent les stipulations conventionnelles. C'est ainsi qu'on envoya en France les chevaux de bronze de la basilique de St-Marc dont n'avait pas parlé le traité avec Venise. Il est vrai que, par contre, on n'exigea pas tous les tableaux promis dans ce traité.

Régulièrement ces annexions n'auraient dû viser que les collections appartenant à l'État. Mais, en Lombardie, on atteignit aussi celles des particuliers et des municipalités. Ajoutons que la plupart des objets ainsi annexés furent repris en 1815 : le duc de Wellington, pour justifier ce nouvel enlèvement, avait allégué que ces annexions avaient été contraires à la pratique de la guerre entre nations civilisées.

Dans l'enlèvement des objets d'art, dans la levée des con-

1. Remarquons que la Belgique ayant été réunie à la France en mars 1793 les enlèvements d'objets d'art, à partir de cette époque, ne sont pas fondés sur le droit de guerre.

tributions et des réquisitions, bien des abus se produisirent. Les agents chargés de ces opérations tirèrent souvent de leurs fonctions des profits illicites. Ce sont des maux inévitables, résultat direct de la guerre qui met à nu les pires passions humaines. Les populations eurent à subir de lourdes charges, mais il ne semble pas que le séjour de l'armée française fût plus redouté que celui des Autrichiens ou des Anglais. L'étendue inusitée des contributions résultat de la durée de la guerre et des effectifs mis en présence. Aussi de Martens, tout en disant que pendant les guerres de la Révolution les réquisitions ont été poussées à un degré oppressif, doit-il reconnaître qu'on ne s'est pas, à cet égard, écarté des principes traditionnels (1).

1. G. F. de Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, § 280, note.

TROISIÈME PARTIE

RÈGLES DU DROIT DE LA GUERRE FONDÉE SUR LE RESPECT DES ÉTATS

CHAPITRE PREMIER

RÉVOLTES CHEZ L'ENNEMI ET GUERRE DE PROPAGANDE,

Il se peut qu'un belligérant cherche à profiter, de près ou de loin, des mauvaises dispositions des sujets de son adversaire vis-à-vis de leur souverain. Il peut profiter d'une insurrection qui a déjà éclaté ou la fomenter ; il peut recevoir les transfuges ennemis ou exciter les sujets de son adversaire à la désertion ; il peut chercher à corrompre un chef militaire ou accepter les offres de trahison de celui-ci. Il y a doute sur la légitimité de la plupart de ces moyens. On admet assez généralement qu'un belligérant peut profiter du manque de loyalisme des sujets ennemis lorsqu'il se produit spontanément. Encore n'est-ce point l'opinion unanime, car certains auteurs voudraient que les autorités militaires se livrassent réciproquement les déserteurs. Le doute devient très grand si le belligérant joue un rôle actif, s'il excite les sujets ennemis à la révolte ou à la trahison. Pour ceux qui regardent ce moyen comme illicite,

la raison de décider est tirée de l'idée que, même dans la guerre, on doit respecter le rapport de souveraineté qui existe entre un Etat et ses sujets (1). Malgré la force de ce motif, la pratique n'a pas abandonné ce moyen. Le droit des gens qui tient compte des faits et non pas seulement de ce qui serait désirable ne condamne pas les recours à ces procédés. Ainsi s'explique le silence gardé sur ce point par le règlement adopté par la Conférence de La Haye, silence qui laisse place à des progrès ultérieurs du droit des gens.

On peut penser qu'on ne se montrait pas plus rigoureux au xviii^e siècle. Vattel admettait qu'on profitât de la division existant chez l'ennemi et qu'on entretînt des intelligences avec l'un des partis. On pouvait même, pensait-il, séduire les sujets ennemis et les pousser à la trahison ; il ajoutait cependant que si ce moyen était licite, il n'était pas « compatible avec les lois d'une conscience pure ». (2)

Pendant la Révolution on usa souvent de ces procédés. Cela n'est d'ailleurs pas de nature à étonner. La France avait proclamé la liberté, l'égalité, la souveraineté nationale comme des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. La propagande était dans le génie de la Révolution. On devait songer à communiquer les nouveaux principes aux peuples en même temps qu'on trouverait un appui dans les sympathies qu'ils pourraient acquérir. Le parti girondin s'imagina qu'il suffirait de lever l'étendard de la liberté et de l'égalité pour qu'aussitôt les peuples vinssent se ranger

1. Gareis. *Institutionen des Völkerrechts*, p. 87.

2. Vattel, *op. cit.*, l III, chap. X, § 180.

sous ses plis. Pour répondre aux menaces d'une coalition contre la France, on parla d'une guerre des peuples contre les rois (1). La contribution de la France devait consister dans son appui donné aux peuples qui secoueraient le joug de la tyrannie. L'engagement de le fournir fut pris par un décret du 19 novembre 1792 portant que « la nation française accordera fraternité et secours à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté. » Ce décret est resté célèbre, car il semblait promettre d'intervenir partout pour défendre la cause de la liberté. En réalité, il « ne fut à Paris, qu'un pompeux incident de séance, et hors des frontières, qu'une lettre morte » (2). On ne vit pas la France entreprendre des guerres pour soutenir des révoltes étrangères et le vote du décret ne changea pas notre politique en Belgique dans le sens de l'indépendance de ce pays. On ne tarda pas à donner du décret des explications qui restreignaient la portée de ses termes. L'Angleterre avait affecté d'être inquiétée par cet acte bien qu'en réalité elle s'occupât beaucoup plus de nos opérations militaires en Belgique que des principes énoncés par la Convention. Chauvelin fut chargé, par des instructions datées du 9 décembre, de dire qu'il ne s'appliquait entièrement qu'aux gouvernements en guerre avec la France. A l'égard des pays neutres, l'intention

1. Isnard à l'Assemblée législative, 29 novembre 1791 ; *Archives parlementaires*, t. XXXV, p. 442. Voy. aussi le discours de Brissot du 29 décembre 1791 ; *op. cit.*, t. XXXVI, p. 602. Dans une déclaration votée le 29 décembre 1791 par l'Assemblée législative sur la proposition de Condorcet, on menaçait les princes de l'exemple de la France ; *op. cit.*, t. XXXVI, p. 618.

2. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 170.

de la Convention n'était pas de soutenir toutes les émeutes particulières ; le décret s'appliquerait seulement lorsqu'un peuple, secouant la tyrannie se constituerait de manière à faire entendre clairement sa volonté de demander assistance à la nation française (1). Le 19 décembre 1792, le ministre des affaires étrangères Le Brun énonça les mêmes idées devant la Convention (2).

Même ainsi restreint, le décret du 19 novembre ne fut pas appliqué. On continua bien la propagande extérieure, on s'efforça bien de répandre les idées nouvelles en « municipalisant » les pays occupés par nos troupes, mais on n'entreprit pas de guerres dans le seul but d'aider les peuples à recouvrer leur liberté. Lorsqu'on songea à des négociations avec les puissances étrangères, on fut amené à abroger le décret du 19 novembre qui constituait pour elles une perpétuelle menace. Danton en fit la proposition le 13 avril 1793 (3). Renonçant aux chimères antérieures, il fit voter un décret déclarant que le peuple français ne s'immiscerait

1. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 225. — Des explications semblables furent données aux Suisses ; *op. cit.*, t. III, p. 205.

2. *Archives parlementaires*, t. LV, p. 165.

3. « Il est temps, dit-il, que la Convention fasse connaître à l'Europe qu'elle sait allier la politique aux vertus républicaines. Vous avez rendu, dans un moment d'enthousiasme, un décret dont le motif était beau sans doute, puisque vous vous obligiez de donner protection aux peuples qui voudraient résister à l'oppression de leurs tyrans. Ce décret semblerait vous engager à secourir quelques patriotes qui voudraient faire une Révolution en Chine. Il faut, avant tout, songer à la conservation de notre corps politique, et fonder la grandeur française. Que la République s'affermisse et la France, par ses lumières et son énergie, fera attraction sur tous les peuples. » *Moniteur*, 16 avril 1793.

point dans le gouvernement des autres puissances. Les efforts des partisans de la propagande armée pour revenir sur cette décision furent vains. Anacharsis Cloots proposa sans succès, le 24 avril 1793, de décréter que la Convention représentait le genre humain. A la même séance, Robespierre fit une proposition se rattachant aux principes qu'il avait autrefois combattus. Il demanda de décréter que « les différents peuples doivent s'entr'aider selon leur pouvoir » et que « celui qui opprime une nation se déclare l'ennemi de toutes. » C'étaient là les principes dont s'était inspiré le décret du 19 novembre. Robespierre proposait encore un art. 3 ainsi conçu : « Ceux qui font la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté et anéantir les droits de l'homme doivent être poursuivis par tous, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des assassins et des brigands rebelles. » La Convention ne vota pas ces dispositions. (1)

Bien que n'ayant pas été suivi, le décret du 19 novembre est intéressant parce qu'il fait l'application d'une idée nouvelle au droit de la guerre : la proposition de Robespierre a le mérite de formuler le principe et d'en déduire une conséquence logique. La Révolution avait posé à titre de règle absolue, partout applicable et dérivant des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, la souveraineté nationale. Chaque peuple avait donc le droit de renverser le prince qui le gouvernait et le droit d'être reconnu par les autres nations dans la forme politique qu'il prendrait. Le 19

1. Aulard, *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 135, 134.

novembre, la France s'était engagée à fournir son assistance aux peuples qui agiraient ainsi ; Robespierre proposait de considérer cette assistance comme un devoir général. La souveraineté du peuple apparaissait comme un principe de droit international. Les personnes du droit des gens étaient les peuples : par suite c'était entre les peuples seulement qu'une guerre pouvait exister. Ainsi s'expliquait la prétention de Robespierre de traiter comme des brigands et des assassins ceux qui feraient la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté : on admettait, en effet, comme un postulat, qu'un autre peuple n'entreprendrait pas une guerre dans ce but.

Lorsqu'on voulut entamer des négociations avec les autres puissances, il fallut renoncer à la promesse de secourir les peuples qui chercheraient à établir chez eux la liberté. En même temps on dut cesser de donner une portée internationale absolue au principe de la souveraineté nationale. On dut considérer que ce n'étaient pas seulement les peuples organisés conformément aux principes de liberté et d'égalité qui formaient des personnes du droit des gens. C'est ce qui fut fait dans le décret du 13 avril 1793 posant la règle de non-intervention dans le gouvernement des autres puissances. C'était reconnaître qu'au point de vue international on ne doit parler ni de souveraineté populaire, ni de souveraineté monarchique, mais de souveraineté de l'Etat.

Si la guerre de propagande, suivant la conception des orateurs girondins, d'Anacharsis Cloots et de la proposition Robespierre a été écartée, l'idée sur laquelle elle s'appuyait a cependant exercé une certaine influence sur les usages

des guerres révolutionnaires. On retira la promesse de donner des secours aux peuples, mais on chercha à profiter de l'appui qu'ils pouvaient fournir. On pouvait le faire avec d'autant moins de scrupules qu'on voyait dans la révolte du sujet contre son prince l'exercice d'un droit naturel et imprescriptible, la mise en application de la souveraineté populaire.

La France s'attacha à séparer la cause des rois de celle des peuples. Dans ce but, elle vota, le 1^{er} février 1793, la rédaction d'une adresse aux Anglais et aux Bataves (1). Ses généraux, en entrant en pays étranger, invitaient les habitants à coopérer à leurs opérations. Tel était le sens des proclamations de Dumouriez aux Belges, aux Liégeois et aux Bataves (2). Parfois les opérations militaires étaient inspirées par les dispositions que paraissaient présenter les populations à recouvrer leur indépendance. Ainsi fut décidée l'expédition de Sardaigne en 1792 (3). Ce fut aussi en vue de profiter du soulèvement des habitants qu'on entreprit deux débarquements en Irlande en 1796 et en 1798. En Italie et en Autriche, Bonaparte chercha à acquérir des

1. *Archives parlementaires*, t. LVIII, p. 120-122.

2. *Moniteur*, 20 février 1793. — *La Révolution française en Hollande*, p. 30, 31. — Sorel, *op. cit.*, t. II, p. 481, 483. — Chuquet, *Jemappes*, p. 78-79. — Il est curieux de noter, dans la proclamation du 17 février 1793 au peuple batave, que Dumouriez promet d'indemniser les habitants victimes des inondations avec les biens des magistrats ou commandants militaires qui les auront ordonnées. C'est l'application de l'idée reprise plus tard par Robespierre. Dumouriez ne fut pas à même de lui donner effet.

3. Conseil exécutif provisoire, 19 septembre 1792 ; Aulard, *op. cit.*, t. I. p. 58-59.

sympathies parmi les habitants, s'efforçant, dans ses proclamations, de séparer leurs intérêts de ceux de l'Empereur. (1) Le Directoire lui prescrivit d'exciter les mécontents du Piémont contre la cour de Turin. (2)

La France entretenait aussi à l'étranger des agents politiques dont la mission était de pousser les sujets ennemis à l'insurrection. Ils exercèrent leur activité en 1793 et en 1794 (3).

Plutôt que de fomenteur des révoltes ou de profiter de celles qui avaient éclaté, on pensa que, souvent, il valait mieux enrôler dans les armées françaises les sujets ennemis qui témoignaient de la sympathie pour la cause de la liberté. Cela permettait d'utiliser le bon vouloir des réfugiés politiques qui se trouvaient nombreux en France. La déclaration de guerre au roi de Hongrie et de Bohême du 20 avril 1792 disait que la France adoptait les étrangers qui, abjurant la cause de ses ennemis, viendraient se ranger sous ses drapeaux. On ne tarda pas à faire l'application de cette idée. Des patriotes belges et liégeois se réunirent en légions pour coopérer à nos opérations militaires, d'accord avec le gouvernement français. Dumouriez, après avoir conquis la Belgique, y leva des troupes auxiliaires.

1. Gaffarel, *Les campagnes de la première République*, p. 164. — Proclamation de Bonaparte aux habitants du Tyrol du 26 prairial an IV (14 juin 1796) ; *Correspondance de Napoléon 1^{er}*, t. I, p. 489, 490.

2. Instructions du Directoire à Bonaparte du 16 ventôse et du 6 floréal an IV (6 mars et 25 avril 1796) ; de Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 433.

3. *La Révolution française en Hollande*, p. 42. — Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 534-535. — Voy. aussi un mémoire de la fin de l'an II publié dans la *Révolution française*, t. XIV, p. 1112-1114.

Deux décrets du 20 et du 28 juillet 1792 avaient ordonné d'armer les citoyens belges et liégeois qui demandaient à combattre pour la cause de la liberté. Le 26 janvier 1793, la Convention décida que les corps ainsi formés feraient provisoirement partie de l'armée française (1). On créa aussi une légion batave (2), une légion allobroge (3), une légion germanique (4), et une légion de Vandales : celle-ci devait être formée de Prussiens (5).

La constitution de l'an III réagit contre ce système en disposant qu'aucun étranger ne pourrait « être admis dans les armées françaises, à moins qu'il n'ait fait une ou plusieurs campagnes pour le rétablissement de la République » (art. 287). On eut alors recours à un expédient. Bonaparte organisa, notamment en Lombardie, des troupes destinées à maintenir l'ordre en pays occupé et à être employées à ses opérations militaires. Ce n'était pas contraire à la constitution car elles étaient considérées comme les troupes des administrations locales instituées par Bonaparte en attendant la création de Républiques alliées (6).

1. Sur les légions belges et liégeoise, voy. : *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 437 ; t. LIII, p. 103 ; t. LVI, p. 256 ; t. LVII, p. 685, 692. — Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 23-24. — Chuquet, *La trahison de Dumouriez*, p. 34, 35, 38. — Fieffé, *Histoire des troupes étrangères au service de la France*, t. II, p. 11-18.

2. Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 227, 230, 241. — Chuquet, *La trahison de Dumouriez*, p. 34, 35, 38.

3. Décret du 8 août 1792 : en fait celle-ci fut composée surtout d'habitants du Dauphiné.

4. Décret du 27 août 1792.

5. Décret du 4 septembre 1792.

6. Voy. notamment : *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 21, 33, 48, 58, 118, 185, 187, 385, 387, 401, 524, 588.

De même, en 1797, en vertu d'une convention entre Dombrowski et l'administration générale de la Lombardie, furent créées deux légions polonaises (1). Le 21 fructidor an VII (7 septembre 1799) une loi autorisa le Directoire à former une légion du Danube composée de Polonais. De même Bonaparte organisa en Egypte une légion cophte, une légion grecque et des corps de mamelucks (2).

On ne se borna pas à enrôler les réfugiés politiques et les sujets ennemis qui manifestaient leurs sympathies pour la cause de la liberté ; on accepta et même on sollicita les services des déserteurs. C'était plus grave que le cas précédent, car on méconnaissait ainsi non seulement le lien d'allégeance entre le souverain et son sujet, mais encore les obligations plus étroites résultant du service militaire. Dès le 21 avril 1792, Hérault de Séchelles proposait de fournir des indemnités aux étrangers qui viendraient combattre pour la France. Briche déclara qu'il fallait les enrôler dans les bataillons de volontaires nationaux, car, dit-il « ce ne sont pas des déserteurs. Ce sont des soldats qui quittent les enseignes de l'esclavage pour se réunir sous les drapeaux de la liberté » (3). C'était la négation du lien existant entre le soldat et le prince, celui-ci n'ayant pas qualité pour faire à l'égard de celui-là des actes d'autorité. C'était la conséquence de l'idée que la nation seule est souveraine. On exprimait cela plus nettement encore dans le préambule du décret présenté sur cet objet par Guadet le 2 août 1792 et adopté par l'Assemblée. On y disait : « que les hommes

1. Fieffé, *op. cit.*, t. II, p. 40-45.

2. Fieffé, *op. cit.*, t. II, p. 47 et s.

3. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 253-254.

libres ont seuls une patrie ; que celui qui a abandonné une terre asservie pour se réfugier sur celle de la liberté ne fait qu'user d'un droit légitime et qu'il ne peut exister aucune obligation entre l'homme privé de ses droits naturels et celui qui les lui a ravis ». En conséquence, le décret promettait certains avantages pécuniaires aux sous-officiers et soldats ennemis qui viendraient en France. On leur ouvrait la faculté d'y prendre du service militaire. L'art. 15, comme conséquence logique du point de départ, déclarait que les dispositions ainsi édictées ne seraient point suivies si, contre sa volonté, la nation française se trouvait un jour en guerre contre une autre nation libre. Le 27 août, l'Assemblée étendit ces avantages aux officiers étrangers qui abandonneraient les drapeaux des puissances en guerre avec la France.

On donna une grande publicité à ces décrets pour les faire connaître aux armées ennemies. Après Valmy, des émissaires choisis parmi les Alsaciens se rendaient aux avant-postes prussiens pour y prêcher la désertion. Le major Massenbach pour se garantir contre eux dut parler de les repousser à coups de fusils (1). Custine invita aussi les soldats hessois à passer au service de la France ; mais ce fut en vain (2). Par ailleurs, au contraire, les décrets en faveur des déserteurs produisirent pleinement leurs résultats (3).

1. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 57. — Chuquet, *La retraite de Brunswick*, p. 94-97.

2. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 110.

3. Lettres des commissaires à Châlons du 7, du 10 et du 18 octobre 1792. Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 109, 126 et 164. — Lettre des repré-

On ne tarda même pas à trouver qu'ils avaient trop de succès. Les déserteurs ennemis, après avoir profité des avantages pécuniaires qui leur étaient accordés, quittaient la France. La Convention remédia à cet inconvénient en décidant, le 26 avril 1793, que la gratification ne serait accordée aux déserteurs qu'après un an de résidence dans la République. Si les déserteurs non enrôlés restaient près de la frontière ils étaient à bon droit suspects. Aussi un arrêté du Comité de salut public du 4 frimaire an II (24 novembre 1793) ordonna de les faire passer dans l'intérieur de la République (1). Aux armées, ils étaient souvent un élément d'indiscipline et de désordre ; on craignait toujours la désertion de ces hommes venus en France par cupidité et non par dévouement. Aussi, décida-t-on, conformément aux demandes des représentants en mission, de ne pas les faire combattre contre leurs compatriotes, mais de les envoyer à des frontières opposées (2). Le 12 frimaire an II (2 décembre 1793), la Convention prit une mesure plus énergique ; elle rapporta les décrets conférant des avantages aux déserteurs ennemis et elle décida que ceux-ci ne seraient plus admis dans les armées de la République.

sentants à l'armée des Alpes, 12 octobre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 389.

1. Aulard, *op. cit.*, t. VIII, p. 671-672.

2. Arrêté du Comité de salut public du 20 avril 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 353. Carnot et ses collègues au Comité de salut public, 5 mai 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 210. — Arrêté du Conseil exécutif du 7 mai 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. IV, p. 22 ; approuvé le 19 par la Convention ; *Moniteur* 21 mai 1793. — Lettre d'un représentant à l'armée des Ardennes, 11 septembre 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 424.

Ces mesures d'exclusion ne s'appliquaient point aux Belges et Liégeois au service de la France. Ils ne pouvaient être assimilés aux déserteurs ennemis puisque la Belgique avait été réunie à la France par des décrets de mars 1793. Mais, aux yeux des alliés, ils n'avaient pas changé de nationalité et, pris les armes à la main, ils devaient être considérés comme des traîtres, Aussi n'était-il pas bon de les employer sur la frontière du Nord. On les tenait pour suspects (1). On décida de les envoyer combattre contre les rebelles de la Vendée (2).

Ces changements eurent pour conséquence de ne pas opposer les étrangers au service de la France à des troupes de même nationalité. Mais ils n'eurent pas un effet absolu car on employa des Polonais et des Lombards contre les Autrichiens.

La France, se fondant sur la souveraineté nationale, avait cru pouvoir méconnaître le lien d'allégeance entre le prince et son sujet. Les alliés, champions de l'ancien droit public, pouvaient faire un raisonnement inverse. Ils ne firent peut-être pas le raisonnement, mais ils mirent sa conséquence en pratique. Ils profitèrent des divisions entre Français ou les suscitèrent. D'abord, ils entrèrent en campagne avec les émigrés et si, plus tard, ils s'écartèrent de plus en plus de ceux-ci, ce fut uniquement parce qu'ils virent en eux des alliés plus gênants qu'utiles. Ils profi-

1. Carnot et Duquesnoy au Comité de salut public, 29 avril 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 174. — Carnot et ses collègues au Comité de salut public, 5 mai 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. II, p. 210.

2. Le Comité de salut public à Duquesnoy, 19 frim. an II (9 décembre 1793) ; Aulard, *op. cit.*, t. IX, p. 284.

tèrent parfois des insurrections qui éclatèrent en France et c'est ainsi que les Anglais entrèrent à Toulon et occupèrent la Corse. Le Parlement britannique ne suivit point Lord Stanhope qui, au nom des principes, parla contre projet de porter secours aux insurgés vendéens (1). Pitt promit un secours et fit l'expédition de Quiberon. Un peu plus tard, un escadre anglaise transporta le comte d'Artois à l'île d'Yeu : mais le débarquement sur le territoire français ne fut pas effectué. Les alliés cherchèrent aussi à corrompre nos généraux et à les détacher de la cause française. Au mois d'août 1792, le prince de Hohenlohe fit des propositions en ce sens à Luckner et à Deprez-Crassier qui les repoussèrent (2). Mais on sait que, l'année suivante, ils furent plus heureux avec Dumouriez bien qu'ils n'atteignirent pas complètement leur but, grâce à la fidélité de l'armée à la République. Dans cette besogne de corruption les alliés trouvaient dans les émigrés de précieux auxiliaires. Ceux-ci s'adressèrent à Pichegru, à Hoche, à Moreau, à Bonaparte (3). On sait que, malgré l'accueil favorable fait par le premier à leurs propositions, ils n'arrivèrent pas à leur but. Les alliés cherchèrent aussi à provoquer la désertion ou la révolte dans nos troupes (4). Ils ne réussirent

1. *Moniteur*, 5 prairial an II (24 mai 1794).

2. Chuquet, *La première invasion prussienne*, p. 169 et s.

3. Sorel, *Bonaparte et Hoche en 1797*, p. 102.

4. Lettres des représentants à l'armée du Nord au Comité de salut public du 19 frimaire an II (9 décembre 1793), du 8 nivôse an II (28 décembre 1793), du 9 nivôse an II (29 décembre 1793), du 21 ventôse an II (11 mars 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. IX, p. 288, 725, 726, 753 ; t. XI, p. 645. — Chuquet, *Valmy*, p. 136. — Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 231.

pas à l'égard des Français. Mais ce fut grâce à un soulèvement des matelots qu'ils s'emparèrent, le 31 août 1799, de flotte hollandaise (1).

Dans les guerres de la Révolution on songea donc souvent à profiter de soulèvements éclatant en pays ennemi. La raison théorique en avait été dans l'antagonisme entre deux conceptions de la souveraineté : souveraineté monarchique d'une part, souveraineté populaire de l'autre. Pour que la conciliation se fit entre ces deux notions, il fallait qu'on ne donnât à aucune d'elles de portée internationale. Pour cela il fallait admettre le principe de non-intervention comme le fit le décret du 13 avril 1793. Mais une fois cette conciliation acquise et une fois les droits de l'Etat étranger reconnus sans considération de la forme politique de celui-ci, on comprend que l'on ait encore cherché un appui chez les sujets révoltés de l'ennemi. Les traditions ne s'y opposaient point : le respect dû entre Etats n'empêchait pas, dans l'ancien droit public, le recours à ce moyen de la part d'un belligérant. On comprend dès lors qu'on en ait usé. On le fit d'autant plus volontiers que, même une fois admis le principe de non-intervention, chacun des adversaires apparaissait comme le champion d'un système de politique intérieure : c'étaient toujours les idées nouvelles luttant contre l'ancien régime. Cependant le caractère cosmopolite des principes nouveaux s'effaça peu à peu. Chaque peuple les envisagea sous son point de vue national et suivant ses traditions (2). C'est ce qui fit la puissance de la France et

1. De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 170.

2. Voy. Sorel, *op. cit.*, t. I, p. 537 et s., 549 et s.

plus tard la force de ses adversaires. Au lieu d'ébranler l'idée de patrie, de porter atteinte à la notion traditionnelle de l'Etat considéré comme personne du droit international, la Révolution vint leur donner une force nouvelle. Plus qu'autrefois on peut dire que l'Etat a droit au respect de sa souveraineté bien que, dans la pratique, les belligérants ne s'astreignent pas à observer exactement les obligations qui résultent de cette notion.

CHAPITRE II

OCCUPATION

Dans les idées modernes, l'occupation d'un territoire par les troupes d'un belligérant n'opère pas un transfert de souveraineté. L'occupant est tenu au respect de la souveraineté de l'Etat ennemi sur ce territoire. C'est au nom du souverain légal que les autorités locales continueront à agir. L'occupant aura d'ailleurs, vis-à-vis d'elles, un droit de contrôle et de surveillance ; il prendra à l'égard des habitants certaines mesures de police. Il agira ainsi en vue de sa propre sécurité. Il en résulte qu'entre le droit de conservation de l'occupant et la souveraineté de l'Etat ennemi on doit trouver un moyen terme respectant l'un et l'autre. Nous n'avons pas à indiquer ici à quelles solutions on arrivera en partant de ce point de vue. Retenons seulement l'idée que l'occupant doit respecter la souveraineté de l'Etat ennemi sur le territoire occupé.

Telle n'était point la solution suivie au xviii^e siècle. Vattel admettait que l'occupation transférait la souveraineté sous condition résolutoire. L'occupant n'avait donc pas de limites dans son action, sauf la caducité de ses actes si, dans la suite, il devait abandonner le territoire sur lequel il s'était

établi (1). Un peu plus tard, de Martens, s'inspirant des mêmes principes, reconnaissait à l'occupant le droit de changer la constitution, de se faire prêter un serment d'obéissance par les habitants, de donner des lois, de lever des recrues. Il paraît cependant blâmer la France d'avoir, pendant la Révolution, modifié la constitution de pays qu'elle n'avait pas l'intention de garder à la paix (2).

Lorsqu'en 1792 les troupes françaises pénétrèrent en Belgique, en Savoie, dans le comté de Nice et dans la vallée du Rhin, on voulut y porter la liberté. La Constituante avait renoncé aux conquêtes et on ne pensait pas encore à revenir sur cette résolution. Dès lors, on ne pouvait plus suivre les anciens errements sur le droit de l'occupant. Mais on allait, avec un autre point de départ, arriver à une pratique très analogue. On opposa ici encore l'idée de souveraineté nationale à celle de souveraineté monarchique. Les autorités locales durent, en principe, disparaître parce qu'elles tenaient leur pouvoir du prince considéré comme usurpateur : elles durent être remplacées suivant la volonté du peuple.

Cette conception, dans sa pureté, impliquait que l'armée française bornait son rôle à rendre possible l'exercice par le peuple de sa souveraineté. Les généraux ne devaient

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. XIII, § 197 : « Les immeubles, les terres, les villes, les provinces passent sous la puissance de l'ennemi qui s'en empare, mais l'acquisition ne se consomme, la propriété ne devient stable et parfaite que par le traité de paix, ou par l'entière soumission et l'extinction de l'Etat auquel ces villes et provinces appartenaient. »

2. De Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, § 280. — Sur la pratique du XVIII^e siècle, voy. Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public*, t. VII, p. 698.

donc pas intervenir, par voie d'autorité, pour changer les administrations locales ou modifier les lois. Aussi, le général d'Anselme ayant créé un tribunal et nommé des juges à Nice, le Conseil exécutif lui fit savoir, le 19 novembre 1792, qu'il considérait cette disposition comme « contraire aux principes consacrés et établis par la République française » (1).

Nos généraux, entrant en pays ennemi, pouvaient déclarer rompus les liens avec le prince souverain du territoire, ainsi que le fit Dumouriez en Belgique (2). Cela fait, ils devaient convoquer les assemblées primaires pour permettre au peuple de déterminer quelle forme de gouvernement il voulait adopter. C'est ainsi que Montesquiou agit en Savoie (3) ; les assemblées primaires furent également réunies dans le comté de Nice. Dans la région du Rhin, Custine fit de même. En Belgique, Dumouriez avait engagé aussi le peuple à nommer de nouveaux administrateurs (4).

Mais la France ne tarda pas à penser qu'il fallait guider les peuples dont on facilitait la révolution. Il ne fallait pas leur permettre d'abdiquer leur souveraineté sous prétexte de l'exercer. Parfois, en convoquant le peuple dans ses

1. Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 250. — Comme expression de cette opinion, voy. un rapport de Lasource et un projet de décret présenté par lui le 24 octobre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. III, p. 651-655.

2. Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 52.

3. Proclamations du 24 septembre et du 6 octobre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 188 et 468. — Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 114-116. — Chuquet, *Jemmapes*, p. 181-182.

4. Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 52, 71, 85. — Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 160, 161, 173. — *Moniteur*, 9 novembre 1792

assemblées primaires, on lui avait dit de compter sur la protection de la nation française s'il adoptait des institutions conformes aux droits de l'homme (1). L'idée se précisa que la France devait interdire à ces peuples de se donner des rois qui seraient des ennemis pour elle (2). Ce serait conforme à ses intérêts et à ceux de ces peuples eux-mêmes. On considéra que les peuples appelés à faire une révolution n'avaient pas l'expérience suffisante pour la bien faire. La France pouvait les y aider : ses représentants devaient se déclarer pouvoir révolutionnaire dans les pays où ses armées avaient porté la liberté. C'est l'idée qu'exprimait Cambon dans un rapport fait le 15 décembre 1792 à la Convention (3) : il amena le vote d'un décret de la même date sur la conduite à tenir en pays occupé. Le but visé était de faire accepter au dehors les principes révolutionnaires français, en même temps qu'on permettrait aux armées de vivre sur les pays occupés et qu'on y introduirait les assignats pour en relever le cours.

Au point de vue de l'administration, le décret du 15 décembre divisait l'œuvre à accomplir en deux parties : détruire et réédifier. Il fallait commencer par supprimer tout ce qui, étant l'œuvre des despotes, était contraire aux droits du peuple. Cette œuvre de destruction devra être complète et être accomplie avec méthode. Elle sera la tâche

1. Proclamation de Dumouriez à son entrée en Belgique ; *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 105. — Les commissaires à Perpignan à la Convention ; Nice, 19 novembre 1792 ; Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 250-251.

2. C'est ce que disait Danton à la Convention le 28 septembre 1792 ; *Archives parlementaires*, t. LII, p. 191.

3. *Archives parlementaires*, t. LV, p. 70-76.

du pouvoir révolutionnaire qui appartiendra à la France (1). Celle-ci, ayant effectué sa propre révolution, se trouve particulièrement qualifiée pour diriger celle des autres peuples. Elle les fera échapper aux intrigues de leurs ennemis. En détruisant les organes du despotisme, la France n'invoque pas le droit de conquête ; elle prétend rester « fidèle au principe de la souveraineté du peuple qui ne lui permet pas de reconnaître aucune des institutions qui y portent atteinte », ainsi que le déclare le préambule du décret du 15 décembre. Par application de ces idées, les généraux devront, en entrant en pays ennemi, supprimer les autorités établies, les impôts existants, le régime féodal et tous les privilèges (art. 1^{er}).

En agissant ainsi, la France a pour but de permettre au peuple d'exercer ses droits. Aussi les généraux proclameront-ils la souveraineté du peuple. C'est à celui-ci qu'il appartiendra d'accomplir l'œuvre de réorganisation. Il sera convoqué dans ses assemblées primaires pour élire des

1. Instructions générales pour les commissaires nationaux nommés en exécution du décret du 15 décembre ; Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 416-437 : « ...Toute révolution veut une puissance provisoire qui ordonne ses mouvements désorganiseurs, qui fasse en quelque sorte démolir avec méthode toutes les parties de l'ancienne constitution sociale, qui, remplaçant momentanément les autorités renversées, empêche que la hideuse anarchie ne s'empare du temps qui doit s'écouler entre la destruction et la reconstruction politique. Tel doit être le pouvoir révolutionnaire. A qui peut-il appartenir, si ce n'est aux Français dans les pays où la poursuite de leurs ennemis entraîna leurs armes... » Voy. aussi le préambule du décret du 2 mars 1793 qui applique les mêmes principes au pays Batave et l'adresse au peuple Batave votée le même jour sur la proposition de Barère.

administrations provisoires ; ceux-là seuls pourront voter qui auront prêté le serment à la liberté et à l'égalité (art. 3). Ces administrations feront les actes urgents et se concerteront avec les commissaires nationaux nommés par le Conseil exécutif pour les mesures relatives à la défense commune et aux besoins des armées (art. 5 et 7). Leurs pouvoirs cesseront lorsque le peuple aura organisé une forme de gouvernement libre et populaire (art. 9). Le décret ajoutait enfin que la France traiterait comme ennemi le peuple qui refuserait la liberté et l'égalité et qui voudrait conserver un prince et des castes privilégiées (art. 11).

Ainsi la République n'invoque pas le droit de la guerre, puisqu'elle a renoncé aux conquêtes. Elle veut permettre à la souveraineté populaire de s'exercer. Mais comme elle a, la première, établi les nouveaux principes, elle s'attribue un droit de tutelle sur les peuples qui veulent devenir libres. Pour les empêcher d'aliéner leur souveraineté, elle en surveille l'exercice en intervenant dans leur organisation intérieure.

Le décret du 15 décembre reçut une application très large. Le 21 janvier 1793, la Convention ordonna de le suivre dans tous les pays envahis (1). Le 2 mars, un décret spécial s'inspirait des mêmes principes pour la conduite à tenir dans le pays batave. Il fut exécuté à Mayence et dans la région rhénane ainsi qu'il en fut rendu compte par Haussmann à la séance de la Convention du 3 mars 1793 (2).

1. Voy. aussi deux arrêtés du Conseil exécutif du 24 décembre 1792 et du 4 mars 1793 : Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 558, t. II, p. 255.

2. *Moniteur*, 1^{er} avril 1793.

On « municipalisa » aussi sur la frontière espagnole (1). Enfin, l'application du décret se fit principalement en Belgique. Ce n'est pas que, dans ce dernier pays, il fut exactement observé dans sa lettre. La tâche de démolition avait été assez rigoureusement poursuivie : encore leva-t-on parfois les anciens impôts. Mais la souveraineté du peuple ne fut pas respectée. Des administrations provisoires ne furent pas partout constituées ; les commissaires nationaux, sans qualité pour cela, exercèrent les fonctions que le décret avait attribuées à ces administrations provisoires. Dans la pratique, on s'inspira beaucoup du but fiscal du décret. Pour l'atteindre, les agents français ne reculèrent pas devant les abus de pouvoirs. Ils empiétèrent sur les droits des autorités locales et cherchèrent dans la force militaire un moyen d'influencer les élections (2). Aussi le décret et son application soulevèrent-ils les réclamations de tous ceux — et ils étaient nombreux — qui ne voulaient point d'une révolution complète et analogue à celle qui s'était opérée en France (3). Néanmoins, le gouvernement français en maintint l'exécution et arriva par là au but qu'il visait, la réunion de la Belgique à la France. Cette manière d'agir aurait pu, sans doute, être considérée comme contraire à la

1. Lettre du général Sahuguet du 23 avril 1793, lue le 4 mai à la Convention ; *Moniteur*, 6 mai 1793. — Un représentant à l'armée des Pyrénées Orientales à la Convention, 30 août 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 200.

2. Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 154-156, 166-168, 180-182. — Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 282 et s.

3. Voy. *Archives parlementaires*, t. LVI, p. 140 ; t. LVII, p. 30, 31, 690-692, 714. — Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 19. — Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 107 et s., p. 125.

souveraineté du peuple belge ; mais qu'aurait pu dire l'ancien droit public, lui qui admettait le droit, pour l'occupant, de changer, d'autorité, le gouvernement du pays envahi ?

L'existence d'administrations nommées par le peuple, le désir proclamé de respecter la souveraineté de celui-ci apportaient des gênes à l'action des autorités militaires. D'autre part, les espérances fondées sur les bonnes dispositions des peuples étrangers avaient amené bien des déceptions. Les Belges avaient vu sans regret les Français repoussés par les Autrichiens. Le milieu de 1793 est une époque de défiance vis-à-vis des étrangers : on abandonne les illusions cosmopolites de Cloots et des Girondins. On n'érige plus en système général l'affranchissement des peuples, même suivant la formule française. On songe uniquement aux intérêts de la République et l'on veut imposer aux étrangers un régime plus rigoureux que précédemment. Pour cela, que fait-on ? On décide d'appliquer les usages traditionnels de la guerre. C'est l'objet d'un décret du 15 septembre 1793, d'après lequel les généraux français « exerceront, à l'égard des pays et des individus subjugués par leurs armes, les droits ordinaires de la guerre ». Dans les instructions rédigées le 18 septembre 1793 par le Comité de salut public en exécution de ce décret, il n'est pas question de « municipaliser », d'exercer le pouvoir révolutionnaire en vue de l'affranchissement des pays envahis. C'est l'abrogation implicite du décret du 15 décembre. C'est à titre d'occupant qu'un général français changera l'administration ou modifiera les lois du pays ennemi où il s'est établi, car c'est l'exercice des droits ordinaires de la guerre.

Si, quelquefois, il appelle encore les peuples à la liberté, s'il leur parle de leur souveraineté, c'est uniquement par intérêt.

Conformément à ces principes, les généraux français eurent à prendre des mesures relatives à l'administration des pays occupés, modifiant ou organisant les autorités locales ; cela n'a, en soi, rien que de très naturel et de très légitime. C'est une mesure prise pour assurer le bon ordre et qui, utile à l'occupant, l'est aussi aux habitants. Ils obligèrent parfois les autorités locales à faire leurs actes au nom de la République française, ce que nous n'admettrions plus aujourd'hui (1). La doctrine moderne écarte également une pratique dont la légitimité était expressément reconnue au XVIII^e siècle : c'est le fait d'imposer aux habitants ou aux autorités locales un serment d'obéissance et de fidélité vis-à-vis de l'occupant. Bonaparte eut fréquemment recours à ce moyen en Italie et en Autriche (2).

Les généraux ordonnèrent parfois aux émigrés et aux prêtres réfractaires de quitter les pays occupés par les armées de la République (3). La présence de ces individus

1. Arrêté de Bonaparte du 20 fructidor an IV (6 septembre 1796) sur l'administration de Trente ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 750, 751.

2. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 339, 494-495 ; t. II, p. 189, 405, 418, 419 ; t. III, p. 41. — Chélard, *Les armées françaises jugées par les habitants de l'Autriche*, p. 54-55.

3. Les commissaires en Belgique à la Convention, 16 février 1795 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 146. — Au contraire, dans une proclamation du 27 pluviôse an V (15 février 1797), Bonaparte permet aux prêtres réfractaires de rester dans les états du Pape occupés par les Français ; *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 451.

pouvait, en effet, paraître dangereuse. On décida aussi la confiscation des biens des émigrés se trouvant dans les pays occupés par les armées françaises (1). Cette mesure pouvait s'expliquer par les droits de l'occupant en pays ennemi. Mais elle fut appliquée aussi en Belgique sous l'empire du décret du 15 décembre 1792. Il semble qu'alors elle était une atteinte à la souveraineté d'un peuple ami dont le consentement aurait dû être obtenu pour justifier cette confiscation (2).

Lorsque les mesures de police de l'occupant ont été insuffisantes et n'ont pas empêché un soulèvement des habitants, il le réprime avec la plus grande rigueur. Ici, il agit par représailles et ne rencontre pas les restrictions ordinaires aux moyens à employer. Le massacre, l'incendie, le pillage sont alors ses procédés normaux. Les Français durent recourir à ces rigueurs pour réprimer des insurrections en Lombardie, à Venise, en Egypte et à Naples (3).

1. Décret du 4 décembre 1792, du 26 janvier 1793, du 31 juillet 1793. — Lettres des commissaires en Belgique du 16 et du 22 février 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 146, 183. — Arrêté des représentants du peuple en Hollande ; *Moniteur*, 1^{er} germinal an III. — De Jomini, *op. cit.*, t. III, p. 208. — Traité du 5 janvier 1800 entre la République française et la République batave.

2. Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 182.

3. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 399-400, 416 ; t. III, p. 41. — Gaffarel, *Fondation de la République cisalpine*, dans la *Révolution française*, t. XVII, p. 208, 210. — De Jomini, *op. cit.*, t. II, p. 367, 372-373. — De Sybel, *op. cit.*, t. VI, p. 49 52, 244. — Bourrienne, *Mémoires*, t. II, p. 117-118, 184-186.

CHAPITRE III

ANNEXION

Nous avons vu combien étaient larges au xviii^e siècle les droits reconnus à l'occupant. Celui-ci n'était pas tenu de respecter la souveraineté de son adversaire sur le territoire dont il s'était emparé au cours des opérations militaires. Il semblait dès lors qu'il eût la faculté de considérer le droit des armes comme un titre suffisant pour établir sa souveraineté sur le pays dans lequel il s'était établi, que, par suite, occupation et annexion se confondissent à sa volonté au lieu de former, comme dans nos idées modernes, deux catégories juridiques distinctes. En effet, Vattel parle des villes et des provinces qui « passent sous la puissance de l'ennemi qui s'en empare » (1). De Martens, employant d'ailleurs, une terminologie défectueuse où il confond propriété et souveraineté, considère le belligérant comme autorisé à « s'emparer des biens de l'ennemi et à en disposer comme s'ils étaient sans propriétaire » ; il fait l'application de cette idée aux villes et provinces. Il autorise le belligérant qui se rend « maître d'une province ennemie » à en changer la constitution (2). Or ce changement peut constituer une annexion.

1. Voy. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. XIII, §§ 197, 198.

2. Voy. de Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. IV, §§ 280, 282.

Cependant le belligérant pourra-t-il profiter toujours de son droit de conquête et l'occupation va-t-elle tout de suite se transformer *erga omnes* en une annexion ? Ce n'est point l'idée des auteurs du xviii^e siècle qui apportent au principe deux tempéraments. D'abord le belligérant n'usera pas de son droit s'il juge suffisantes les satisfactions qu'il a obtenues par ailleurs. Aussi de Martens constate qu'avant la Révolution « on ne touchait pas à la constitution d'un pays qu'on n'avait pas le dessein de garder à la paix future ». Mais la réserve observée par le belligérant est une pure faculté pour lui ; il agit au mieux de ses intérêts en ne conquérant que ce qu'il juge utile et possible de conserver. Mais il aurait le droit de considérer comme siens tous les territoires où il s'est établi. Dès lors, si, au lieu de les annexer, il juge utile d'y faire créer par les habitants certaines institutions politiques, nous ne voyons pas en quoi cela serait contraire aux règles que nous exposons sur les droits des belligérants. Aussi la critique adressée par de Martens à ce sujet aux pratiques de la Révolution ne nous paraît pas en conformité avec la doctrine de cet auteur.

Un autre tempérament repose sur des considérations juridiques. Un belligérant a bien le droit de considérer que la possession d'un territoire ennemi est, par elle seule, un titre suffisant d'acquisition pour lui. Il se regardera comme légitime souverain des provinces dont il s'est emparé. Mais son adversaire ne sera pas tenu de lui reconnaître ce titre parce que, suivant de Martens, la guerre suspend « entre les puissances belligérantes les égards que, d'ailleurs, elles doivent avoir pour leurs propriétés réciproques ». Par suite, un État tiers auquel le conquérant aurait, durant la guerre,

remis une place ennemie, n'aurait pas sur celle-ci un droit ferme. Il ne peut pas empêcher ainsi l'ancien souverain de s'emparer à nouveau de cette place. S'il prétend la garder, il se trouvera impliqué dans la guerre. Pour que la conquête soit définitive, il faut qu'elle ait été confirmée dans le traité de paix ; alors renaît pour chaque État l'obligation de respecter le droit des autres. En somme, tant que durent les hostilités, un belligérant peut faire tout ce qu'il veut sur le territoire de son adversaire, sauf les effets d'un retour offensif de la part de ce dernier.

Nous ne ferons pas la critique de cette doctrine, aujourd'hui abandonnée. Partant de l'idée que les belligérants ne sont pas tenus au respect réciproque de leur souveraineté, elle ne peut arriver à l'établissement d'une règle de droit. Elle constate le fait d'invasion, le fait d'occupation et n'impose aucune limite à l'action de celui qui les accomplit : elle constate que l'adversaire ne renonce pas à voir la fortune de la guerre tourner à son profit et elle laisse libre cours à ses prétentions. C'est une doctrine anarchique parce qu'elle fait une application de l'idée d'après laquelle la guerre ferait cesser tout droit entre les belligérants.

D'après les principes de cet ancien droit public, la France révolutionnaire aurait pu considérer comme annexés tous les territoires où elle porta ses armes. Mais la Constitution de 1791 avait écarté cette doctrine en disant que la France renonçait aux conquêtes ; le décret du 20 avril 1792, décidant la guerre au roi de Hongrie et de Bohême, rappela cette déclaration. Aussi, lorsqu'on voulut réunir à la France les territoires occupés par nos armées, dut-on invoquer un autre principe. La renonciation aux conquêtes avait été

dictée par le sentiment du respect des droits des peuples étrangers à la liberté desquels on ne voulait pas porter atteinte. Elle n'impliquait pas reconnaissance des droits du prince étranger. Par suite, on fit ici ce que nous avons déjà vu pour l'occupation. Les peuples affranchis par nos armes furent appelés à l'exercice de leur souveraineté : ils émisrent le vœu d'être réunis à la France et ce vœu fut accepté par la Convention.

Cette manière de procéder avait été tout d'abord appliquée à Avignon et au Comtat Venaissin. Le décret du 13 septembre 1791 qui en prononçait la réunion invoquait à la fois les droits de la France et le vœu des habitants (1). Dans l'application qui en fut faite dans la suite aux provinces ennemies, on ne put alléguer que le dernier motif. L'annexion se fit donc sur le fondement de la volonté des habitants, de leur souveraineté, ainsi que le montrait le rapport fait le 27 novembre 1792 par Grégoire, sur la réunion de la Savoie à la France (2). Le vœu était émis par une commune, par une province et, sans s'inquiéter du prince dont elles relevaient, on acceptait ce vœu. Ce principe de l'émiettement de la souveraineté était destructeur des droits de l'Etat puisqu'on laissait ainsi à une province la faculté de se déclarer indépendante ou de changer de nationalité par sa seule volonté. Ne pouvait-on pas craindre de voir ce principe se retourner contre la France et servir de base à des mouvements séparatistes ? En fait, on se défendit contre un danger de cet ordre dans la lutte contre le fédéralisme pour la République *une et indivisible*. Mais il n'était point

1. Sorel, *op. cit.*, t. II, p. 98-104, 195-203. 293.

2. *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 610-617.

illogique, dans les idées du temps, de proclamer l'indivisibilité de la nation française et d'accepter les vœux de réunion des provinces étrangères. La France, disait-on, ne forme vraiment une unité politique, une seule nation que depuis l'époque où ses représentants se sont rassemblés pour faire une constitution. Au contraire, les différentes parties des Etats de l'ancien régime ne sont pas unies entre elles car elles n'ont pas consenti à cette union (1). Cette conception n'était donc pas illogique. Si tous les Etats avaient eu leur constitution librement consentie, si partout on avait renouvelé le contrat social, on aurait été amené à une règle de droit des gens fondée sur le respect mutuel de la souveraineté de chacun. Mais c'était une conception essentiellement révolutionnaire, puisqu'elle exigeait, comme condition préalable, l'organisation de la souverai-

1. Pétion disait le 16 novembre 1790 : « Il n'existe point de véritable union politique, d'union qui engage tous les membres d'une société, que lorsque les conditions en ont été réglées par les individus qui la composent. Un engagement sans volonté est nul ; cette vérité est à l'abri de toute atteinte et les Etats-Unis lui ont rendu un solennel hommage, lors de la formation de leur gouvernement. Il n'y a qu'un instant que la France a une vraie fédération politique. Chacune des provinces qui composent ce bel Empire était un Etat séparé, qui avait ses statuts particuliers, ses privilèges... On dira peut-être que les provinces d'un Empire, à quelque titre qu'elles y soient jointes, s'y trouvent attachées par un consentement tacite.. Il ne faut pas se laisser abuser ici par cette apparence de consentement ; ce n'est autre chose que la soumission de la faiblesse à l'empire de la force... Tant qu'un peuple ne s'unit pas volontairement à un autre ; tant que les parties d'un Empire ne se lient pas, ne s'incorporent pas ensemble par un vœu libre, il n'y a point d'association, il n'y a point d'alliance ; la force seule établit les rapports : or, la force viole les droits, au lieu de les consacrer... » *Archives parlementaires*, t. XX, p. 480.

neté du peuple dans les autres Etats. Elle tendait à substituer dans le droit des gens le respect de la souveraineté du peuple au respect de la souveraineté de l'Etat. Elle était en contradiction absolue avec l'ancien droit public.

Cette conception, de nature à troubler la paix générale, venait, après l'ouverture des hostilités, restreindre les droits des belligérants tels qu'ils étaient reconnus au XVIII^e siècle. La France, s'inspirant de cette doctrine, se regardait comme obligée de respecter la souveraineté du peuple. Nous avons vu les conséquences de cette idée pour les droits de l'occupant. De même, l'annexion ne put se réaliser qu'en exécution du vœu émis par le peuple.

Les réunions opérées suivant ces principes furent nombreuses en 1792 et en 1793. Le peuple, dans ses assemblées primaires, émettait son vœu de réunion que la Convention acceptait ensuite dans un décret. Le vœu était émis soit pour une province entière, comme la Savoie ou le comté de Nice, soit isolément pour chaque ville et chaque canton d'une même région, ainsi qu'il fut fait en Belgique. On réunit notamment de cette façon, la Savoie (1), le comté de Nice (2), le pays de Porentruy (3), la Belgique (4), Mayence (5).

Les vœux de réunion furent-ils bien sincères ? Les autorités militaires françaises, les représentants en mission et les commissaires nationaux n'abusèrent-ils jamais de leurs

1. Décret du 27 novembre 1792.

2. Décret du 31 janvier 1793.

3. Décret du 25 mars 1793.

4. Décrets du 1^{er}, du 2, du 3, du 4, du 6, du 8, du 11, du 19 et du 25 mars 1793.

5. Décret du 30 mars 1793.

pouvoirs pour les influencer ? C'est ce qu'on ne pourrait affirmer d'une manière absolue. Dans certains cas, en Savoie notamment et aussi dans le comté de Nice et dans l'évêché de Liège, les vœux de réunion semblent bien avoir été sincères. En Belgique, au contraire, ils furent souvent obtenus grâce à la pression exercée sur les habitants (1).

On procéda ensuite à l'organisation de ces territoires. La Savoie et le pays de Nice formèrent deux nouveaux départements. On en décida de même pour la Belgique. Mais on ne put pas achever l'organisation de celle-ci par suite du retour offensif des alliés. On considéra en France que la réunion ainsi effectuée devait produire des effets complets. Aussi leva-t-on des troupes dans les pays réunis (2). On alla plus loin. Les troupes françaises ayant eu à souffrir, aux environs de Nice, des attaques d'habitants faisant antérieurement partie des milices sardes, on se demanda quelle conduite on devait tenir à leur égard (3). Le Conseil exécutif, pour éviter ce danger à l'avenir, prit une mesure fort sage. Il décida que les miliciens habitant le comté de Nice, seraient traités comme prisonniers de guerre s'ils ne consentaient pas à prendre du service dans l'armée des Pyrénées (4). C'était leur donner le choix entre la natio-

1. Borgnet, *op. cit.*, t. II, p. 194 et s. — Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 284 et s.

2. Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 400, 474 ; t. III, p. 497, 499 ; t. IV, p. 157 ; t. X, p. 415 — Fieffé, *Histoire des troupes étrangères au service de la France*, t. II, p. 25-26.

3. Lettre des commissaires dans les Alpes-Maritimes, 16 mars 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 578.

4. Arrêté du 24 mars 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 481.

nalité sarde et la nationalité française en leur imposant, pour leur option, un mode particulièrement expressif s'ils préféreraient celle-ci, en les traitant comme des soldats ennemis s'ils voulaient conserver la première. On prit dans la suite des mesures plus rigoureuses. Un décret du 2 pluviôse an II (21 janvier 1794) ordonna de juger militairement les « ci-devant Savoisien^s pris les armes à la main contre la République ». Un décret du 25 brumaire an III (15 novembre 1794) appliqua aux citoyens des pays réunis les peines portées contre l'émigration (art. 6, 7 et 8). On étendit même cette mesure très loin en y voulant comprendre des hommes qui n'avaient jamais habité les pays réunis depuis l'annexion (1). A l'inverse, les citoyens des pays réunis pouvaient jouir des prérogatives attachées à la qualité de Français et refusées aux étrangers. C'est pourquoi, le 6 floréal an II (25 avril 1794), le Comité de salut public répondait à des Belges, à des Liégeois et à des Mayençais qui l'avaient consulté, que la loi des 26 et 27 germinal, dans ses dispositions sur le séjour des étrangers, ne les concernait pas (2).

Les alliés, qui n'acceptaient point le droit public de la Révolution, ne reconnaissaient aucun effet à ces annexions. Lorsque la fortune des armes les ramenaient dans les pays réunis, ils y exerçaient pleinement leur souveraineté. Aussi les Piémontais rentrant en Savoie ordonnaient-ils aux an-

1. Telle était la prétention émise en 1798 par Guinguéné, ambassadeur de France à Turin, lorsqu'il demandait l'expulsion des émigrés français du territoire piémontais. Gaffarel, *L'annexion du Piémont à la France en 1798*, dans la *Révolution française*, t. XIX, p. 516-517.

2. Aulard, *op. cit.*, t. XIII, p. 45.

ciens conseils de reprendre leurs fonctions et aux habitants de rejoindre les troupes royales (1).

Ces annexions par l'accord des populations des pays occupés et du gouvernement français furent pratiquées tant que persista le désir de porter la liberté aux peuples étrangers. Mais, à partir du milieu de 1793, un changement analogue à celui que nous avons signalé pour l'occupation se produit ici. Le décret du 13 avril 1793 marqua l'intention de renoncer à la guerre de propagande ; celui du 15 septembre décida qu'on exercerait à l'égard des pays subjugués les droits ordinaires de la guerre. Dès lors on rentre dans la tradition. On se considère comme ayant le droit de tout faire à l'égard des pays où l'on a porté ses armes : mais, par politique et pour réserver l'avenir, on s'abstient d'exercer complètement ses droits. On ne sollicite plus les vœux de réunion ; on n'accepte même pas ceux qui se produisent spontanément. On le vit bien pour Montbéliard. Cette principauté avait été envahie par les troupes françaises en octobre 1793. Les habitants émirent le vœu d'être réunis à la France, et ce vœu fut présentée à la Convention le 23 pluviôse an III (11 février 1794) ; cette réunion ne s'opéra que par le traité du 7 août 1796 entre la République et le duc de Wurtemberg (2).

1. Krebs et Moris, *op. cit.*, t. I, Pièces justificatives, p. LXXXIV.

2. S'inspirant de l'ancien droit public, le représentant Bernard avait déclaré réunie à la République la principauté dont il s'était emparé. Mais il ne fut pas suivi dans cette voie par la Convention. Lods, *Un conventionnel en mission. Bernard de Saintes et la réunion de la principauté de Montbéliard à la France*, p. 78-82, 91-99. — Santhonax, *Bernard de Saintes, dans la Révolution française*, t. XVI, p. 385-388.

La même réserve est très généralement observée. A peine peut-on y trouver quelques exceptions. Les annexions qui se produisent alors sont fondées sur le droit de conquête. C'est ce que fit un décret du 9 vendémiaire an IV (1^{er} octobre 1795) pour les territoires autrichiens de la rive gauche du Rhin autres que ceux qui avaient été réunis en mars 1793 en vertu de leur consentement (1). A l'égard de ces derniers on décida l'exécution des décrets de réunion : on invoquait que la France avait conclu avec eux un contrat qu'il ne dépendait pas d'elle de rompre. Pour les premiers, on disait que, sans doute, les habitants n'avaient pas émis de vœu de réunion mais qu'afin de s'indemniser des dépenses de la guerre et afin d'obtenir de nouveaux moyens de défense, la République « pouvait et devait, soit retenir à titre de conquête, soit acquérir par des traités des pays qui seraient à sa convenance, sans en consulter les habitants ». C'était tout le vieux droit public qui réapparaissait dans ces paroles de Merlin de Douai. Reberjot présenta la même idée en invoquant la victoire comme un titre pour un peuple qui défendait une cause juste (2). Lesage critiqua bien cette conception en montrant que la conquête, fondée sur la force, n'avait de valeur qu'autant que la force la

1. Les territoires ainsi annexés sans avoir demandé la réunion étaient le Luxembourg et le Limbourg. Voy. le rapport de Merlin de Douai et la discussion dans le *Moniteur*, 11-16 vendémiaire an IV.

2. « Dès qu'un peuple a pu vaincre ses agresseurs en défendant la plus juste des causes et les plus légitimes de ses droits, il acquiert un titre ; et personne ne peut lui contester qu'il peut profiter du succès de ses armes, se servir de ses victoires, pour conserver sa tranquillité, maintenir sa sûreté et préparer sa prospérité future. »

soutenait et qu'il était ridicule de décréter que la France serait « toujours plus forte que la maison d'Autriche » ; le décret fut néanmoins voté. Mais si l'idée de Lesage fut écartée du débat, elle inspira dans d'autres cas la politique française. Les annexions par voie de conquête pure et simple ne se présentèrent plus que pour des Etats dont les moyens de défense avaient été réduits à néant, comme il arriva notamment pour le duché de Modène (1). Le Piémont fut réuni à la France après l'abdication du roi et conformément au vœu exprimé par les habitants.

La France, dans les traités de paix, obtint confirmation de ses annexions et cession d'autres territoires. Elle ne les conserva pas tous pour elle. Elle créa en Italie la République cisalpine avec les territoires cédés par l'Autriche à Léoben auxquels elle adjoignit le Modénais et quelques territoires enlevés au Pape. On créa aussi la République romaine et la République parthénopéenne après avoir anéanti la puissance du Pape et celle du roi des Deux-Siciles. Cette création de républiques n'était cependant pas un retour complet aux idées du début de la Révolution sur l'affranchissement des peuples. C'étaient des républiques établies d'autorité, avec une constitution imposée. L'autorité militaire française intervenait souvent dans leur administration intérieure. C'étaient des créations dictées par l'intérêt politique. Mais elles avaient un élément de stabilité que ne donne pas la conquête faite au cours d'une guerre. Elles étaient fondées sur des traités ou sur l'anéantissement du régime politique antérieur.

1. Il est curieux de noter que l'île de Malte fut cédée à la France par un traité du 24 prairial an VI (12 juin 1798) avec le Grand Maître.

CHAPITRE IV

NEUTRALITÉ

Lorsqu'en 1792 la France eût déclaré la guerre à l'Autriche, à laquelle vint se joindre la Prusse, plusieurs puissances manifestèrent l'intention de rester étrangères au conflit. Les princes allemands, malgré les sollicitations de la cour de Vienne, firent savoir à la France qu'ils voulaient demeurer en paix avec elle. En mai 1792, lord Grenville déclara au chargé d'affaires français Chauvelin que le gouvernement britannique entendait rester neutre (1). En décembre, notre envoyé à Madrid recevait de l'Espagne une promesse semblable (2). C'était, de la part de ces puissances, reconnaître que le conflit était une guerre et non une intervention armée, comme le prétendait le manifeste du duc de Brunswick. Mais l'Angleterre, une fois engagée dans les hostilités, ne resta pas fidèle à cette idée. Elle chercha à entraîner les divers princes de l'Europe dans la coalition. Tout au moins elle leur demanda de ne pas observer vis-à-vis de la France les règles ordinaires de la neutralité. Le ministre anglais près de la cour danoise remet-

1. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 377 — Par une proclamation du 25 mai, il était défendu aux sujets anglais de recevoir des lettres de marque d'un belligérant.

2. *Archives parlementaires*, t. LVI, p. 2.

tait, en juillet 1793, au comte de Bernstorff, une note disant qu'on ne pouvait pas regarder en ce moment comme possible l'observation, à l'égard de la France, des anciennes relations d'amitié et de neutralité. En conséquence, il lui demandait de prendre certaines mesures que nous n'analyserons pas, car elles sont relatives au droit maritime international et doivent être rangées parmi les précédents du blocus continental. Le comte de Bernstorff n'accepta point cette manière de voir, invoquant que les principes du droit des gens ne dépendaient pas des circonstances; il déclara que le Danemark entendait observer les règles de la neutralité (1). L'Angleterre méconnaissait aussi la possibilité même de la neutralité lorsque lord Fitz-Gerald notifiait aux Suisses que son gouvernement ne pouvait autoriser aucune correspondance directe ou indirecte avec les factieux ou leurs agents (2). Les prétentions anglaises ne pouvaient avoir effet qu'à l'égard des puissances maritimes. Aussi ne nous y arrêterons-nous pas davantage. Dans les guerres continentales de la Révolution, il y eut des peuples en paix avec les belligérants et à l'égard desquelles on dut appliquer les théories de neutralité. La France, malgré ce qu'aurait pu faire penser le décret du 19 novembre 1792 sur la guerre de propagande, avait toujours maintenu cette conception. Elle avait cherché, par des négociations, à obtenir la neutralité de diverses puissances : nous avons montré quelques-uns des résultats obtenus. Elle avait, de plus,

1. G. F. de Martens, *Recueil*, t. V, p. 569-573, 577-582. Voy. aussi p. 590-592, une note du baron de Krudener, envoyé russe à Copenhague, du 10 août 1793.

2. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 489.

manifesté son intention de respecter celles qui n'embrasseraient pas la cause de ses ennemis. Aussi avait-on essayé de les rassurer par des explications relatives au décret du 19 novembre (1). Enfin, un décret du 27 brumaire an II (17 novembre 1793) ordonna de respecter le territoire de toutes les nations neutres.

Ainsi, dans les guerres de la Révolution, on eut à appliquer les règles de la neutralité. Celles-ci mettent à la charge des Etats étrangers aux hostilités, certaines obligations fondées sur le respect dû à chaque belligérant. En vertu de cette idée, un Etat neutre ne doit pas fournir de secours militaires à un belligérant ni accorder à celui-ci des avantages qu'il refuse à l'autre. La doctrine moderne va très loin dans cette voie, tandis que celle du XVIII^e siècle laissait au neutre une liberté plus grande en même temps qu'elle avait moins de précision dans ses règles. Les guerres de la Révolution mirent en évidence les vices de la théorie alors admise, et elles contribuèrent à l'adoption des idées modernes.

Une première règle est que le neutre doit s'abstenir de fournir un secours militaire en hommes à l'un des belligérants. S'il le fait, l'autre sera en droit de le considérer comme impliqué dans la guerre et de le traiter en ennemi. Cette idée n'était pas admise sans des distinctions au XVIII^e siècle. Elle était bien consacrée dans sa généralité par Wolff. (2). Mais Vattel, invoquant les principes et l'usage de l'Europe, rejetait cette opinion absolue. Selon lui, un belligérant ne pouvait traiter en ennemi que celui qui faisait cause commune avec l'adversaire, et celui qui l'assistait.

1. Voy. *suprà*, p. 163, 164.

2. Wolff, *Jus gentium*, § 1185.

soit sans y être obligé par traité, soit en vertu d'une alliance offensive ou d'une alliance défensive spécialement conclue pour la guerre actuelle ou pendant le cours de celle-ci. Au contraire, un neutre pouvait, sans perdre sa qualité, fournir à un belligérant un secours stipulé par un traité antérieur. Ce traité, qui n'a pas visé l'autre partie, ne lui fait pas injure ; son exécution n'est que le paiement d'une dette. Vattel se félicite que tel soit l'usage de l'Europe, car « les principes contraires iraient à multiplier les guerres, à les étendre sans mesure à la ruine commune des nations » (1).

Lorsque les princes allemands eurent fourni des troupes pour défendre l'Empire, ils invoquèrent cette doctrine et prétendirent n'être pas en guerre contre la France. « D'après notre Constitution gothique, disait Lucchesini pour les tranquilliser, un prince de l'Empire peut être forcé à fournir des troupes pour la guerre, tout en conservant la neutralité de son pays » (2). En effet, l'obligation pour chaque prince de contribuer à la guerre au moyen de son contingent résultait d'un accord antérieur remplissant les conditions énoncées par Vattel. Néanmoins la France considéra comme contraire au devoir de neutralité l'appui fourni à ses adversaires (3). Aussi traita-t-elle en ennemis

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. VI, §§ 95-101.

2. Cité dans de Sybel, *op. cit.*, t. II, p. 254. — Voy. aussi un mémoire du prince de Nassau-Séchen réclamant contre une contribution imposée par Custine. *Archives parlementaires*, t. LV, p. 104.

3. Les commissaires à l'armée du Rhin (Merlin, Reubell, Haussmann) au Conseil exécutif, 8 mars 1793 : « . . . Il est bien évident que l'électeur palatin, en fournissant son contingent, ne peut se dire neutre sans dérision, et tout prince de l'Empire qui ne secoue

les princes de l'Empire qui avaient mis en marche les troupes de leur contingent. C'est sur cette raison que s'appuya l'occupation de la principauté de Montbéliard qui dépendait du duc de Wurtemberg. Il convient d'ailleurs d'ajouter que, pour des considérations politiques, la France apporta des tempéraments à cette idée. Même après la déclaration de guerre de l'Empire, elle conserva des relations diplomatiques avec certains princes allemands qui l'assuraient de leurs bonnes intentions (1). Elle ne maintint pas les mesures de rigueur prises tout d'abord à l'égard des villes hanséatiques qui n'étaient comprises dans la guerre d'Empire que contre leur volonté (2).

Dans cette conception française, plus rigoureuse que la doctrine de l'époque, il ne faudrait pas voir simplement une de ces prétentions arbitraires dont les belligérants ont donné tant d'exemples. Cette conception est admise de nos jours et cela nous amène à penser qu'elle répondait à un état de la société internationale autre que celui qui avait vu triompher la doctrine enseignée encore par Vattel et par

pas le joug de la confédération germanique est nécessairement notre ennemi ». Aulard, *op cit.*, t. II, p. 290. Les commissaires dans le Porentruy au Président de la Convention, 1^{er} mars 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 254.

1. Aulard, *La diplomatie du premier Comité de salut public*, dans la *Révolution française*, t. XVIII, p. 350-356.

2. Arrêté du Conseil exécutif, 1^{er} mars 1793 ; Aulard, *op. cit.*, t. II, p. 227. — Décret du 29 mars 1793. — Le ministre des affaires étrangères au Comité de salut public, 30^e jour, 1^{er} mois an II (21 octobre 1793) ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 429, note. — Arrêté du Comité de salut public du 4 floréal an II (23 avril 1794) ; Aulard, *op. cit.*, t. XIII, p. 3.

certain publicistes du commencement du *xix^e* siècle. Avant la Révolution, en effet, plusieurs princes faisaient trafic de leurs soldats. Il s'engageaient, moyennant rétribution convenable, à fournir des régiments aux Etats qui se trouveraient en guerre. Mais eux-mêmes n'entendaient pas être impliqués dans les hostilités. La doctrine de Vattel leur permettait d'effectuer en sûreté ce commerce. Elle était dans l'intérêt commun de tous les Etats car, grâce à ce moyen, les belligérants pouvaient se procurer des troupes.

Mais la Révolution écarta cette conception. Elle ne compta pas sur ce procédé pour se procurer des soldats et ne renouvela pas les capitulations avec les Suisses ; elle n'admit le concours des étrangers que lorsque ceux-ci se présentèrent comme les défenseurs de la liberté. L'armée de la France pendant la Révolution fut une armée nationale ; le soldat ne fut pas un mercenaire vendant ses services, mais un citoyen défendant sa patrie. Avec une telle conception, l'intérêt qu'il y avait eu auparavant à trouver des troupes en pays étrangers, s'évanouissait. Dès lors, on pouvait admettre que c'était un devoir absolu pour les neutres de ne pas fournir de soldats à un belligérant, conséquence naturelle de l'idée qu'ils devaient rester étrangers aux hostilités. L'engagement pris antérieurement par le neutre envers un belligérant ne pouvait légitimer ce secours contraire au respect dû à la partie adverse. Ces idées qui inspiraient la pratique révolutionnaire ne furent pas tout de suite universellement consacrées ; les divers Etats de l'Europe, en effet, n'avaient pas renoncé à tirer des troupes de l'étranger ; la France elle-même revint à ce système. Mais, au cours du *xix^e* siècle, il fut définitivement abandonné, ce qui per-

mit de recevoir la règle sur les obligations des neutres admise par la France pendant la Révolution.

L'Etat neutre, qui ne doit pas fournir de soldats à un belligérant, ne doit pas non plus lui procurer des armes ni des munitions. Cette règle ne s'est établie qu'après la précédente et au cours du *xix^e* siècle elle a encore été plusieurs fois méconnue. Pendant la Révolution, la France chercha maintes fois à acheter des armes ou des munitions dans les pays neutres. Cette opération se faisait, soit en traitant avec des particuliers, soit en passant marché avec le gouvernement neutre lui-même. Le premier procédé — qui était régulier — était suivi par les ministres de la guerre et de la marine ; on avait recours au second moyen en faisant agir le ministre des affaires étrangères. Plusieurs actes du pouvoir exécutif lui ordonnèrent d'entamer, dans ce but, des négociations avec les gouvernements des Etats neutres et notamment de la Suisse, des princes italiens, des régentes barbaresques (1).

D'après nos idées modernes, l'Etat neutre ne doit pas prêter à un belligérant ce secours particulier qui consiste à le laisser passer sur son territoire. Or cette conception n'était pas reçue au *xviii^e* siècle. D'après Vattel, l'Etat neutre pouvait permettre à un belligérant de traverser son territoire et l'adversaire n'était pas en droit de s'en plaindre. Cependant, à raison de l'impartialité que doivent gar-

1. Arrêtés du Comité de salut public du 1^{er} mai, du 27 mai 1793, du Conseil exécutif du 26 mai, du 5 juillet, du 19 août 1793, du Comité de salut public du 29 frimaire an II (19 décembre 1793) ; Aulard, *op. cit.*, t. III, p. 553, t. IV, p. 343, 329 ; t. V, p. 182 ; t. VI, p. 26 ; t. IX, p. 514.

der les neutres, le passage ne pourrait pas, sans motif, être accordé à un belligérant et refusé à l'autre. D'ailleurs, le territoire neutre ne pourrait pas servir d'asile et de base d'opérations à un belligérant qui y attendrait une occasion favorable pour attaquer son ennemi (1).

La Révolution rejeta encore cette conception. La France considéra comme ses ennemis, les princes qui avaient laissé traverser leurs Etats par les troupes alliées. Pozzo-di-Borgo disait, le 16 juillet 1792 à l'Assemblée législative : « Le pays qui contient dans son sein les forces destinées à nous détruire n'est pas en droit de réclamer la neutralité ; c'est lui qui l'a violée le premier s'il a accepté de bon gré les bataillons ennemis, fournis les magasins, l'établissement des quartiers et les autres préparatifs de guerre ». (2) Sur ce fondement se fit l'expédition de Custine contre les princes des bords du Rhin qui avaient permis le passage de l'armée austro-prussienne. On exigeait comme condition de la neutralité que les princes s'opposassent à ce passage (3). Aussi, pour sauvegarder ses intérêts, l'électeur palatin empêcha les Autrichiens d'entrer à Mannheim et de passer le pont du Rhin ; quand ils se présentaient pour traverser ses Etats, un commissaire palatin allait, au nom de l'électeur, protester contre cette violation du territoire (4).

La France, parfois, stipula dans des traités que son

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. VII, §§ 126, 127, 132. — De Martens, *op. cit.*, l. VIII, chap. V, § 310.

2. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 510.

3. Arrêté du Conseil exécutif du 9 novembre 1792, relatif au duc de Deux-Ponts. Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 234.

4. Chuquet, *L'expédition de Custine*, p. 17-18.

cocontractant refuserait le passage à nos ennemis mais le permettrait aux troupes françaises (1). Ce n'était pas se mettre en contradiction avec l'idée admise par elle quant aux devoirs des neutres. La France, en effet, aurait pu conclure une alliance ; elle aurait pu stipuler un secours militaire ; elle se bornait à se faire promettre un passage. En concluant cette convention, elle n'avait pas à se préoccuper des rapports entre son cocontractant et ses ennemis. C'était au cocontractant à voir si la politique de neutralité était compatible avec les obligations qu'il avait ainsi assumées.

La France se départit quelquefois de sa rigueur pour des motifs politiques. Elle se borna à réclamer contre le passage livré par Venise aux troupes autrichiennes sur son territoire. Elle ne considéra pas ce fait comme un *casus belli*, Elle n'engagea pas, contre Venise, une guerre qui, au début de la campagne, aurait gêné les opérations de l'armée d'Italie.

Les guerres de la Révolution ont montré quels dangers le passage des troupes belligérantes fait courir à l'Etat neutre sur le territoire duquel il s'effectue. Les belligérants doivent s'abstenir d'y pénétrer de force. Ce n'est point là une règle spéciale du droit de la guerre, puisqu'elle est la conséquence du respect que se doivent les Etats. Mais, en temps de guerre, il convient particulièrement de la poser, car c'est alors qu'on sera le plus tenté de la violer. Si un Etat neutre permet à un belligérant de passer sur son territoire, l'autre y pénétrera aussi pour attaquer son adversaire. Il négligera même d'en demander l'autori-

1. Par ex. armistice du 5 messidor an IV (23 juin 1796), avec le Pape, art. 4 et 10.

sation, en invoquant la nécessité d'une action rapide. La lutte s'engagera sur le territoire neutre. On s'emparera des forteresses qui s'y trouvent, sous prétexte que l'adversaire pourrait les occuper ; on hésitera d'autant moins à le faire que Vattel autorise ce procédé (1). Le territoire neutre deviendra ainsi le champ de bataille des belligérants. C'est ce qui arriva pendant la Révolution, notamment à l'égard de Gènes et de Venise. Tour à tour les territoires de ces deux Républiques furent traversés par les armées françaises, autrichiennes et piémontaises. Ces Etats ne veillaient pas à faire respecter leur neutralité, Venise qui, avec quelque énergie, aurait pu le faire, avait adopté la timide attitude de la neutralité désarmée qui devait lui devenir funeste. De bonne heure, les Piémontais s'étaient permis des incursions sur le territoire neutre de Gènes. On avait alors songé en France à ne pas respecter cette neutralité ainsi violée par l'adversaire. Mais cette manière de voir ne fut point appliquée tout d'abord (2). On songea à respecter le territoire génois tant que les Austro-Piémontais n'y pénétraient pas ou de n'y entrer les premiers que sur la demande du gouvernement de Gènes (3). Mais, en 1794, plusieurs opérations militaires furent effectuées dans ce pays neutre.

La Vénétie eut encore plus à souffrir à raison de sa position géographique. Les Autrichiens furent les premiers à

1. Vattel, *op. cit.*, l. III, chap. VII, § 122

2. Krebs et Moris, *op. cit.*, t. I, p. 299.

3. Instructions de Le Brun à Tilly, chargé d'affaires à Gènes, 8 mars 1793 ; Charavay, *op. cit.*, t. III p. 192, n. I. — Le Comité de salut public aux représentants aux armées des Alpes et d'Italie, 2 vendémiaire an II (23 septembre 1793) ; Charavay, *op. cit.*, t. III, p. 190.

violer sa neutralité. Ils s'emparèrent par surprise de Peschiera (1). De son côté, Bonaparte envahit le pays et mit une garnison à Vérone. La Vénétie devint ainsi le théâtre des hostilités. On essaya bien de diminuer pour elle les maux de la guerre, mais on n'y réussit pas toujours et ses habitants n'eurent que trop souvent à obéir aux réquisitions de l'occupant (2).

Ces invasions en pays neutre, que réprouvent nos idées modernes, s'expliquent si l'on jette les yeux sur la carte politique de l'ancienne Europe. C'était la plus extraordinaire bigarrure qu'on pût imaginer. La Prusse, l'Autriche étaient en guerre avec la France et elles ne pouvaient envoyer leurs armées contre cette puissance qu'en leur faisant traverser des territoires neutres. L'Autriche était séparée de ses possessions du Tyrol et de la Lombardie par une langue de terre vénitienne. Les villes piémontaises d'Oneglia et de Loano étaient enclavées dans le territoire de Gènes. Dès lors, traverser un territoire neutre pouvait être nécessaire pour aller attaquer l'ennemi ou pour envoyer des troupes d'un point à un autre des possessions d'un même État.

Ces considérations qui s'appliquent au passage de troupes en pays neutre ne peuvent expliquer certains autres abus commis par les belligérants. Ainsi, en 1792, Custine s'empara de Francfort et lui imposa une forte contribution. C'était un acte absolument injustifié car la ville n'avait prêté aucun appui à nos ennemis. Le général d'Anselme ayant agi d'une façon analogue envers Gènes en lui impo-

1. De Sybel, *op. cit.*, t. IV, p. 185, 186.

2. De Sybel, *op. cit.*, t. IV, p. 560. — *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. I, p. 664, 665, 672, 675, 764.

sant un emprunt et en l'obligeant à certaines fournitures, le Conseil exécutif annula cette décision et ordonna de restituer ce qui avait été payé (1). On doit encore réprouver le fait par Bonaparte, occupant la Toscane sous prétexte d'en faire respecter la neutralité, d'en faire partir des soldats et des hommes pour la Corse. Il en est de même de l'arrestation par les Autrichiens, le 24 juillet 1793, sur le territoire neutre des Grisons, de Maret et de Sémonville chargés par le Gouvernement français d'une mission diplomatique l'un à Naples, l'autre à Florence et à Constantinople (2).

Ces divers abus ont eu de petits Etats pour victimes. C'est que, pour que la neutralité d'une nation soit respectée, le mieux est qu'elle soit en mesure de la défendre. Or il n'en était pas ainsi à la fin de XVIII^e siècle. L'Allemagne et l'Italie contenaient une foule de petits princes qui n'étaient guère en mesure de défendre leurs droits contre des puissances comme l'Autriche, la Prusse et la France. Leur entrée en campagne n'était pas de nature à inquiéter beaucoup. Mais la Révolution a donné une impulsion très vive au mouvement de formation des grands Etats. Il y a encore de nos jours des nations d'une force bien modeste. Mais leur faiblesse relative n'est pas à comparer à celle de la ville de Francfort ou de la République de Gênes au XVIII^e siècle. Un belligérant hésiterait, de nos jours, à commettre un acte d'agression vis-à-vis d'un neutre parce qu'il se créerait ainsi un nouvel ennemi. Le respect dû aux Etats neutres est un des droits internationaux qui risquent le plus d'être méconnus s'ils n'ont pas la force pour les soutenir. La Ré-

1. Arrêté du 31 octobre 1792 ; Aulard, *op. cit.*, t. I, p. 213, 214.

2. Sorel, *op. cit.*, t. III, p. 402 et s., 431-432.

volution, en contribuant à la formation d'unités politiques plus puissantes et à la disparition des principautés minuscules d'autrefois, a fourni un élément à la constitution d'un état politique dans lequel le respect des neutres est mieux assuré qu'antérieurement.

CONCLUSION

Les pratiques des guerres de la Révolution nous ont apparu, pour la plupart, comme justifiées par les usages du XVIII^e siècle. Malgré les circonstances particulièrement troublées, malgré la durée et l'acharnement de la lutte, cette époque n'a pas marqué un recul du droit des gens. Si l'on veut critiquer certaines mesures particulièrement rigoureuses, c'est au nom des principes mêmes de la Révolution, dégagés par les philosophes du XVIII^e siècle, qu'il faudra le faire. La France ne réalisa pas l'idéal qu'elle avait entrevu. Elle avait rêvé la paix universelle et elle dut subir une guerre de vingt-trois ans. A la veille des hostilités, elle avait voulu rendre la guerre moins dure aux peuples, espérant les amener à abandonner la cause des despotes ; mais bientôt il fallut renoncer à ces chimères. On revint aux mesures rigoureuses des guerres antérieures que les circonstances rendaient nécessaires. Dans cette voie on alla très loin, au risque de méconnaître les idées de Rousseau et de Montesquieu sur le respect des personnes paisibles et l'atténuation des maux de la guerre. On ne s'écarta pourtant pas complètement de celles-ci et nous avons vu comment l'idée des égards dus à un ennemi sans défense influa fortement sur le traitement des prisonniers de guerre.

La doctrine et la pratique moderne se sont largement inspirées des idées humanitaires que les hommes de la Révo-

lution avaient aperçues mais qui n'avaient pas encore assez pénétré dans les esprits pour se faire recevoir en pratique. Bien des rigueurs, condamnées par la doctrine moderne ont été acceptées encore par la Révolution sur le fondement d'une idée admise par les auteurs du XVIII^e siècle ; Vattel, malgré les restrictions qu'il y apporte, n'arrive pas à écarter complètement la notion que celui qui combat pour une cause juste peut user de moyens particulièrement rigoureux. Or, nous avons vu qu'on invoqua bien souvent cette considération pour justifier les mesures employées par la France contre ses adversaires. Nous avons montré les inconvénients de cette idée ; les dangers qu'elle présente étaient encore accrus à l'époque révolutionnaire, les uns se réclamant de l'ancien droit public et les autres du nouveau.

La Révolution a méconnu les droits des princes étrangers comme contraires à la souveraineté nationale. Mais cette notion n'a pas marqué un recul dans l'évolution du droit de la guerre. Comme nous l'avons vu, d'après les idées admises au XVIII^e siècle, un belligérant pouvait méconnaître la souveraineté de son adversaire. L'idée nouvelle de la Révolution allait, en réalité, augmenter les obligations des belligérants considérés comme tenus de respecter la souveraineté populaire. La possession d'un pays ennemi ne pouvait être un moyen de l'acquérir ; une annexion ne pouvait se réaliser que d'après le vœu des habitants. La France avait encore manifesté son intention de respecter les droits des nations libres en annonçant que les avantages offerts aux déserteurs ne s'appliqueraient pas aux sujets de celles-ci. Ces idées particulières à la Révolution diminuaient les droits des belligérants. Elles pouvaient faire la base d'un

nouveau droit de la guerre. Mais la France, pour agir envers ses ennemis comme ils agissaient contre elle, revint ensuite aux pratiques de l'ancien régime.

Les idées qu'avaient agitées les philosophes du XVIII^e siècle et les hommes de la Révolution, n'étaient pas encore mûres à cette époque. C'est pourquoi elles ne reçurent alors que des applications partielles ou momentanées. On revint aux pratiques des guerres antérieures et ici comme en bien d'autres matières, on mit les usages anciens au service des idées ou des intérêts nouveaux. Au reste, on ne devait guère s'attendre à trouver des progrès constants et marqués, se produisant dans une guerre particulièrement difficile à soutenir et qui agitait au plus haut degré les passions des peuples. C'est pourquoi les idées nouvelles sur les égards dus à la personne humaine, sur le respect dû à la souveraineté nationale sommeillèrent souvent pour faire place à l'application des anciens usages de la guerre ainsi que l'avait prescrit le décret du 15 septembre 1793. Elles réapparurent dans des temps plus calmes et servirent de base aux progrès réalisés par le droit de la guerre au XIX^e siècle.

La Révolution contribua, par un autre côté, à ces progrès. Elle fut l'origine de grands bouleversements de la carte politique de l'Europe, continués au cours du XIX^e siècle et qui ont eu pour résultat de faire de chaque Etat une unité politique assez importante, et d'unifier les grands Etats. Or, nous avons dit que cette organisation politique nouvelle est une condition essentielle pour que des règles satisfaisantes sur la neutralité puissent exister et être observées.

Si les guerres de la Révolution n'ont pas marqué par elles-mêmes l'accomplissement de progrès bien sensibles,

elles ont du moins été le point de départ d'un développement heureux qui s'est manifesté au xix^e siècle. La Révolution marque donc dans le droit de la guerre, comme dans d'autres matières internationales et dans l'ordre intérieur, la substitution d'un régime nouveau à l'ancien. Avec les philosophes du xviii^e siècle elle a été l'origine d'un grand mouvement qui a cherché à faire pénétrer, dans cette chose affreuse qu'est la guerre, un peu plus d'humanité, un peu plus de justice.

VU :

Le Président de la thèse,

RENAULT.

VU :

Le Doyen,

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Nature des guerres de la Révolution

CHAPITRE PREMIER. — Les guerres proprement dites.....	11
CHAPITRE II. — Les interventions armées.	22

DEUXIÈME PARTIE

Règles du droit de la guerre fondées sur le respect de la personne humaine

CHAPITRE PREMIER. — Déclaration de guerre.....	31
CHAPITRE II. — Les combattants.....	42
CHAPITRE III. — Les moyens de nuire à l'ennemi.....	52
CHAPITRE IV. — Les rapports entre belligérants..	62
CHAPITRE V. — Prisonniers de guerre.....	84
CHAPITRE VI. — Personnes paisibles.....	111
CHAPITRE VII. — Propriété ennemie.....	124

TROISIÈME PARTIE

Règles du droit de la guerre fondée sur le respect des Etats

CHAPITRE PREMIER. — Révoltes chez l'ennemi et guerre de propagande	161
CHAPITRE II. — Occupation.....	177
CHAPITRE III — Annexion.....	187
CHAPITRE IV. — Neutralité.....	198
Conclusion.....	211

TROISIÈME PARTIE

Le droit de la guerre fondé sur le respect des Etats

Revoltes chez l'ennemi et guerre de	
propagande	161
insurrection	177
guerre	187
guerre	198
guerre	211

